République Gabonaise

# TABLEAU DE BORD DE L'ÉCONOMIE

SITUATION 1996 PERSPECTIVES 1997 - 1998



N°27 - MARS 1997

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ÉCONOMIE

Ministère des Finances, de l'Économie, du Budget et des participations

# TABLEAU DE BORD DE L'ÉCONOMIE

# SITUATION 1996 PERSPECTIVES 1997 - 1998

#### Tableau de bord de l'économie

Placée sous l'autorité du Ministre chargé de l'économie, la Direction Générale de l'Économie (DGE) à été créée par le décret n° 1207/PR du 17 Novembre 1977. Elle a pour missions

- d'analyser, d'orienter et de promouvoir l'économie nationale;
- de déterminer la stratégie économique de L'État;
- de contrôler et d'orienter les secteurs clès de l'économie nationale;
  - d'élaborer des prévisions à court terme;

#### La DGE est organisée en quatre directions :

# Direction des Institutions Financières (DIF)

#### Missions:

- étudier les principales grandeurs monétaires et financières;
- analyser régulièrement les flux économiques et financiers avec l'extérieur;
- participer aux travaux du Conseil National du Crédit, du Comité monétaire et des Commissions de contrôle des banques.

# Direction des Programmes Sectoriels (DPS)

#### Missions:

- étudier les grands secteurs de l'économie;
- suivre les dossiers de tutelle et de contrôle des entreprises parapubliques.

# Direction des Études Macro-économiques (DEM)

#### Missions:

- étudier les principales grandeurs économiques,
- étudier les outils de la puissance publique;
- analyser l'impact économique du budget de L'État.

# Direction des Synthèses économiques (DSE)

#### Missions :

- assurer la synthèse de l'ensemble des informations économiques et financières; élaborer les prévisions économiques;
- préparer et présenter à la Direction Générale tous les dossiers de politiques économiques.

#### 🖾 Instruments d'études

- Modèle MEGA (modèle de l'économie gabonaise) : modèle bisectoriel de prévision à court terme;
- Modèle SIPE (système informatique de prévision économique) : modèle multisectoriel;
- BALCON : instrument d'estimation de la balance des paiements

#### Publications

- TABLEAU DE BORD DE L'ÉCONOMIE GABONAISE,
- NOTE DE CONJONCTURE DE L'ECONOMIE GABONAISE;
- SOMMAIRE DE L'ÉCONOMIE GABONAISE;
   TABLEAU DE BORD MONÉTAIRE MENSUEL;
- LES NOTES DE LA DEM:
- LE BULLETIN DE LA SYNTHÈSE:
- Eco-Ratios.
- TENDANCES DES INDICATEURS DE NIVEAU D'ACTIVITÉ:
- BULLETIN TRIMESTRIEL D'ANALYSES MONETAIRES:
- TABLEAU DE BORD MENSUEL

# Tableau de bord de l'économie

s		)	M	M	A	1	R	E
IN	TRODUC	TION	2000	eco				9
				ENT IN	TERNATIO	ONAL		11
					796			
	1.1.1 1.1.2 1.1.3 1.1.4 1.1.5 1.1.6	L'activ Les pi Les fi Le co Les ta Les m	vité ômage rix nances pub nimerce ex sux d'intéré sarchés des	oliques rténeur it changes				13455566
	1.2 ÉVO	LUTIC	N DES CO	OURS DES	PRODUITS D	E BASE		17
	1.2.2 1.2.3 1.2.4 1.2.5 1.2.6 1.2.7 1.2.8 1.2.9	Le be L'ura Le sa Le ca Le ca L'hui L'or	étrole ois mium acre soutchouc afé acao ile de palm hosphate	e				17 18 18 19 20 20 22 22 22
11	+ ACT	IVIT	E NATIO	ONALE				25
	IL1 LES	QUA	TRE GRAN	DS PRODU	ITS D'EXPO	RTATION.		27
	H.1.1 H.1.3 H.1.3 H.1.4	Le p Le N Lura Le b	étrole langanése mum ois					27 28 29 30
	II.2 LA	GRICU	ILTURE, L'E	LEVAGE, L	A PECHE		****	34
	II.2.1 II.2.2 II.2.3	1 Agri 2 Elev 3 Péct	culture age re					36 40
	11.3 LES	SIND	JSTRIES					42
	II.3. II.3. II.3.	1 Indu 2 Indu 3 Raffi 4 Autr	stries agro stries du b inage es industri	alimentaire ois es de transf	s			42 45 46 47
	II.4 LE	SECTI	EUR DES T	RANSPORT	rs			50
	11.4	2 Les	transports activités po	maritimes e ortuaires	t fluviaux. t ferroviaires			51 52 53 54
	11.5 LE	BATIN	MENT ET L	ES TRAVAU	X PUBLICS			56
	II.6 LE	COM	MERCE			4		57
	11.7 L'F	HOTEL	LERIE, LA	RESTAURA	TION ET LE	TOURISM	-	59
	II.7. II.7.	1 L'HC 2 Le I	stellerie et launsme et	la restaurat les loisirs	ion			

# Tableau de bord de l'économie

II.8 AUTRES SERVICES	61
II.8.1 Les services rendus aux particuliers II.8.2 Les services rendus aux entreprises II.8.3 Les services immobiliers II.8.4 Imprimerie, presse et édition	A.2
II.9 LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'EAU ET D'ÉLECTRICITE	
II.10 TÉLÉCOMMUNICATION	0/
II.12 LE PARAPUBLIC	00
III - GRANDEURS MACRO-ÉCONOMIQUES	77
III.1, LE PRODUIT INTERIEUR BRUT	
III.1.1 Du point de vue de l'offre	
III.2. LE BUDGET DE L'ÉTAT	
III.2.1 L'équilibre budgétaire III.2.2 L'exécution du budget	
III.3. MONNAIE ET CRÉDIT	90
III.3.1 Les ressources du système monétaire	92 95
III.4. LA BALANCE DES PAIEMENTS	98
III.4.1 La balance des transactions courantes III.4.2 La balance des capitaux III.4.3 La balance globale	98
III.5. L'EMPLOI, LES SALAIRES ET LES PRIX	
III.5.1 L'emplo: III 5.2 Les salaires III.5.3 Les prix	101
IV. PERSPECTIVES 1997	105
IV 1. LA CONJONCTURE MONDIALE EN 1997	107
N.1.1 La situation internationale IV.1.2 L'évolution des marchés mondiaux en 1997	107 107
IV.2. LE CONTEXTE NATIONAL	108
IV.2.1 L'évolution prévisible des différents secteurs. IV.2.2 Le PIB prévisionnel IV.2.3 Les prévisions budgétaires. IV.2.4 La monnaie et le crédit en 1997 et 1998. IV.2.5 La balance des paiements prévisionnelle. IV.2.6 L'emploi, les salaires, et les prix	114 118 118
CONCLUSION	
ANNEXES	125



# INTRODUCTION

En 1996, l'économie mondiale a poursuivi l'évolution favorable enregistrée en 1995. Cependant cette progression est restée inegalement répartie et sera plus faible qu'en 1995.

Forte dans les pays en développement (+6,3%), fermement établie aux USA, la croissance s'est ralentie en Europe, notamment en France et en Allemagne, demeure fragilie au Japon et s'effondre dans les pays du Proche Orient.

La modération de l'inflation dans les pays industrialisés est perceptible également dans les pays en voie de développement.

Les deux points noirs de l'économie à savoir le chômage et l'assainissement des finances publiques persistent en 1996.

Les taux de chômage dans la plupart des pays demeurent encore élevés. Ces taux sont supérieurs à ceux enregistrés en 1995, pour l'Europe. Plusieurs pays de ce fait entreprennent des réformes du système de sécurité sociale.

La résorption des déficits budgétaires demeure la principale préoccupation des pays de l'OCDE. Les pouvoirs publics entreprennent des réformes visant à contenir les dépenses de l'Etat et à élargir l'assiette fiscale.

Le dollar américain s'est régulièrement apprécié face aux monnaies européennes tout au long de l'année 1995. Le yen s'est replié et le Mark a perdu 7,2% de sa valeur, face au dollar. Le marché des changes a été marqué par le retour de la lire italienne dans la SME.

L'année 1996 est marquée par une évolution contrastée des cours des produits de base. Certains tels que le pétrole, l'Uranium et l'or voient leurs cours s'élever alors que d'autres comme le cacao, le sucre, le phosphate voient leurs cours diminuer.

Le prix du pétrole est assez élevé II atteint au mois d'Octobre la moyenne de 24,45, moyenne la plus élevée depuis 1990,

Les prix du bors brut demeurent relativement bas. Le bois d'œuvre rentre dans une phase de profonde restructuration. Le Brésil fait son entrée sur le marché international. L'Afrique centrale attire beaucoup d'investissements asiatiques.

Après 16 ans de crise, le cours de l'uranium s'élève fortement sur le marché libre. Les cours du sucre s'effritent. Le marché du caoutchouc est déprimé. Le prix du café en hausse au début de l'année baisse en fin d'année. Malgré une récolte abondante, le prix du cacao se maintient. Les cours de l'huile ont reculé de 16% en 1996. Le marché de l'or est morose. Le prix du phosphate baisse de 8,1% en 1996 par rapport à 1995.

Sur le plan national, 1996 est caractérisée par la poursuite de la croissance, mais à un taux légèrement inférieur à celui de 1995, année de la repnse (3,2% contre 3,8%)

Cette croissance est due en grande partie au secteur hors pétrole et à la hausse de la demande intérieure, consécutive à la baisse considérable de l'inflation.

#### Tableau de bord de l'économie

L'année 1996 a été marquée par la pénode électorale qui a eu un impact sur certaines activités, ainsi que par le vôte et la promulgation de la loi sur la privatisation.

Le secteur primaire demeure toujours le principal moteur de l'économie. Cependant l'apport des secteurs Commerce et Services n'est pas négligeable.

Le volume d'activité dans les secteurs d'exportation, malgré la mauvaise performance de l'uranium s'est amélioré. Le pétrole a augmente sa production (+ 0,7% soit 18,2 millions de tonnes), la production de manganèse s'accroît de 49 000 tonnes par rapport à 1995, soit 1 983 millions de tonnes. L'activité s'est serioblement amélioree dans la filière bois.

L'activité est demeurée relativement soutenue dans les secteur Transports, Commerce, Services) et Matériaux de Construction. Le rythme des travaux d'amenagement et d'entretien des routes a considérablement dopé au cours de l'année le secteur des BTP (8%)

En revanche, l'on a observé un ralentissement des activités dans la secteur des industries de transformation, notamment dans les agroindustries et les industries de seconde transformation avec un recul de la croissance de plus de 10 points.

Globalement, l'investissement et la consommation ont cru respectivement en termes réels de 5,3% et 4,6% par rapport à 1995

Sur le plan monétaire, 1996 s'est caractérisée par une hausse généralisée des agrégats monétaires à l'exception du crédit intérieur qui a régressé du fait du désengagement de l'Etat.

Le déficit du solde global de la balance des paiements en 1996 quoiqu'en nette amélioration par rapport à l'année 1995 reste encore important du fait de la situation défavorable des mouvements des capitaux en raison du paiement de la dette extérieure.

Telles sont les principales évolutions que ce tableau de bord entend développer en quatre parties : environnement international, activité nationale, grandeurs macro-économiques et perspectives 1997, 1998.

La Direction générale de l'Economie renouvelle ses remerciements aux entreprises, aux administrations et aux opinions informées qui ont permis la réalisation de ce document.

L'ensemble des informations de ce tableau de bord résulte d'un effort de synthèse de la Direction générale de l'Economie d'une enquête de conjoncture réalisée en Janvier 1997, complétée par de nombreux entrétiens auprès des opinions informées et par des prévisions bâties à partir du modèle MEGA.

L'enquête annuelle a porté sur un échantillon de deux cent entreprises représentant tous les secteurs d'activité et sur l'ensemble des centres de décisions économiques gabonaises.

PREMIÈRE PARTIE

# L'Environnement International



# I L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

# 1.1 L'ECONOMIE MONDIALE EN 1996

Les indicateurs économiques dans les pays de l'OCDE paraissent satisfaisants. Cependant, les performances économiques enregistrées dans l'organisation restent contrastées.

La croissance s'est fermement établie aux États-Unis et dans certains pays dont le cycle conjoncturel reste étroitement liée à l'activité économique américaine (Canada, Royaume-Uni). L'expansion s'est réalisée dans un environnement marqué par un faible niveau de l'inflation et une baisse du chômage.

En revanche on note un ralentissement de l'activité en Europe, notamment en France et en Allemagne où la reprise attendue ne s'est pas produite, les déficits publics entravant les efforts de relance. Ce recul s'est accompagne d'une augmentation du chômage dans les différents pays

Au Japon la reprise demeure encore fragile car limitée par les déficits budgétaires accrus.

La croissance est plus forte dans les pays en développement (6,3 %) que dans les pays industriels (2,3 %) et dans l'Union Européenne (1,6 %)

Dans les pays du Proche Orient, le tableau est plutôt sombre du fait des tensions régionales qui freinent la croissance.

# 1.1.1 L'ACTIVITÉ

L'année 1996 s'achève sur un ralentissement de la croissance économique mondiale. Toutefois, ce résultat doit être nuancé. Les indicateurs économiques se sont améliorées particulièrement dans les pays Anglosaxons (Etats-Unis, Canada, Royaume-Uni).

En revanche, la réprise reste balbutiante au Japon mais égalément en Europe en dépit des déséquilibres budgétaires enregistrés notamment en France et en Allemagne,

Les Etats-Unis viennent d'enregistrer pour la sixième année consécutive, une croissance modérée (2,4 %), fruit du resserrement de la politique monétaire initiée en 1992, Cette expansion reflète la bonne situation financière des entreprises et la reprise de la consommation privée La politique de détente des taux a permis aux entreprises d'améliorer leur situation financière et de renforcer leur capacité de financement. La création d'emplois s'est traduite par un recul du chômage qui a été ramené à 5,2 % de la population active contre 5,7 % en 1995. Le faible niveau de l'inflation, le désendettement des ménages, ont favorisé la reprise de la consommation. Ce dynamisme de l'économie américaine s'est traduit par une réduction du déficit public qui, en 1992i est passé de 290 milliards de dollars à 107 milliards de dollars en 1996.

La conjoncture reste déprimée en Europe, caractérisée par la morosité de l'activité et la montée du chômage. D'une façon globale, la production industrielle à reculé les deux premiers trimestres pour repartir timidement au troisième trimestre. En fait, l'Europe à souffeit des effets de décalage avec les Etats-Unis qui ont pesé sur l'activité : la hausse des taux d'intérêt à long terme en 1995, l'appréciation du deutsche mark, la chute du dollar, les remous monétaires. A ces facteurs, il convient d'ajouter les politiques budgétaires restrictives qui dans l'immédiat pèsent sur des économies fragiles.

Le Japon qui sort timidement de sa récession connaît une faible reprise de l'activité. Le taux de croissance serait environ de 1,5 %. Cependant, cette reprise reste fragile du fait du poids important du déficit budgétaire (6,7 % du PIB) qui rend difficile la poursuite d'une politique expansionniste. En outre, les exportations n'ont pas retrouvé leur dynamisme, la consommation reste faible et les délocalisations ralentissent le rythme des investissements des PME.

Après les Etats-Unis et l'Europe. l'Asie apparaît comme le troisième pôle de développement. Les pays de la région ont enregistré des performances économiques encourageantes même si elles restent nuancées. En Chine, la modération de la demande intérieure et de l'inflation s'est confirmée en 1996 bien que l'expansion avoisine 10 %. Par contre, un Malaisie où les risques de surchauffe étaient perceptibles, la croissance a été ramené de 9,5 % en 1995 à 8,2 % en 1996. Pendant la période sous revue, on note une contraction des exportations dans l'ensemble de la région.

Dans les pays en transition l'expansion reste variable. Les pays les plus avancés dans la stabilisation et la restructuration connaissent une croissance plus vigoureuse (République Tchèque, Roumanie, Pologne). En revanche, les pays où les réformes sont en cours se heurtent encore à une série d'obstacles interdependants qui freinent leurs évolutions.

Dans la Zone Franc, la plupart des Etats ressentent les effets induits de la dévaluation. La croissance a été portée de 3 % à 5 % entre 1995 et 1996. Pour l'ensemble de ces pays, l'essentiel de la croissance repose sur l'exportation des matières premières (cacao, bois, café, hévéa, coton). L'inflation a été ramenée à moins de 10 % en 1996 contre 35 % en 1994.

#### 1.1.2 LE CHOMAGE

Les taux de châmage restent encore élevés dans les pays industrialisés. En France et en Allemagne, le taux de chômage a atteint respectivement 12.6 % et 11,4 % de la population active. Ces taux qui sont supérieurs à ceux enregistrés en 1995 (11,7 % et 9,9 %) illustrent bien la basse conjoncture européenne. Au regard du coût économique et financier du chômage, plusieurs pays ont entrepris des réformes du système de sécurité sociale.

#### 1.1.3 LES PRIX

En 1996, on note une baisse généralisée de l'indice des prix. Le ralentissement de l'activité dans les pays de l'OCDE a permis de lutter plus efficacement contre l'inflation. Ainsi, les pays industrialisés n'ont jamais enregistré des taux d'inflation aussi bas qu'il y a cinq ans. Aux Etats-Unis les pressions sur les prix sont presque nulles du fait de la modération des prix des biens et services. La hausse des prix serait environ de 2 %. En France, en moyenne annuelle, l'inflation aurait reculé d'un point en 1996. La hausse du prix du pétrole a été compensée par la faiblesse des prix des autres matières premières. Dans l'ensemble, les pays de l'O C.D.E. devraient enregistrer une hausse généralisée des prix inférieure à 2,5 % en moyenne annuelle.

La modération de l'inflation dans les pays industrialisés est perceptible également dans les pays en développement où le taux moyen se réduirait à 13 %.

En Amérique Latine, un net ralentissement de la hausse des prix est observé notamment au Brésil (10 %), soit le plus faible taux enregistré depuis 1950. En Russie, l'augmentation des prix établie à 25 % contre 130 % en 1995 marque la réussite de la politique de stabilisation; une tendance à la baisse des prix est également enregistrée en Chine pu l'indice des prix à la consommation serait inférieur à 10 %

# 1.1.4 LES FINANCES PUBLIQUES

La résorption des déficits budgétaires demeure la principale préoccupation des pays de l'OCDE La limitation du déficit budgétaire à 3 % du PIB ne permet pas encore aux différents pays européens d'être éligibles aux critéres de Maastricht. En Allemagne et en France, ce déficit serait à 4 % du PIB. Dans ce contexte, les pouvoirs publics ont entrepris des réformes visant à contenir les dépenses de l'Etat et à élargir l'assiette fiscale.

# 1.1.5 LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Les échanges internationaux qui reflètent souvent l'expansion économique s'inscrivent en baisse en 1996. Le recul de l'activité en Europe s'est traduit par une faible progression du commerce mondial (6 %) après une hausse de 9 % en 1995. La baisse des exportations a eu des effets nuancés sur le solde exténeur des principaux pays. Toutefois, des signes de reprise sont perceptibles depuis la relance de l'activité amorcée au quatrième trimestre 1996

#### 1.1.6 LES TAUX D'INTÉRÊTES

#### Les taux à court terme

En raison du faible niveau de l'inflation, la détente monetaire observée a fin 1995 s'est poursuivie en 1996. Les signes de ralentissement observés en Europe, notamment en Allemagne et en France ont entraîné un fléchissement des taux à court et long termes. En France, les taux à trois mois ont reflué de 4,70 % à 3,30 %, leur plus bas niveau historique dépuis 1992. Cet assouplissement a bénéficié d'un environnement économique favorable marqué par une croissance faible, une modération des prix à la consommation, une politique budgétaire rigoureuse et l'appréciation du franc vis à vis du deutsche mark. En Allemagne, la décrue du Lombard, la baisse du taux d'escompte d'un demi point et des prises en pension ramenées de 3,30 % à 3 % se sont opérées sous la pression de ses partinnaires au sein du SME, soucieux de relancer une activité atone

Au Japon, le taux d'escompte est resté inchangé (0,5 %) afin de donner du souffle à la croissance et prévenir la destabilisation de la parité dollar-yen qui pourrait aggraver les difficultés du système bancaire.

#### Les taux à long terme

Les taux longs ont évolué de manière contrastée. Aux Etats-Unis, ils sont relativement élevés par crainte des tensions inflationnistes liées au dynamisme du marché de l'emploi. Toutefois la Réserve Fédérale n'a pas jugé utile un resserrement de la politique monétaire, les indicateurs économiques étant favorables. A l'inverse, en Europe, les rendements à long terme sont descendus au-dessous de ceux observés aux Etats-Unis. Cette deconnexion entre les marchés américain et européen a constitué l'un des évènements majeurs en 1996.

#### 1.1.7 LES MARCHES DES CHANGES

L'accalmie du marché des changes s'est traduite par une évolution favorable du dollar américain qui s'est régulièrement apprécié face aux monnaies européennes tout au long de l'année 1996, bénéficiant ainsi de la détente des taux en Europe. Ainsi, le billet vert s'est apprécié de 16 % vis à vis du franc suisse, de 10 % vis à vis du yen et de 8 % vis à vis du mark et du franc français. Ce mouvement à la hausse a été possible grâce à la conjonction d'éléments favorables : l'affermissement de la croissance américaine, la maîtrise de l'inflation et le différentiel des taux entre l'Europe et les États-Unis. A fin décembre 1996, le dollar s'échangeait à 524 FCFA contre 498 FCFA un an plutôt.

Le repli du yen face au billet vert a permis à l'économie nippone de se redresser timidement au second semestre 1996.

Le mark a perdu 7,2 % de sa valeur face au dollar et 10,7 % face à la lire italienne. La morosité de l'activité économique, la montée du chômage en Allemagne passant de 9,9 % à 11,4 % entre 1995 et 1996 et le poids du déficit budgétaire ont largement contribué à la dépréciation de la monnaie allemande.

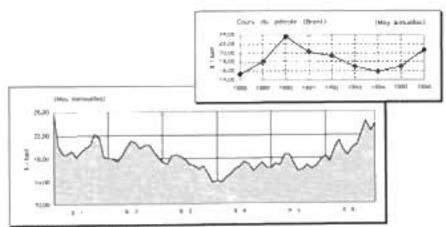
Par ailleurs, le marche des changes a été marqué par le retour de la lire italienne dans le SME après sa sortie en 1994.

# I.2 L'ÉVOLUTION DES COURS DES PRODUITS DE BASE

L'année 1996 est marquée par une évolution constrastée des cours des produits de base. Certains tels que le pétrole, l'Uranium et l'or voient leurs cours s'élever alors que d'autres tels que le cacao, le sucre, le phosphate voient leurs cours diminuer.

#### 1.2.1 LE PÉTROLE

Les prix du pétrole brut sont restès assez élevés en 1996, un riveau record ayant été atteint au mois d'octobre : 24 4 \$ le baril, soit la moyenne la plus élevée depuis décembre 1990. Ce raffermissement des cours par rapport à l'année précédente (+ 21,8%) résulte de la forte demande occidentale suite à l'hiver ngoureux dans l'hémisphère Nord (Amérique du Nord et Europe), de l'abaissement du niveau des stocks des opérateurs, particulièrement aux États-Unis, du regain de tension en Irak, de la progression des besoins de l'Asie et de l'impact limité des quantités de brut que Bagdad est autorisé par l'ONU à exporter en vertu de l'accord "pétrole contre nourriture".



starta - Marchilla Trocscaus et Maditarranseria

#### 1.2.2 LE BOIS

Malgré les problèmes persistants d'approvisionnement en grumes ressentis par la majorité des industriels, particulièrement les asiatiques,

#### L'environnement international

les prix du bois brut sont restés à des niveaux relativement bas, après la hausse historique des grumes asiatiques en 1993 et la fermeté des cours de 1994 pour les grumes africaines.

Le secteur des bois d'oeuvre entre dans une phase de profonde réorganisation. En effet, la Malaisie et l'Indonésie recentrent leur outil de transformation sur les produits en aval, à plus forte valeur ajoutée, soit par des mesures autoritaires, soit par des taxes importantes à l'exportation.

Le Brésil, adossé à ses immenses réserves, devrait occuper une place grandissante sur le marché international, notamment sur les segments traditionnels du bois d'oeuvre (sciage, placages et contre-plaqués).

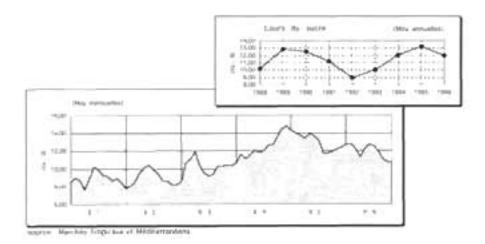
L'Afrique Centrale, avec ses forêts au potentiel peu entamé, est devenue un lieu de convoitise pour les importateurs de grumes, mais également pour les investisseurs asiatiques qui cherchent à rapprocher leurs usines de transformation des sources d'approvisionnement. Le Gabon, le Cameroun et la Centrafrique sont pour l'heure les plus concernés par ce redéploiement.

#### 1.2.3 L'URANIUM

Au terme de seize années de crise, le cours du métal sur le marché libre est en train de connaître une brutale accélération. En effet, depuis le début de l'année, la livre d'oxyde d'uranium le "yellow cake", hors du marché protégé américain, a vu son prix bondir de 30%. Une première éclaircie, bien que timide, s'est manifestée en 1995 : les prix de l'oxyde commercialisé à l'intérieur des Etats-Unis avaient entamé une lente remontée qui avait porté le cours moyen du yellow cake à 8,44 \$ la livre. Le ralentissement de l'offre russe, qui depuis 1991, avait fait plonger le marché, les ressources internes insuffisantes pour enrayer la hausse des cours sur le marché protégé américain sont les facteurs explicatifs de ce phénomène de hausse. La taille des stocks mondiaux d'uranium est estimée à 75 000 tonnes, soit 62,5 semaines de consommation.

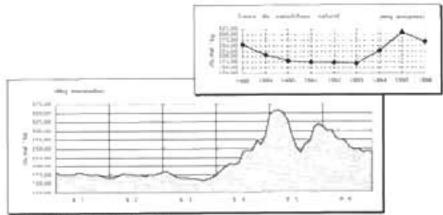
#### 1.2.4 LE SUCRE

L'abondance de la récolte de la campagne 95/96 avec 119,7 M t de sucre, sous l'effet des conditions météorologiques favorables, de l'expansion des superficies récoltées et d'un emploi accru des intrants agricoles, a entraîné l'effritement des cours du sucre en 1996 (soit un recul de 9,5% par rapport à 1995). Le marché a été handicapé par la faiblesse de la croissance de la consommation face à la hausse de la production, en particulier dans les pays en développement, ce qui a entraîné un excédent de 5,5 Mt sur les marchés internationaux



#### 1.2.5 - LE CAOUTCHOUC

Le marché mondial du caoutchouc demeure déprimé en 1996, avec des cours inférieurs à ceux de 1995, soit un recul de 13%. Cette baisse des cours résulte de la faiblesse de la demande de pneumatiques dans les pays industrialisés du fait du fléchissement des ventes de véhicules en particulier en Europe et aux Etats-Unis, de l'équilibre précaire entre l'offre et la demande mondiale, de l'abondance de la production mondiale et enfin l'imprévisibilité de la politique des achats de la Chine qui n'a pas importé massivement après le typhon qui a ravagé ses plantations.

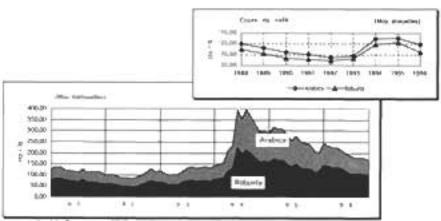


sparce Marches Trapenso in Westernandens

#### 1.2.6 - LE CAFE

En 1996, les prix pratiqués en 1995 se sont maintenus dans un premier temps avec une certaine fermeté jusqu'à l'arrivée de la saison froide dans l'hémisphère sud, qui s'est avérée, comme en 1995, douce et sans danger pour les caféiers. Dès lors, les cours se sont mis à baisser.

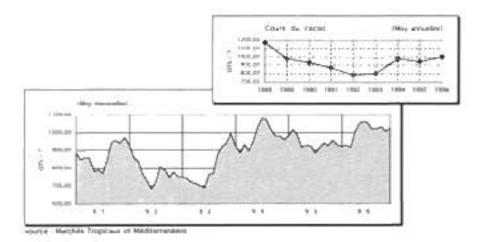
La faiblesse des stocks de café vert dans les pays consommateurs (-35% en l'espace d'un an) résultant de la technique des flux tendus adoptée par les grands torréfacteurs, la récolte catastrophique au Brésil et la politique de limitation des exportations par les principaux producteurs ne sont pas parvenues à éviter la chute des prix.



SOURCE : Warches Tropicaus at Meditarransens

#### 1.2.7 - LE CACAO

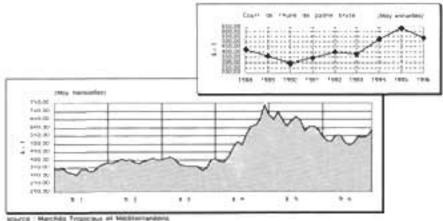
Le marché a croulé cette année sous une avalanche de fèves de cacao ivoiriennes et pourtant les prix ne se sont pas effondrés, sans doute grâce à la progression constante de la consommation mondiale de chocolat, surtout perceptible en Europe et en Asie. La Côte-d'Ivoire a enregistré, lors de la saison 95/96, la plus abondante cueillette de son histoire : 1,2 million de tonnes. De ce fait, la production mondiale a atteint des sommets jamais égalés (2 B77 000 tonnes), soit un excédent de production de l'ordre de 133 000 tonnes avec des stocks à 1 404 000 tonnes, soit 51,7% de la consommation annuelle. Mais la consommation mondiale progresse d'année en année : en l'espace de quatre ans, les broyages de fèves ont progressé de 17%. Ainsi, le prix de la fève s'est-il stabilisé à plus de 1 000 DTS la tonne jusqu'en fin d'année, après un pic en juin de 1 060 DTS la tonne.



Les propositions de la Commission de l'Union Européenne sur l'utilisation dans la composition du chocolat de 5% de matières grasses végétales, autres que le beurre de cacao (karité, illipé, huile de palme...) sont vivement contestées au sein de l'UE par certains états membres. Ces propositions pourraient réduire les importations de cacao entre 120.000 et 150.000 T par an.

## 1.2.8 L'HUILE DE PALME

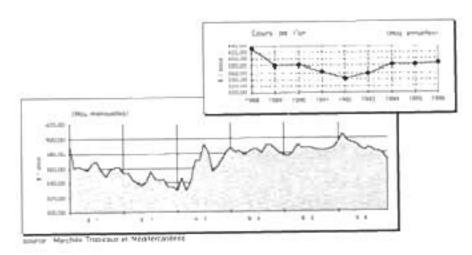
Le marché de l'huile de palme brute a souffert en 1996 de la baisse de la demande à l'exportation et de l'abondance des produits oléagineux. Aussi, les cours de l'huile ont reculé de 16% par rapport à 1995, pour s'établir à 535,34 \$ la tonne en 1996 contre 636,91 \$ la tonne en 1995.



#### 1.2.9 L'OR

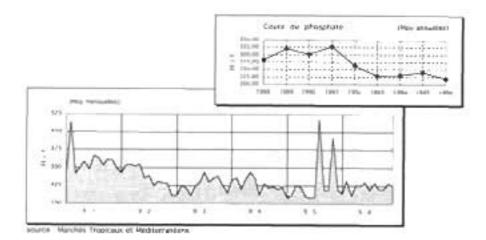
Le prix de l'once d'or a atteint des sommets en tout début d'année, culminant à plus de 410 \$ sous la pression d'une vague d'achats spéculatifs principalement orchestrée par des fonds d'investissement nord-américains. L'écart grandissant entre la production minière et la demande, couplé au ralentissement passager de la production en Afrique du Sud en 1995, a poussé les prix à la hausse. Mais l'attrait des financiers n'a été que de courte durée. Vers la mi-1996, les prix ont commencé à refluer sérieusement jusqu'à passer sous les \$ 370 l'once en fin d'année, en raison d'une baisse des achats de l'Inde (premier acheteur d'or au monde) et de la Chine. En outre, les ventes à terme des producteurs ont nettement repris au quatrième trimestre, entraînant une certaine tension sur les taux des prêts en or, ce qui a également contribué à la grande morosité de ce marché.

Parallèlement, le marché s'est mis à craindre des ventes d'or par les banques centrales européennes dans le cadre de la préparation a la monnaie unique afin de permettre à leur pays de réduire leur dette et de se conformer aux critéres de convergence.



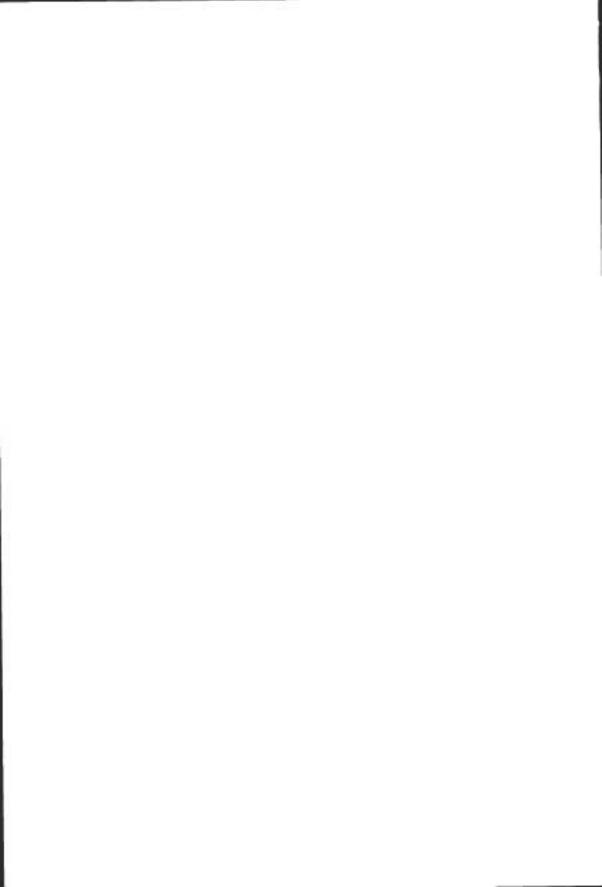
# 1.2.10 LE PHOSPHATE

La progression de la demande mondiale de phosphate et celle des autres produits dérivés n'ont pas été suffisamment importantes pour tirer les prix du phosphate brut à la hausse, d'où le recul des cours du phosphate de 8.1% en 1996 par rapport à 95, s'établissant à 221,28 FF la tonne contre 240,85 FF/T en 1995.



Le marché des phosphates s'est caracterisé par le bas niveau des stocks céréaliers mondiaux, le raffermissement des prix des céréales, des graines oléagineuses et des produits non céréaliers qui ont détermine un accroissement de la consommation d'engrais en 95/96, pour la deuxième année consécutive après une tendance de baisse qui a duré 5 ans.

La FAO estime que la consommation d'engrais aura augmenté de 5% en 95/96 pour passer à 128 Mt. C'est principalement en Chine que la demande d'engrais s'est accrue le plus sensiblement, puis en Amérique du Nord et, dans une moindre mesure, en Asie du Sud, en Europe Centrale et au Proche-Orient, tandis qu'en Amérique Centrale et Amérique du Sud, la demande était en baisse. Une croissance marginale de la consommation est prévue en Afrique et une réduction progressive en Europe Occidentale.



# DEUXIÈME PARTIE

# Activité Nationale

#### II. ACTIVITE NATIONALE

# II.1. LES QUATRE GRANDS PRODUITS D'EXPORTATION

#### II.1.1 LE PÉTROLE

En 1996, le prix du brut a augmenté contrairement aux estimations à la baisse du premier semestre 1996. Il est passé de 16,36 \$ en 1995. à 19,59 \$ par baril.

#### La production

La production du brut gabonais en 1996, a été de 18,277 millions de tonnes, soit une légère hausse de 0,7% par rapport à l'année 1995. Ce maintien de la production est dû à l'effort réalisé sur l'ensemble des puits de Rabi.

#### Les exportations

Les exportations de brut ont augmenté de 6,37 % par rapport celles de 1995. Cette hausse a été possible grâce entre autres à l'amélioration des capacités d'évacuation du brut

#### Les prix

En 1996, le prix moyen du Brent à été de 20,69 \$/ baril, soit une hausse de 21,70 % par rapport à l'année 1995. Le prix moyen retenu pour le brut gabonais à été de 19,90 \$ par baril et le taux de change moyen de 511,6 FCFA.

#### Les investissements

Les investissements réalisés pour maintenir le niveau de la production à 18 millions de tonnes ont été supérieurs à ceux réalisés en 1995

#### Les effectifs

L'ensemble des effectifs a baissé d'environ 5 % par rapport à l'année précédente. La masse salariale a été stable.

#### La situation financière

La situation financière a été meilleure qu'en 1995 pour l'ensemble des pétroliers. Cette amélioration est due à la hausse du prix de baril de pétrole et du cours du dollar.

# Les services pétroliers

Les services pétroliers assurent les activités de recherche et développement à la demande des opérateurs pétroliers. Ces sociétés sont des

#### Activité nationale

filiales des grands groupes internationaux. L'activité a été meilleure que celle de 1995. La valeur ajoutée a été en hausse de 12,5 % par rapport l'année précédente.

#### Les investissements

Ils ont augmente de 15 % par rapport à l'année 1995. Cette hausse est le fait de :

- l'achat du matériel d'équipement,
- la construction d'un appareil de forage,
- l'aménagement des bureaux.

#### Les effectifs

Contrairement aux sociétés pétrolières, les effectifs dans ce secteur ont été en hausse en raison d'un regain d'activité.

#### II.1. 2 LE MANGANÈSE

Le gisement de Moanda place le Gabon au troisième rang des producteurs mondiaux de manganèse après l'ex-URSS et l'Afrique du Sud.

La Comilog exploite deux produits :

- le minerai métallurgique qui représente 95 % de la production en volume et 90 % en valeur, destiné aux usages sidérurgiques.
- le bioxyde de manganèse servant à la fabrication des piles électriques.

Au cours de l'année 1996, l'environnement économique de la compagnie s'est sensiblement amélioré et la demande de produits métallurgiques a été soutenue

# La production

Pour faire face a la demande soutenue des clients, la production en 1996 a été portée à 1 983 000 tonnes, contre 1 934 425 tonnes en 1995, soit une légère progression de 2,51 % par rapport à l'année précédente.

#### Les ventes

Elles ont connu une hausse de 2,64 % en 1996 par rapport à celles de 1995. Elles ont été de 2 063 000 tonnes contre 2 010 000 tonnes en 1995.

# Les prix

Le prix de vente moyen a été de 75 \$ par tonne pour un taux de change moyen de 5,15 Francs Français soit 38 625 FCFA/tonne. Ce prix est en hausse par rapport à l'année précédente.

#### Les investissements

En 1996, les investissements ont été de 3 Milliards de francs CFA contre 2,771 Milliards en 1995, soit une hausse de 8,26 % et ont concerné l'achat d'équipement minier.

#### Les effectifs

Les effectifs au 31 Décembre 1996 ont été de 1403 personnes contre 1452 personnes en 1995, soit une baisse de 3,37 %. La masse salariale a été de 11,2 milliards de francs CFA.

#### La situation financière

La situation financière s'est améliorée en 1996, le chiffre d'affaires est passé de 71,4 milliards de francs CFA en 1995 à 80 milliards de francs CFA en 1996. Le bénéfice net a augmenté de 16,44 % par rapport à l'année précèdente (11milliards de francs CFA en 1996 contre 9,447 milliards de francs CFA en 1995).

#### II.1.3 L'URANIUM

Les gisements d'uranium sont situés au sud-est du pays et sont exploités par la Compagnie des Mines d'Uranium de Franceville (COMUF).

Malgré l'embellie des cours de l'uranium au niveau international sur le marché libre, l'activité de la COMUF est confrontée à des difficultés liées à l'appauvrissement de ses gisements.

# La production

En 1996, la production d'uranium gabonais a été de 564 tonnes contre 623 tonnes en 1995, soit une baisse de 9,47 % due aux difficultés d'exploitation de l'uranium de bonne qualité.

# Les exportations

Les exportations en 1996 ont connu une baisse de 7,97 % ( 600 tonnes en 1996 contre 652 en 1995) due à la concurrence sur le marché.

# Les prix

Face aux prix pratiqués sur le marché international (12 500 F.CFA à 14 000 F.CFA), la COMUF a négocié son prix de vente avec son principal client et actionnaire. Ainsi son prix moyen annuel en 1996 a été de 23 515 FCFA/kg contre 23 712 FCFA/kg l'année précédente.

#### La commercialisation

Le chiffre d'affaires 1996 a été de 14 109 millions de FCFA contre 15 460 millions en 1995, soit une baisse de 8,74% due à la diminution des exportations et du prix de vente En 1996, la valeur ajoutée a enregistré une baisse de 19,84 % par rapport à l'année précédente.

#### Les investissements

Les investissements en 1996 ont augmenté de 3,65 %. Ces investissements ont concernés les achats des biens d'équipement, de véhicules, d'autres outils de production et la construction d'un bâtiment.

#### Les effectifs

Au 31 Décembre 1996, les effectifs ont été de 350 personnes contre 373 personnes à la même pénode en 1995. Cette baisse est due à la politique de restructuration mise en place depuis 1992

#### La situation financière

Le résultat net de la société en 1996 à été négatif : 6 749 millions de Francs CFA contre un résultat positif de 45 millions de francs CFA en 1995. Ce déficit est dû à l'intégration obligatoire des provisions pour fermeture qui se sont ajoutées aux charges de fonctionnement.

#### II.1.4. LE BOIS

La forêt gabonaise couvre environ 22 millions d'hectares soit près de 85% de la superficie du pays.

Le potentiel commercial total est estimé à 400 millions de mêtres cubes dont 130 millions de mêtres cubes d'Okoumé avec un accroissement annuel courant de 3 à 5 millions de mêtres cubes. Le volume annuel du bois produit par l'exploitation forestière oscille autour de 2 millions de mêtres cubes et ne concerne qu'une soixantaine d'essences sur un total de 400 essences forestières connues.

La quasi totalité de cette production forestière est exportée sous forme de grumes et une faible proportion (7%) est transformée localement dans le souci de rentabiliser les basses qualités non exportables. La commercialisation de l'Okoumé et de l'Ozigo font l'objet d'un monopole de l'Etat géré par la 5 N.B.G. Quant à la commercialisation des Bois divers, elle est le fait des exploitants forestiers eux-mêmes.

# La production

Plafonnee à 2 millions de mêtres cubes par décision prise en conseil des ministres du 2 février 1996, la production du bois en 1996 a atteint 2,409 millions de mêtres cubes (il n'est pas tenu compte ici de la production livrée aux unités de transformation par les industriels à partir de leurs propres chantiers forestiers) contre 2,388 millions de mêtres cubes en 1995, soit une hausse de 1% malgré la possibilité donnée à la Société Nationale des Bois du Gabon (S.N.B.G.) d'acheter à un prix inféneur à 30% tout bois produit hors quota

# Évolution de la production de 1994 à 1996

En milliers de m <sup>1</sup>	1994	1995	1996	% 96/95
OKOUME/OZIGO BOIS DIVERS	1.666,7 460,1	1.842 546	1903 506	3% 7%
TOTAL	2.126,8	2.388	2409	1%

Sources SNRG SEPAG

Cette augmentation est le fait de la production des bois commercialisés par la 5 N.B.G. (essentiellement l'Okoumé), avec un accroissement de 3% par rapport à 1995 (soit 1,903 millions de mêtres cubes contre 1,842 millions de mêtres cubes. Les bois divers ont enregistré une baisse de 7%.

Le dépassement du quota fixé par le Gouvernement s'explique principalement par l'exploitation massive de la première et la deuxième zone où les coûts de production sont moins élevés et l'augmentation considérable des coupes familiales non concernées par le contingentement.

#### Les exportations

Les exportations augmentent de 5,9% du fait essentiellement des exportations de l'Okoumé.

les exportations d'Ozigo ont chuté de 24,7% passant de 157 809 m3 en 1995 à 118 887 m3 en 1996. Cette baisse qui suit celle de la production (-13,3%) s'explique par le niveau faible du prix de cette essence par rapport à l'Okoumé

Les exportations des Bois divers ont chuté de 12,6%. Ceci s'explique par l'existence d'importants stocks en Asie et la faiblesse du dollar.

# Évolution des exportations de 1994 à 1996

En milliers de m*	1994	1995	1996	96/95
OKOUME/OZIGO BOIS DIVERS	1482 423	1711 508	190 444	11,4%
TOTAL	1.905	2 219	2.351	5.9%

Sources SNBG SEPBG

Évolution du marché Okoumé, Ozigo de 1994 à 1996

en %	1994	1995	1996
EUROPE	44%	34%	27%
AFRIQUE	10%	7%	6%
AMERIQUE	2%	0%	1%
MÔYEN ORIENT	3%	5%	5%
ASIE	41%	53%	61%
TOTAL	100%	100%	100%

Sources SNBG

Après avoir occupé le 1" rang sur le marché du bois gabonais (70% en 1991), l'Europe occupe le 2" rang (27%), loin derrière l'Asie (61%)

Les principaux pays importateurs des grumes gabonaises (1995 -1996)

% marché	1995	1996
Chine	17%	28%
France	22%	19%
Japon	16%	14%
Turquie	5%	6%
Philippines	10%	5%
Israël	6%	4%
Gréce	4%	4%
Maroc	4%	4%
Hong Kong	2%	3%
Autres (23 pays)	12%	12%
TOTAL	100%	100%

# Les prix

Alors que la production et les exportations de bois ont augmenté par rapport à 1995, le prix à l'export du mêtre cube Okoumé à baissé, passant de 81 323 francs CFA en 1995 à 80 738 francs CFA en 1996. Cette baisse de prix s'explique par la qualité du bois. Le prix de l'Ozigo a enregistré une hausse de 4% (58 837 francs CFA le mêtre cube en 1996 contre 56 591 francs CFA en 1995). Pour ce qui est des bois divers, le prix moyen est passé de 93 632 francs CFA le mêtre cube en 1995 à 113 550 francs CFA en 1996.

#### Les stocks

Le volume des stocks d'Okoumé et d'Ozigo au 31 décembre 1996 est de 62 537,5 m² (soit 52 263,9 m² d'Okoumé et 10 273,6 m² d'Ozigo). Celui-ci représente une valeur de 3,321 milliards de FCFA. Le volume des bois divers se chiffre à 62 235 m².

# La politique d'aménagement durable des forêts au Gabon

Le Gabon a entériné l'objectif "An 2000" de l'Organisation Internationale des Bois Tropicaux (O.I.B.T.) qui vise à ce que seules les grumes et les produits forestiers provenant des forêts aménagées selon les principes de développement durable soient mis sur le marché à compter de l'an 2000. Ainsi, en étroite collaboration avec certains partenaires du secteur privé et des ONG presentes au Gabon, il s'est résolument engagé dans un processus de gestion et d'aménagement durables dès forêts ; plusieurs initiatives et des expériences pilotes en cours devraient permettre d'obtenir des résultats à court et moyen termes

- Réalisation des atudes préliminaires et rédaction du plan d'aménagement du massif forestier de la Bokoué (Estuaire). Ce plan d'aménagement pilote a été finance par l'O.I.B.T. (Echéance : 1994 1996). Il couvre une superficie de 100.000 ha :
- Projet Forêts et Environnement (P.F.E.). Ce projet est financé par la Banque Mondiale et couvre 225.000 ha (Mfoulenzem : Sud-Estuaire), Les travaux dudit projet se poursuivent encore (1993 - 1998);
- Projets de la Fondation de la Forêt Gabonaise (F.F.G.) financés par la S.N.B.G. et couvrant 1,5 millions ha sur les neuf (9) provinces (1996 -1997), etc.

Le but de ces aménagements est d'assurer une sécurité d'approvisionnement pour nos industries futures en essences de qualité et en volume suffisant.

# L'industrialisation de la filière bois

Une commission interministénelle pour l'industrialisation de la filière bois s'est tenue du 1er Août 1995 au 13 Janvier 1996. Ses principales conclusion ont été celles ci :

Sur l'industrialisation, imposer un avis prealable par un comité interministériel à tout projet d'industrialisation, un taux de transformation locale progressif de la production forestière de 50% en l'an 2000 et de 90% en l'an 2025 et un quota d'utilisation du bois au moment de l'attribution des marchés d'intérêt public

Sur la commercialisation, réduire progressivement les exportations de grumes de 7% en 1996, 10% en 1997, 27% en 1998, 35% en 1999 et 50% en l'an 2 000 ; réprimer tout dépassement de quota d'exportation des 1997 ; et renforcer la formation et la recherche dans les métiers du bois et de la forêt.

Sur le plan économique, crèer dans la comptabilité des entreprises forestières une provision pour l'industrialisation du bois déductible de l'impôt et à utiliser dans deux ans , appliquer la TVA à la totalité de la filière bois ; appliquer le régime d'admission temporaire normal ou celui d'entrepôt aux matériels et marchandises importées par l'industrie locale , classer les matériels d'équipement et d'investissement nécessaires à la filière bois au taux réduit de 10%.

# II.2 L'AGRICULTURE, L'ELEVAGE, LA PECHE

L'agriculture, l'élevage et la pêche se caractérisent par la coexistence de deux secteurs

un secteur moderne dominé par les structures de production privées et para étatiques, nous citérans par exemple AGROGABON, SOSUHO et AGRIPOG en ce qui concerne l'agriculture, SOGADEL pour l'élevage et Amerger pour la pêche

un secteur rural ou artisanal dont la production destinée essentiellement à l'autoconsommation, il y a quelques années, vient de plus en plus approvisionner les marchés en vivres, réduisant ainsi la dépendance vis-à-vis des produits importés.

#### II.2.1 AGRICULTURE

On distingue dans l'agriculture, deux types de cultures :

- les cultures vivnères et maraîchères ;
- · les cultures de rente.

# Les cultures maraîchères et vivrières

Pratiqués avant tout par les paysans et quelques sociétés, il y a quelques années , les cultures vivrières et maraîchères sont de plus en plus exercées par des Gabonais habitant dans les principales villes du pays.

# Le secteur traditionnel

Afin de développer le secteur maraîcher et vivrier traditionnel, deux instruments ont été mis en place : l'Institut Gabonais d'Appui au Développement (IGAD) et l'Appui au Paysannat Gabonais / Fonds International pour le Développement de l'Agriculture (APG/FIDA).

# L'IGAD

L'IGAD est une association à but non lucratif créée en juin 1992 par la République Gabonaise et ELF Gabon. Il est présent dans deux provinces, l'Estuaire (périmètres vivriers d'Ayeme, Nkan, Nzamaligue, Akok, Nzobourg etc., périmètre maraîcher d'Owendo, d'ADL et du PK8) et le Woleu Ntem (périmètre maraîcher d'Oyem).

Après trois années d'activité, l'IGAD a généré plus de 150 entreprises agricoles privées. Celles-ci approvisionnent mensuellement les marchés.

de Libreville à raison d'environ :

- 13 tonnes de légumes ,
- 15 tonnes de produits vivriers ;

# Répartition des cultures sur le périmètre vivrier de l'Estuaire au 31 décembre 1996

Types de cultures	Surface totale en m
CYCLE LONG	
Ananas	27589
Banane	80787
Canne à sucre	4585
Manioc	35550
Total	148511
· · CYCLE COURT	
Aubergine	49724
Arachide	3862
Gombo	32181
Mais	38541
Oseille	6133
Piment	20236
Taro	372
Total	151049

<sup>\*\*</sup> cycle court : ce sont les cultures récoltées au bout de trois mois maximum

# Superficie cuitivable sur les périmètres maraîchers au 31 décembre 1996

	superficie cultivable (m²)	superficie cultivée (m²)	Nhre de parcelles en exploitation
Owendo	27000	6670	25
ADL	64000	17217	57
PK8	12800	4500	9
Oyem	8800	3100	8

#### L'APG/FIDA

Contrairement à l'IGAD, dont l'activité est concentrée autour des grands centres urbains, APG/FIDA s'intéresse aux paysans. Il répond à la politique du Gouvernement qui souhaite accorder une attention prioritaire au développement des petits paysans.

cycle long ice sont les cultures récoltées au bout d'une année au moins

En 1995, le projet a commercialisé 54 tonnes de bananes et de manioc, dont 36,5 tonnes dans le Woleu-Ntem et 17,5 tonnes dans l'Ogooué-Ivindo.

En 1996, des centres de groupage ont été mis en place, et c'est par eux que s'est faite la commercialisation des produits, 80,8 tonnes de vivres ont donc été commercialisées en 1996, dont 46 tonnes dans le Woleu-Ntern et 34,8 tonnes dans l'Ogooué-lyindo.

## Le secteur moderne

AGRIPOG est le principal producteur des cultures maraîchères. Sa production à évolué de la manière suivante depuis 1994

Produits	1994	1995	1996 *	96/95
Tomates en kg	341 745	327 000	330 000	0,9 %
Piments en kg	105 766	68 000	62 000	-8,8 %
Powrors en kg	45 561	50 000	51 000	2%

Source . Agripog

\* estimation

Les prix des produits sont restés inchangés en 1996 : 1100 FCFA le kilogramme de tomate, 1500 FCFA le kilogramme de piments et 1600 FCFA le kilogramme de poivrons.

La valeur ajoutée de la société a augmenté de 1,4% en 1996 et le chiffre d'affaires de 0,7% (il est passé de 550 millions de FCFA en 1995 à 554 millions de FCFA en 1996). AGRIPOG a employé 235 personnes parmi lesquelles 10 temporaires

Les investissements sont estimés à 45 millions de FCFA, en baisse de 59% par rapport à 1995

La SIAEB cultive le mais et le soja. Elle procède à une diversification de ses activités par la culture du café et du tabac .

# Les cultures de rente

Comme les cultures maraîchères et vivrières, les cultures de rente sont elles aussi réalisées par des paysans et des societés, toutes parapubliques. On citera entre autres SOCAGAB pour le café et le cacao. HEVEGAB pour l'hévéa.

# Le café et le cacao

La culture de ces produits est pratiquée essentiellement dans le Woleu-Ntem, l'Ogoqué Ivindo , l'Ogoqué Lolo et le Haut-Ogoqué par la SOCAGAB et un grand nombre de petits planteurs.

#### LE CAFÉ

Les achats de café auprès des planteurs par la caisse café-cacao se sont chiffres à 218 tonnes lors de la campagne 1995-1996, sort une hausse de 37% par rapport à la campagne 1994-1995.

#### Achat et vente de café

	94/95	95/96	%
achats	159 tonnes	218 tonnes	37%
ventes locales	42 tonnes	26 tonnes	-38%
exportation	422 tonnes	60 tonnes	-85,8%
prix au planteur (F.cfa/kg)	225	225	100

Source: Carsse de stabilisation

Les achats ci-dessous ne concernent que le café cerise qui fait l'objet d'un traitement avant d'être vendu. Il n'est pas tenu compte du café marchand en provenance des pays voisins, notamment du Congo. L'achat du café marchand en provenance du Congo a eu lieu lors de la campagne 1994-1995. En 1995-1996, la Caisse de Stabilisation et de Péréquation n'a vendu que la production locale, ceci s'explique par la baisse considérable des exportations (60 tonnes en 1996 contre 422 tonnes en 1995, soit une baisse de 86%). Cette baisse s'explique aussi par le mauvais état de l'usine de décorticage et le vieillissement des plantations.

Le prix du kilogramme au planteur n'a pas varié, 225 francs CFA

#### LE CACAO

Les achats de cacao grade 1 et grade 2 aux planteurs par la caisse de stabilisation s'élèvent respectivement à 849 tonnes et 173 tonnes soit des hausses respectives de 25,9% et 73% par rapport à la campagne 1994-1995.

#### Achat et vente de cacao

	94/95	95/98	*
cACAO GRADE 1 achats exportations prix au planteur (FCFA/kg)	674 tonnes 571 tonnes 400	849 tonnes 643 tonnes 400	25,96% 12,6%
CACAO GRADE 2 achats exportations prix au planteur (FCFA/kg)	100 tonnes 191 tonnes 150	173 tonnes 457 tonnes 150	73% 139,3%

Source : Caisse do stabilisation

Comme pour le café, les achats de cacao bénéficient aussi parfois de l'apport des pays voisins (Guinée Equatoriale et Cameroun), non comptabilisé dans les achats au planteur, d'où la hausse des exportations (13% et 139% respectivement pour le grade 1 et le grade 2). Cette hausse s'explique aussi par une appréciation de la compétitivité du cacao gabonais sur le marché international.

Le prix du kilogramme au planteur n'a pas varié, 400 francs CFA pour le cacao grade 1 150 francs CFA pour le cacao grade 2

Le café et le cacao sont produits aussi par la SOCAGAB. Elle est implantée dans quatre provinces.

Province	Nore d'opérations	Surface cultivée '	Culture
Woley Ntem	4	436 ha	cacao
Dooqué-Lolo	2	260 ha	cacao
Haut - Ogooué	1	173 ha	safé
Dapoué-Ivindo *	2	24 ha	cacao et caté

Loperations sociales integrees

La production de SOCAGAB est estimée à 23 tonnes pour le café et 110 tonnes pour le cacao, correspondant respectivement à 5,2 millions de francs CFA et 44 millions de, francs CFA. Elle est en hausse de 2,1% et 3,7% par rapport à 1995.

La SOCAGAB a employé en 1996, 286 personnes dont 243 temporaires et 7 cadres.

Production de café et de cacao par la SOCAGAB

	1994	1995	1996 *	95/96
Production en tonne cacao café	103 22	106,10 22,52	110 23	3,7% 2,13%
Taux d'utilisation des capacités de production	65%	55%	65%	

Source 5OCAGAB

Cette production est obtenue de façon naturelle, sans fertilisation ni utilisation des traitements phytosanitaires, les dotations budgétaires ayant baissées.

#### L'HEVEA

Le caoutchour est produit par la société HEVÉGAB qui en détient le monopole. A ses côtés, évoluent les plantations villageoises encadrées par elle. L'activité se porte bien. Cette bonne tenue s'explique par la hausse de la production nationale consécutive à un accroissement des surfaces mises en saignée en milieu industriel, malgré une baisse du prix sur le marché international.

<sup>2</sup> blocs agra-industriels et centre d'appui technique

I centres d'appiw technique uniquement

<sup>\*</sup>Estimation

Les exportations de latex se sont élevées en 1996 à 8 240,9 tonnes d'hévéa d'une valeur de 4 733,4 millions de francs Cla contre 4 878,7 tonnes en 1995, soit une hausse de 68,9%. Les principaux clients sont l'Europe, l' Amérique du Nord et du Sud. Les stocks au 31 décembre 1995 s'élevaient à 1502 tonnes de caoutchouc

	1994	1995	1996	96/95
surface on production (ha)	4541,99	6301,69		
production (tonnes)	3025,18	5099,63	8000	56,8%
kg par hectare	665	807	1000	
production vendue (tonnes)	3044,2	4878,7	8240,9	68.9%
pro: de vente moyen (Fcla/kg)	527	652	574	

### II.2.2 ÉLEVAGE

Les volumes produits dans ce secteur sont difficilement quantifiables en raison de la difficulté à appréhender la production rurale.

# La production bovine

L'élevage bovin est pratiqué à grande échelle par la SOGADEL.

En 1996, SOGADEL a enregistré une baisse de son activité du fait du faible rendement des ranchs résultant des difficultés de trésorerie. Le cheptel est passé de 36 000 têtes en 1995 à 33 000 en 1996, soit une baisse de 8,3%. Cette baisse est imputable à l'augmentation du taux de mortalité attribuable au relâchement du suivi régulier des bovins (manque de médicaments et de produits véterinaires).

Le chiffre d'affaires de SOGADEL a chuté de 34,7%, passant de 460 millions en 1995 à 300 millions en 1996. Le phenomène "vaches folles" n'a pas profité a l'entreprise du fait de l'inexistence d'un cheptel commercialisable.

Le volet villageois initié par la SOGADEL a connu une activité plutôt stable. Le cheptel compte environ 4 333 têtes en 1996, contre 4 301 têtes en 1995. L'insuffisance des moyens financiers n'a pas permis l'extension des activités

En 1996, la SOGADEL a un effectif de 530 agents. Le plan de restructuration de la société prévoit une réduction de cet effectif afin d'alléger les charges salariales.

# Élevage porcin et des aulacodes

L'IGAD a initié depuis 1993, l'élevage porcin et d'aulacodes. Cet élevage se fait dans le périmètre maraîcher d'Owendo et d'ADL. En ce qui concerne l'élevage porcin, 11 porcheries sont en production pour un cheptel total de 724 têtes dont 8 verrats, 128 truies reproductrices, 146 porcelets sous la mère, 366 porcs à l'engraissement et 76 femelles en sélection. Pour l'élevage des aulacodes, le cheptel est de 240 têtes. IGAD approvisionne mensuellement le marché de Libreville à raison d'environ 4 tonnes de viande de porcs.

# La production avicole

La production de poulet de chair est assurée par la SIAEB à Boumango et par quelques unités d'élevage.

La production de poulets de chair par la SIAEB a enregistré une baisse de 12,9% par rapport à 1995 (2,204 tonnes en 1996 contre 2,530 tonnes en 1995). Cette détérioration de l'activité s'est traduite par un recul du chiffre d'affaires de 1,5% dû essentiellement aux importations massives de la volaille à bon marché. La SIAEB détient actuellement 25% du marché du poulet de chair

La production des petits fermiers exerçant dans les grandes villes n'est pas négligeable, ils approvisionnent 25% du marché.

## II.2.3 PECHE

Le Gabon est longé par 800 kilomètres de côtes maritimes et drainé par de nombreux cours d'eau pour une superficie d'environ 10 000 km². Les réserves halieutiques maritimes et continentales sont estimées respectivement à plus de 210 000 et 24 000 tonnes.

Les activités de pêche sont subdivisées en pêche industrielle et pêche artisanale.

# La pêche industrielle

La pêche industrielle se fait par des chalutiers, des crevettiers, des ligneurs et des thoniers. En 1996, 60 armements ont été enregistrés dans le fichier armement. De ce total, 22 seulement sont basés au Gabon. La flotte de pêche battant pavillon gabonais en 1996 est au nombre de 30, soit 34,5% du total. Elle développe dans l'ensemble, une capacité de transport de 2 648 tonnage de jauge brute (TJB), soit 11,1%. A l'inverse, la flotte étrangère avec 57 bateaux développe une capacité de transport de 21 196 TJB.

Évolution de la flotte (pêche industrielle)

	1994	1995	1996	%
Chalutiers	34	35	20	-42,9
Crevettiers	36	29	24	-17,2
Ligneurs	20	13	10	-23
Thoriers	30	34	33	-2,9

Source Direction Générale des Pêches

Sur une production industrielle de 10 448 tonnes, 9 000 tonnes ont été débarquées au Gabon. Les bars constituent l'espèce la plus pêchée, 3 318, soit 31,8% du total. Viennent ensuite les capitaines, 1760,6 tonnes, soit 16,85%. Mayumba représente la zone de pêche la plus fréquentée et la plus productive (4 814 tonnes), soit 46,1% du total des captures de la pêche industrielle.

## Évolution de la prise de poissons et de crevettes

En torines	1994	1995	1996	%
Prise de poissons	10515,147	10180	10 448,1	2,6 %
Prise de crevettes	845	794,076	949,8	19,6 %

Source : Direction Générale des Pêches

Amerger, principale société de la branche dispose de huit bateaux dont un chalutier à poisson et sept à crevettes. La clientèle est nationale et internationale. 70% de la production est exportée vers l'Europe et le reste est écoulé à Port-Gentil et Libreville.

En 1996, la société a investi 20 millions pour l'achat d'un équipement de la flotte plus performant. En 1996, la société a employé 130 personnes dont 40 nationaux.

# La pêche artisanale

La pêche artisanale se caractèrise par la présence d'une forte proportion de pêcheurs étrangers installés dans les différents sites. On dénombre actuellement à peu près 3 500 pêcheurs dont seulement 20% de gabonais.

# Nombre de pirogues

		1995		1996
	Motorisées	non motorisees	Motorisées	Apri motorisées
Pont-Nomba	428	56	568	40
Aviation	117	12	119	13
Cocobeach	20	27	16	38
Mayumba	89	92	33	21
Gamba		0.711	38	7
Ndindi			30	36
Port-Gentil			134	
Omboué	106	100	76	45
Total	760	287	1014	201

Source : Direction Générale des Péches

# Production totale de poissons

	1993	1994	1995	1996
Production en tonnes	17 241	16 000	22 608,5	73 550

Source: Direction Générale des Parties

La production de poisson ne concerne que la pêche maritime, il n'est pas pris en compte la pêche continentale, qui était estimée dans les années 1980 à 2 000 tonnes et qui peut avoisiner 10 000 tonnes, actuellement.

Toute la production (industrielle et artisanale) n'est pas consommée localement, une partie est exportée vers l'Union Européenne (poisson frais), le N-géria et le Camerour (poisson fumé et salé). Les sociétés exportatrices de poisson en 1996 sont Amerger, Sigapêche, Océane et Socol. Sont également exportés, le poisson fumé et le poisson salé.

#### Exportations

	1994	1995	1996
Poissons, mallusques et crustaces frais (en tonnes) Poisson fumé (en tonnes)	2 000 283,9	2 261,16 235,35	1 897.9 849,2
Poisson salé (en tonnes)	1,5	60	112,2

Source: Direction Generale des Páchas

# II.3 LES INDUSTRIES

Le tissu industriel gabonais se compose des industries agro-alimentaires, des industries du bois et des industries de transformation (chimie, matériaux de construction...)

# II.3.1 LES INDUSTRIES AGRO-ALIMENTAIRES

Le secteur des industries agro-alimentaires couvre les branches d'activité suivantes. l'activité meunière (SMAG), l'aviculture (SIAEB et les petites fermes), la raffinerie de sucre (SOSUHO), la raffinerie d'huile de palme et ses dérivés (AGROGABON), la fabrication de boissons (SOBRA-GA, SOVINGAB et EAULECO) et la fabrication de tabacs (SOCIGA).

# La production meunière

Après un début d'année difficile, la SMAG commence à sortir de l'impasse dans laquelle elle se trouvait. Ainsi, en 1996, l'activité de la minoterie est restée soutenue grâce à la forte demande de la farine due à l'augmentation générale de la consommation de pain. La production de farine s'est élevée à 28 900 tonnes en 1996 contre 28 516 tonnes en 1995. La SMAG a enregistré une chute de l'activité au niveau de la boulangerie après la disparition des SHOW CHAUD, entraînant la baisse du chiffre d'affaires généré par la vente des pains (2,33 milliards de FCFA contre 3,6 milliards en 1995).

## La production avicole

L'activité avicole augmente sensiblement. Elle passe de 15,274 millions d'unités en 1995 à 16,6 millions en 1996, soit une hausse de 8,7%. Cela s'explique en partie par la disparition des petits éleveurs rebutés par le prix de l'aliment bétail.

	1994	1995	1996	%
Farine (tonnes)	28 806	28 516	28 900	1,4
Œufs (unités)	14 885 640	15 273 768	16 600 000	8,7
Pains (tonnes)	5 988	5 336	3 200	- 40,0

#### La raffinerie du sucre

La production de sucre raffiné est assurée par la Société Sucrière du Haut-Ogooué (SOSUHO) dans son usine disposant d'une capacité de production installée de 30 000 tonnes par an dont 49% sont actuellement utilisées.

La production de sucre granulé a connu une hausse de 14,1% en 1996, s'établissant à 16 480 tonnes en 1996 contre 14 448 tonnes en 1995, pour un chiffre d'affaires de 8,902 milliards de F CFA. La résolution des problèmes techniques, la forte teneur du sucre dans la canne et l'implication des travailleurs expliquent ces performances.

1994	1995	1996	%
	7 935	9 231	16,3
15 385	14 448	16 480	14,1
8 600	8 559	8 902	3,5
	15 385	7 935 15 385 14 448	7 935 9 231 15 385 14 448 16 480

La SOSUHO couvre les besoins du marché local qui est en pleine croissance et dont la consommation est estimée à 15 000 tonnes. Le surplus du sucre a été exporté vers les pays de la sous-région, notamment le Tchad (1000 tonnes).

Cependant, malgré ces bonnes performances, la situation financière de la SOSUHO reste préoccupante dans la mesure où le résultat net serait négatif.

# La filière huile et corps gras

La société AGROGABON qui produit dans ses usines de Makouke et de Lambaréné de l'huile de palme brute pour obtenir des produits dérivés (aléine, stéarine, savons) par l'opération de fractionnement a enregistré une légère hausse de la production d'huile de palme brute de 0,93%, s'établissant à 18 124 tonnes en 1996 contre 17 957 tonnes en 1995, malgré la baisse du taux d'extraction de l'huile de 21% en 1995 à 24,5% en 1996. La production des produits dérivés a connu une augmentation, hormis l'olèine qui a enregistré une baisse de 9,24%.

Production en tonnes	1994	1995	1996	96/95
Régime de palme	178.337	85 456	88 505	3,6%
Hulle brute	14 953	17 957	18 124	1%
Diéine	7 576	7 405	6.721	-9,2
Acides gras	528	582	679	16,7
Stéanne	3 390	2 569	3 379	31,5
Savons	3 433	3 498	3 503	0,1
Chiffro d'affaires en (en millions de F.cfa)	11 408	10.985	11 113	1,17

Le chiffre d'affaires a augmenté de 1,17% pour atteindre 11,113 milliards de F.cfa en 1996 contre 10, 985 milliards de F.cfa.

#### Les boissons

L'activité de fabrication des boissons s'est raffermie en 1996. La hausse globale du marché des boissons du fait de la succession des campagnes électorales durant l'année 1996 a engendré cette embellie.

#### LA BIÈRE ET LES BOISSONS GAZEUSES

La production de bières et boissons gazeuses a progressé de 4,09%, soit 1 291 692 hl dont 825 169 hl de bières et 430 043 hl de boissons gazeuses. Le chiffre d'affaires généré par ces boissons a atteint 48,592 milliards de FCFA, en hausse de 7,31% par rapport à 1995.

#### LE VIN

L'activité de fabrication de vin a stagné en 1996, avec une production tournant autour de 72000 hl. Cette situation s'est accompagnée d'une diminution des parts de marché de SOVINGAB de l'ordre de 20%. Le chiffre d'affaires de SOVINGAB en baisse de 2,4% s'établit à 4,76 milliards de francs CFA en 1996. La régression des ventes de vins découle de l'offensive de SOBRAGA qui commercialise à nouveau des vins, de la vive concurrence des boissons locales (vin de palme, de canne à sucre ...) et surtout des importations des vins en provenance de la Guinée Equatoriale.

#### L'EAU MINÉRALE

La mise en place de mesures de restructuration interne (baisse des coûts de production par la diversification du conditionnement) a engendré la hausse de l'activité de la société EAULECO de 32%. La production est passée de 120 204 cartons de 12 bouteilles d'un litre et demi en 1995 à 159 655 cartons de même type en 1996. Les quantités vendues en hausse de 12% (110 912 cartons en 1995 à 124 167 en 1996) ont généré un chiffre d'affaires de 881,2 millions de francs CFA en 1996 contre 654,09 millions en 1995, soit une hausse de 34%

Cependant, la libéralisation de l'économie et les difficultés de trésorerie de la société ont entraîné l'arrêt de ses importations des eaux minérales et particulièrement de "Contrex". L'unité de production des boissons fruitées dans le cadre de la diversification des activités n'est pas encore opérationnelle.

#### Le tabac

L'activité de la SOCIGA s'est stabilisée en 1996 après la baisse observée au premier semestre de la même année. La production de cigarettes a connu un léger raffermissement (+2%) grâce à l'amélioration artificielle du pouvoir d'achat des consommateurs suite aux campagnes électorales. La production de tabac feuille a baisse de 3.5%. Le chiffre d'affaires de la société a progresse de 4,8% en 1996, s'établissant à 6,298 milliards de francs CFA. Néanmoins, la contrebande déversant librement ses produits sur le marché constitue une menace à la survie de la société.

#### II.3.2 LES INDUSTRIES DU BOIS

Les activités forestières au Gabon ont toujours eté orientées vers l'exportation du bois sous forme de grumes. Les permis industriels (PI) n'ont pas généré l'industrialisation pour laquelle ils avaient été créés alors que la législation prévoyait que les produits (grumes) issus du PI doivent être transformés à concurrence de 75% du volume annuel extrait.

Cependant, dans le souci de rentabiliser les basses qualités non exportables, quelques unités de transformation ont été installées. On retrouve 3 types d'industries, avec prédominance de l'industrie de 1ère transformation

Les unités de sciages;

Les unités de déroulage;

Les unités de menuiserie et d'ébénisterie.

# Les unités de sciages

Une vingtaine de scienes sont disséminées sur l'ensemble du territoire dont plus de la moitié à Libreville et Port-Gentil. Leur production est essentiellement destinée au marché local.

La production de sciages en baisse de 0,4% en 1995 a enregistré une hausse de 3,8% en 1996. Par contre, les ventes locales ont baisse de 6%. Les exportations qui constituent une exception de la branche ont augmenté de 31%.

en m'	1994	1995	1996*	96/95
Production	29.125	29000	30089	3,8%
Ventes locales	18.870	20105	18846	-6%
Exportations	171	176	230	31%

Saurces Direction des Industries du bois

# Les unités de déroulage

Au nombre de trois (3) (CFG; ROG; SHM), elles produisent des placages et l'abriquent du contre-plaqué essentiellement à base d'Okoumé. La production est vendue à près de 80% sur le marché exténeur.

La production de contre-plaqués a baissé de 2,5% en 1996 par rapport à 1995. Cela s'explique par la baisse de l'activité dans les unités de déroulages notamment la Cfg (rupture permanente des stocks) et Rougier-Océan (grève du personnel de l'usine au mois d'octobre).

en mi	1994	1995	1996	96/95
Production	32.428	57 199	55.746	-2,5%
Ventes locales	11 658	15.292	20.472	33,9%
Exportations	19.624	39.137	36984	-5,5%

Sources RDG SHM CFG.

Les ventes de contre-plaqués ont enregistré une hausse de 5,6% en 1996 par rapport à 1995 sous l'impulsion d'une forte augmentation des ventes locales (33,9%). Les exportations, ont baisse de 5,5%. L'évolution du prix est assez stable et oscille autour de 264,502 francs cfa le mêtre cube.

Les effectifs des trois unités de déroulage ont diminué de 0,9% passant de 2115 employés toutes catégories confondues en 1995 à 2096 employés en 1996.

Les investissements ont augmenté de 12,8%, soit 6,71 milliards en 1996 contre 5,95 milliards en 1995. Ils résultent principalement de l'acquisition du matériel roulant (véhicules et engins).

#### Les unités de menuiserie et d'ébénisterie

Concentrées à Libreville et à Port-Gentil, ces unités de petites dimensions et généralement de faible capacité de production sont spécialisées dans les travaux d'ameublement et de décoration. Leur organisation ne permet pas de chiffrer leur activité

#### II.3.3 LE RAFFINAGE

Le raffinage est assuré par la Société Gabonaise de Raffinage (SO.GA.RA.), qui a été créée en 1967. La principale difficulté de la socié

<sup>\*</sup> estimations DGE

té est liée au prix d'achat du baril de brut tributaire du marché international. Ce prix a varié entre 16 \$ et 23 \$ en 1996 et n'a pas permis à la société d'équilibrer ses comptes.

#### Le brut traité

L'ensemble du brut traité en 1996 serait de 765000 tonnes, soit une hausse de 10,55 % par rapport à l'année précédente. La quantité du brut traité pour le compte propre a été de 565000 tonnes en 1996 contre 487000 tonnes en 1995, celle des tiers a été de 200000 tonnes en 1996 contre 205000 tonnes en 1995.

#### Les ventes

Les ventes en volume ont augmenté de 10 % globalement par rapport à l'année 1995.

En 1996, tous les produits ont enregistré une hausse par rapport à l'année précèdente :

- Le gas-oil a augmenté de 9,19 % grâce à la diésélisation du parc automobile et à l'intensification du programme routier;
  - Le pétrole lampant et le kérosène ont connu une hausse de 8,94 %;
  - Le super et l'essence ont augmenté de 3,24 %;
- Le fuel 380, le bitume et le butane ont augmenté respectivement de 11,47 %, 1,54 % et 7,85 %.

# Les prix

Les pnx des produits pétroliers sont restés stables depuis le 1º Mai 1995.

## Les investissements

En 1996, les investissements ont été de 2,805 milliards contre 560 millians en 1995. Ces investissements ont concerné le remplacement de l'ordinateur central et l'achat du matériel d'équipement de l'usine.

# Les effectifs

La masse salanale a baissé de 16,42 % par rapport à l'année 1995 en raison des départs volontaires et des préretraites négociées.

# La situation financière

Le résultat net a lété de - 2,970 milliards. Ce déficit est dû à l'appréciation du dollar sur le marché international.

# II.3.4 AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION

Les autres industries de transformation se répartissent en quatré branches d'activité : l'industrie chimique, les matériaux de construction, le textile et la seconde transformation des métaux.

## Activité nationale

A l'exception de la seconde transformation des métaux en forte baisse, les autres branches d'activite du secteur des industries de transformation ont poursuivi leur progression.

# L'industrie Chimique

Elle est composée des entreprises de pneumatiques, de peintures, de gaz industriels, de produits d'entretien, de lubrifiants, de plastiques et mousses.

Malgre l'atonie de l'activité observée dans les matelas et mousses, produits d'entrétien, les industries chimiques ont enregistré une amélio ration de leur activité après l'effondrement du premier se mestre 1996.

Châtre d'affaves en Millions de Ficte	1991	1995	1996	96/95
Peintures +	4 051	4.777	5 006	4,79%
Gaz industriels	2 557	2.953	3 699	25,26%
Total	16.767	16831	8 705	

Source: Chimie Gabon, GPL, Colgate Palmolive, Pzolub, Gaboa, Polychimie

### Les Peintures

L'année 1996 se caractèrise par une hausse de l'activité de fabrication des peintures. En dépit des coûts élevés des intrants taxés au même titre que les produits finis, la production de peintures serait de 3/048 tonnés en 1996, soit une progression de 1,9% par rapport à 1995. La qualité des produits de ces unités industrielles et la bonné tenue des péintures industrielles et spécialisées ont contribué à ce raffermissement de l'activité des peintures.

Cette situation s'est traduite par une amélioration du chiffre d'affaires des industries de peinture qui passe à 5,006 milliards F CFA contre 4,777 en 1995, soit une augmentation de 4,8%

#### LES GAZ INDUSTRIELS

La société Gabonaise d'Oxygéne et d'Acétylène (GABOA) a poursuiui la reprise de l'activité amorcie en 1995. Les quantités produites d'oxygéne et d'acétylène ont augmenté respectivement de 5,1% et de 5,6% en 1996. Cette hausse découle de la forte demande d'azote liquide des petroliers, avec le programme de réactivation des puits off shore Dans l'ensemble, la production de GABOA a enregistre une hausse de 25,3%, passant de 819652 mêtres cubes en 1995 à 1026914 mêtres cubes en 1996. Le chiffre d'affaires de la société GABOA a suivi la même évolution que la production, car la hausse est également de 25,3%, soit 3 699,3 millions F CFA en 1996 contre 2952,6 millions F CFA en 1995.

Le résultat net a progressé de 41 8%,

#### LES AUTRES PRODUITS

Les autres produits de l'industrie chimie concernent les produits d'entretien de Colgate Palmolive, les bidons et fûts de Sogafut, les plastiques et les mousses de Polychimie, les pneumatiques de Cogapneu

Leur activité est morose par rapport à 1995. Ainsi, le chiffre d'affaires de ces entrepnses à chuté de 9% en 1996.

#### Les matériaux de construction

L'affermissement de l'activité des industries de matériaux de construction amorcé en 1994 en raison de la reprise de la demande intérieure s'est poursuivi en 1996. Les entreprises de la branche des matériaux de construction ont enregistré une hausse de la production. Ainsi, la Société des Ciments du Gabon a produit 185 000 tonnes de ciments et 151 845 tonnes de clinker en 1996, en hausse respectivement de 20,2% et de 7,8% par rapport à 1995. Parallèlement, la production des ouvrages en béton manufacturé de la SGBM (buses, agglos, pavés et poteaux électriques) a augmenté de 19% en 1996, passant de 4 200 tonnes en 1995 à 5 000 tonnes en 1996.

	1994	1995	1996	96/95
Prod. Ciments (T)	151 083	153 952	185 000	20,2 %
Prod. Clinker (T)	113 933	140 845	151 845	7.8 %
Prod. Béton manufacture (1)	3 815	4 200	5 000	19 %
Chiffres d'affaires en M.F.cfa	8 686	10 388	12 064	16,1 %
Valeur ajoutée en M.F.cla	2 776	2 478	3 345	35 %
Investissements en M.F.CFA	1 125	956	1 438	50,4 %
Effectifs (unité)	295	324	335	3,4 %

Le chiffre d'affaires a progressé de 16,1%, atteignant 12,064 milliards de F CFA en 1996 contre 10,388 milliards de F CFA en 1995.

 Les investissements réalisés ont augmenté de 50,4% en 1996. Ils ont été de 1,438 milliard de F CFA. Ce montant à été consacré notamment au renouvellement de l'outil industriel dejà vieillissant. Les effectifs ont progressé de 3,4% en 1996 (335 personnes).

#### Textile

Les entreprises de l'industrie textile ont enregistré en 1996 une amélioration de leur activité grâce au recentrage de leur activité qui porte uniquement sur la confection des vêtements professionnels et la lingerie de maison. Il en découle une augmentation du chiffre d'affaires du secteur de l'ordre de 15,9% (3,085 milliards de F CFA en 1996 contre 2,660 milliards F CFA en 1995).

En millions de Fcfa	1994	1995	1996	96/95
Chiffres d'affaires	2 411	2 660	3 085	16%
Valeur ajoutée	895	1 101	1 101	1,000,000
Investissements	30	75	83	10.7 %
Effectifs (unités)	203	196	241	23%

Les investissements des entreprises du textile se chiffrent à 83 millions de FCFA en 1996 contre 75 millions en 1995 et concernent les équipements industriels et le matériel roulant.

Les affectifs ont augmente de 22,9% par rapport à l'année précédente. Ils passent de 196 personnes à 241.

#### Les industries de transformation des métaux.

Cette branche regroupe les sociétés suivantes : Sotralga, Sogi et Sogafût.

Malgré la progression de la demande dans le secteur, les entreprises de l'industrie de seconde transformation se caractérisent par une activité morose découlant des pertes de part de marché des entreprises du secteur face à la vigueur du secteur informel.

## **II.4 LE SECTEUR DES TRANSPORTS**

Le secteur des transports tient une place déterminante dans l'économie gabonaise. Il se caractérise par l'exploitation de plusieurs mode de locomotion :

- le chemin de fer ;
- la route :
- l'avion :
- le transport fluvial.

On dénombre les branches survantes :

- les transports aériens ;
- les transports maritimes et fluviaux ;
- les transports térrestres et ferroviaires ;
- les activités portuaires.

# II.2.1 TRANSPORTS AÉRIENS

En raison de la faiblesse du réseau routier, l'avion constitue le moyen le plus approprié de déplacement à l'intérieur du pays. Le transport aérien est assuré sur le plan intérieur par la Compagnie Nationale Air Gabon et des compagnies privées (Air Service, Air Inter, Air Affaires Gabon, Retra).

Au niveau international, outre Air gabon, plusieurs compagnies europeennes et africaines assurent la desserte de Libreville.

D'une manière globale, on peut dire qu'en 1996, tous les indicateurs du trafic aérien font état d'un maintien de la croissance de la branche des transports aériens, observée depuis 1995. De janvier à décembre 1996, il a été enregistré, sur l'aéroport de Libreville, 24058 mouvements d'avions commerciaux contre 22573 en 1995, soit une hausse de 6,5%.

	1994	1995	1996	96/95
Mouvements commerciaux d'avigns (en nombre)	17 855	22 573	24 058	6,6%
Nombre de passagers	555.388	560 027	646 627	15,5%
- domestiques	313 194	302 077	333.084	10,3%
- internationaux	242 194	257 950	291 906	13,1%
Volume du fret len tonnes)	10 191	11 876	14 319	20,6%

Source services statistiques ADL

\* Prévisions DGE

Le nombre total annuel des passagers, au départ et à destination de Libreville s'est élevé à 646 627 personnes en 1996 contre 560 027 personnes en 1995, soit une hausse de 15,5%

Le volume de fret annuel s'est élevé à 14319 tonnes en 1996 contre 11876 tonnes en 1995, soit une augmentation de 20,6%.

# Le réseau national

Après avoir baissé de 4% en 1995, le nombre de passagers aériens a atteint en 1996 le niveau de 333 084 personnes contre 302 077 voyageurs en 1995, soit une augmentation de 10%. Cette augmentation est dû en partie au redéploiement des petites compagnies aériennes qui vont jusqu'à ouvrir de nouvelles liaisons non desservies par la société AIR GABON, qui malgré tout demeure le plus gros transporteur aérien au niveau national.

Les tarifs sont restès inchangés en 1996, cela a au pour conséquence l'annulation de l'effet prix sur la variation du montant des recettes locales des compagnies aériennes.

# Le réseau international

En 1996, l'augmentation du nombre de passagers internationaux à été plus forte que celle observée au niveau national , elle a été de l'ordre de 13% (291906 voyageurs). Cette augmentation s'explique par le fait qu'une clientèle particulière bénéficie de tarifs préférentiels pour leurs voyages d'affaires.

Sur le réseau international, les prix n'ont pas été modifiés depuis 1994 , le volume du fret progresse régulièrement depuis 1995.

# La gestion de l'aéroport de Libreville

Cette activité est du domaine exclusif de la société ADL qui réalise en 1996 un chiffre d'affaires avoisinant 3,291 milliards de FCFA, ce qui représente une augmentation de 7,38% par rapport à 1995.

Les taxes aéroportuaires n'ont subi aucune modification depuis 1995.

Les effectifs de la société restent stables, le montant des investissements se chiffre à 350 millions de FCFA soit une augmentation de 16%.

# 11.4.2 TRANSPORTS MARITIMES ET FLUVIAUX

La branche «Transports Maritimes» se compose de sociétés nationales, d'agences et de compagnies étrangères notamment européennes alors que le transport fluvial est assuré par la CNI et un ensemble de petits transporteurs individuels.

# Le transport intérieur fluvial

Les voies de navigation fluviales sont exploitées par des transporteurs locaux et la Compagnie de Navigation Inténeure (CNI).

Le réseau fluvial avec ses 3 300 km joue un rôle important. Il permet l'acheminement par radeaux flottants, d'une grande partie de la production de bois, des zones d'abattage jusqu'aux ports d'Owendo, de Mayumba et de Port-Gentil et dessert les principaux villages situés le long de l'Ogoué, du Fernan Vaz et de la lagune Banio dont le transport de personnes ne peut s'effectuer que par le fleuve. Le plus important de ces transporteurs est la CNI.

Le chiffre d'affaires en 1996 a reculé de 1,23%, ce qui pourrait expliquer en partie la baisse des investissements avec pour conséquence la dégradation de la qualité des bateaux dont l'état de marche n'est pas garanti toute l'année. La valeur ajoutée représente une proportion de 25% du chiffre d'affaires, l'entretien des bateaux grevant énormément les produits des sociétés

En millions de francs CFA	1994	1995	1996	96/95
Chiffre d'affaires	1407	1620	1600	-1.23%

Source CNI, DAUPHIN

## Le transport maritime

La voie maritime est exploitée par un nombre important de compagnies. Ainsi, on dénombre les compagnies suivantes :

- La CNI (Compagnie de Navigation intérieure), pour la ligne Libreville Port-gentil,
- La SONATRAM (Société Nationale de Transport Maritime).
- La COMARGA.
- La SECAM-GABON, pour les lignes transcontinentales et intercontinentales,
- La compagnie DELMAS appartenant au groupe S.D.V.

Les compagnies manitimes ont bénéficié en 1996 des effets de la reprise du trafic mantime, notamment sur la côte africaine. Le chiffre d'affaire a fortement progressé (+9,5%). La valeur ajoutée a cru de 50% Les investissements sont en proportion élevés. Ils augmentent de 73% en 1996 par rapport à 1995.

Les effectifs augmentent en 1996 de 26% par rapport à 1995.

#### Chiffre d'affaires et effectifs

	1994	1995	1996 *	96/95
Chittre d'affaires (en miliore de FCFA)	5307.6	5 964	6 531	9.5%
Effectifs (er nambre)	98	83	105	26,5%

Source SECAM Gabon, COMARGA, SODITRAM, SONATRAM

#### II.4.3 LES ACTIVITÉS PORTUAIRES

En 1996, le volume de marchandises débarquées sur le port d'Owendo et embarquées à partir de ce même port a augmenté de 5,6%, passant de 3 293 719 tonnes de marchandises en 1995 à 3 477 647 tonnes en 1996

Tonnages de marchandises manipulées (Owendo)

En tannes	1994	1995	1996	%
Entres	447 949	477 628	540 450	13,15 %
Sortis	2 211 906	2 816 091	2 937 197	4,3 %
Total	2 659 855	3 293 719	3 477 647	5.58 %

Source OPRAG

Au niveau de Port-gentil, on constate également pour l'année 1996, une amélioration du trafic maritime, avec un total annuel de 17 691 964 tonnes de marchandises embarquées et débarquées contre 15 751 340

<sup>\*</sup> estimation

tonnes en 1995, soit une augmentation annuelle de 12,3%. Ce volume pourrait passer à 19 799 612 tonnes en 1997. Cela représenterait une progression de 11,9% par rapport à 1996.

Tonnages de marchandises manipulées (Port-gentil)

En torines	1994	1995	1996	96/95
Entrées	119 420	155 022	158 640	2,38%
Sortis	16 976 049	15 596 318	17 533 324	12,42%
Total	17 (95 469	15 751 340	17 691 964	12.3%

SOUTH OPRAG

# II.4.4 LES TRANSPORTS TERRESTRES ET FERROVIAIRES

## Le réseau routier

L'année 1996 a été marquée par la fin du bitumage des routes Bifoun. - Ndjolé (Só km). Eboro - Bitam - Oyem (102 km) et la fin de la réhabilitation des routes en terre Minvoul - Nkolmengoa (92 Km) et Assok-Ngoum -rivière Ső (25 km)

## Le trafic routier

Le trafic routier connaît une forte effervescence, depuis l'achèvement d'une partie du programme national d'entretien routier. A côté des transporteurs traditionnels tels que CAT Barbier et TRMG (spécialiste des transports specifiques), on assiste à l'arrivée de nouveaux transporteurs routiers non déclarés, aujourd'hui regroupés en organisations syndicales, parfois circonstanciels, n'ayant pas les mêmes obligations de sécurité et pouvant offrir des services de transport à des prix très modestes.

en millions de francs CFA.	1994	1995	1996	96/95
Chiffre of affaires	1585,6	1636,00	1607,00	-1,77 %
Valeur ajoutée	808,4	820.50	823,20	0,3 %
Investissements	118,4	180,80	172,50	-32,3 %
Effectifs (en nombre)	97	102	107	4,9 %

Sources CAT BARBIER TRMG

Le chiffre d'affaires du secteur moderne à diminué de 2% en 1996 du fait de la montée du secteur informel qui commence à gagner la filiére des transports spécifiques. Cette activité était jusque la, réservée à quelques grandes sociétés équipées de porte charges.

La valeur ajoutée connaît une faible progression en 1996 (+0,3%).

Les investissements ont diminue de 32,25 % en 1996. Les effectifs ont augmenté de 5% en 1996 (107 personnes). Le poids de la masse salaria-le est une des causes de la détérioration du résultat de l'entreprise

#### Trafic ferroviaire

L'année 1996 a été marquée par la baisse du volume de grumes transportes par l'OCTRA. Cette prestation qui génére plus de 61% du chiffre d'affaires de l'OCTRA, chute de 12% (830 360 tonnes en 1996 contre 942 745 tonnes en 1995). Les autres principales prestations à savoir : le transport de voyageurs et celui du manganèse croissent en 1996, respectivement de 8,5% (190 700 passagers en 1996 contre 175 788 passagers en 1995) et 5,4% (1 945 170 tonnes en 1996 contre 1 844 823 tonnes en 1995). En1996, les produits pétroliers rentrant dans le groupe des principales prestations de l'OCTRA, leur poids dans le chiffre d'affaires de la société passe de 0,7% (160,40 millions de francs CFA) en 1995 à 4,5% (997,88 millions de francs CFA) en 1996.

La baisse du trafic grumier affecte considérablement le chiffre d'affaires de l'OCTRA. Malgré les efforts de la direction de cette société, visant à diversifier la gamme des prestations liées au chemin de fer, le total des recettes de l'OCTRA s'élève à 21,826 milliards de francs CFA en 1996, ce qui représente une faible augmentation par rapport à l'année précédente (+1,8 %).

L'évolution de la valeur ajoutée depuis 1994 met en évidence les réelles potentialités dont regarge la branche des transports ferroviaires. En 1994 et 1995, alors que le chiffre d'affaires du principal exploitant du chemin de fer augmentait respectivement de 29% (17,31 milliards de francs CFA) et 23% (21,443 milliards de francs CFA), sa valeur ajoutée croissait respectivement de 39% (8,24 milliards de francs CFA) et 33% (11 milliards de francs CFA). Cependant, avec la stagnation du chiffre d'affaires à partir de 1996, le taux de croissance de la valeur ajoutée diminue, tout en demeurant positif +5,4% en 1996 (11,6 milliards de francs CFA) et +4,5% en 1997 (12,12 milliards de francs CFA).

	1994	1995	1996 *	96/95
Valeur ajoutée (en millands de FCFA)	8,24	11,00	11,60	5,4%
Chiffre d'affaires (et millards de PCFA)	17.31	21,44	21,83	1.8%
Rapport V.A./C.A. (en %)	48,00	51,30	53,00	

Source OCTRA

<sup>\*</sup> Estimation DOE

On note en 1996 une augmentation de 4% du nombre de personnes employées par l'OCTRA soit 1 946 employés contre 1 855 en 1995. Cette augmentation des effectifs de la société n'implique pas forcément une bonne santé financière de l'entreprise, puisque par ailleurs depuis 1995 les programmes annuels d'investissements nécessaires pour la bonne exploitation du transgabonais n'ont été effectivement néalisés que dans une infime proportion. Ainsi par exemple en 1995, sur les 9 010 milliards de francs CFA prévus au titre des investissements, seulement 1,447 milliards de francs CFA ont été effectivement dépensés.

# **II.5 LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS**

L'activité dans le secteur BTP a été bonne en 1996. Le chiffre d'affaires realisé par les principales entreprises du secteur est de 70 852 millions de francs CFA, en hausse de 26,9% par rapport à 1995 (55 825,9 millions de francs CFA)

Les difficultés dans l'approvisionnement en materiaux de construction (sable, ciment et gravier) perturbent énormément l'activité du secteur.

Les investissements ont baissé en 1996. Ils ont surtout concerné l'équipement et l'achat des véhicules.

Le secteur BTP a employé 2 679 personnés en 1996. Il faut tout de même signaler le nombre élevé de temporaires (257 en 1996 contre 277 en 1995).

La valeur ajoutée est de 25.764,5 millions en 1996, contre 21.496,5 millions en 1995, soit une hausse de 19,85%. Le résultat net est de 2.528 millions de francs CFA en 1996.

## Évolution de l'activité

Production vendue (en millions de FCFA)	1995	1996*
- lignes d'eau, d'électricité et de télephone	14105	16000
- travaux publics et génie civil	28962	42867
- bâtiments et aménagement	12759	11985
Investissements (an millions de FCFA)	1995	1996*
- bátiments	-81	44
équipements	3031	2604
- véhicules	2985	1624
autres	308	314
Effectifs	1995	1996
- permanents	2642	2679
temporaires	277	257

Source: Colas, Viber, Oragages, Socoba, Silvam, Sobea Soger, Seteg, Envier. \*Estimations \*\*Pránsions

## II.6 LE COMMERCE

Regroupement d'entreprises qui achetent pour revendre en l'état, le secteur commerce peut être subdivisé en quatre sous groupes, le commerce général, le commerce des produits pharmaceutiques, le commerce des produits pétroliers et le commerce des automobiles.

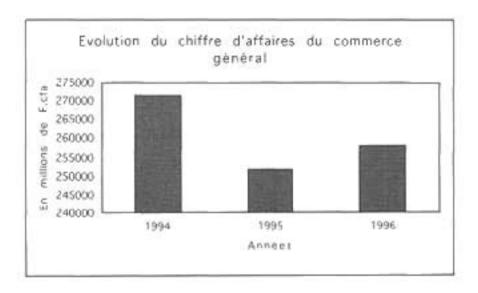
## Le commerce général

Ce type d'activité est exercé par des entreprises specialisées dans la vente de divers biens (alimentation, habillement, quincaillene, cosmétique...).

Pour l'année 1996, le chiffre d'affaires agrégé du commerce général est de 257 955 millions de francs CFA contre 251 752 millions de francs CFA en 1995, soit un accroissement de 2,46%. Cette croissance du chiffre d'affaires s'explique par l'augmentation générale des prix, qui a induit une réduction considérable du pouvoir d'achat des ménages (les salaires étant restès stables).

Cette faible croissance de l'activité n'a pas favorisé la reprise de l'emploi. En effet, situé à environ 1 275 personnes en 1995, le nombre d'employés est passé a 1 243 personnes en 1996.

L'investissement à suivi une courbe ascendante. Son niveau étant de 4617 millions de francs CFA en 1996 contre 2683,3 millions de francs CFA pour l'année précédente, soit une augmentation de 72,06%, 52% de ces investissements ont été consacrés à l'acquisition de nouveaux équipements, 30% aux nouvelles construction, 4% à l'acquisition de véhicules et le reste est le fait des autres immobilisations.



## Le commerce des produits pharmaceutiques

Situe autour de 13483 millions de francs CFA en 1995, le chiffre d'affaires des produits pharmaceutiques est passé à 14000 millions de francs CFA en 1996, soit une augmentation de 3,8%.

Les effectifs dans la branche des produits pharmaceutiques ont baissé de 0.55% en 1996.

## Le commerce des produits pétroliers

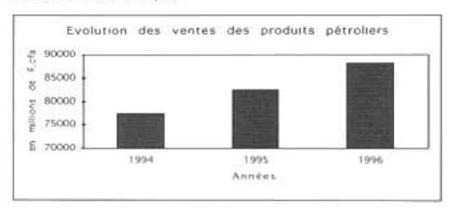
La vente des produits pétroliers est assurée par quatre sociétés ( Pizzo Shell, Total Fina, Elf, Mobil Oil ) organisées au sein du Groupement des Professionnels du Pétrole (G.P.P). Au cours de l'exercice 1996, cette activité à généré un chiffre d'affaires de 88 148,1 millions de francs CFA contre 82 353,7 millions de francs CFA en 1995, soit un accroissement de 7,04%.

L'augmentation du chiffre d'affaires s'explique par :

- la mise en peuvre du programme d'entretien;
- le développement du programme de forage;
- l'intensification des activités forestières

Le nombre d'employés est passé de 248 personnes en 1995 à 252 personnes au 31 décembre 1996, soit une augmentation de 1,6 %

L'effort d'équipement en nouvelles structures de distribution amorcé depuis 1994 s'est poursuivi. Le G.P.P.a. investi 2 889 millions de francs CFA en 1996, contre 2 480,5 millions de francs C.F.A en 1995, soit une hausse de l'ordre de 16,5%



#### Le commerce des véhicules

La vente des véhicules la connu une croissance remarquable. Le nombre des véhicules neufs vendus (toutes marques confondues) s'est élevé à 2 937 en 1996, contre 2 431 pour l'année antérieure, soit une augmentation de 20,8%.

Cette expansion du marché de l'automobile s'explique en grande partie par des raisons électorales. En effet, plusieurs élections ont eu lieu en 1996 et ont conduit l'Etat gabonais à acheter de nombreux véhicules pour leur bon déroulement.

Au cours de l'année 1996, le commerce des automobiles a employé 300 personnes contre 227 pour l'année précédente, soit un taux de croissance de 32.15%.

## Évolution des ventes des automobiles en volume

Marques	1994	1995	1996	Type	1994	1995	1996
Toyota	674	710	915	Tourisme	719	598	650
Mitsubishi	754	146	729	Utilitaires	273	319	516
Peugeat	185	168	179	Porteurs	134	188	203
Renault	67	84	200	Tracteurs	65	54	48
Nissan	247	146	183	Bus	141	188	240
Isuzu	203	325	238	4×4	1044	1084	1280
Kia	53	98	131		1132000	7-30	100000
Mercedes	58	71	49	Total	2376	2431	2937

Source: URAL

## II.7 L'HOTELLERIE - RESTAURATION - TOURISME

Comme en 1995, la capacité touristique et hôtelière en 1996 comprend :

- plus de 100 hôtels dont 12 appartiennent à l'Etat (cette offre exclut les hebergements privés de «type traditionnels»);
  - de nombreux restaurants, snack-bars, night-clubs,
- des agences de voyages, des centres de loisirs, des sites et réserves touristiques.

## II.7.1 L'HOTELLERIE ET LA RESTAURATION

#### L'hôtellerie

Le parc hôtelier est composé :

- d'hôtels de classe internationale, gerès par des chaînes internationales ;
- des établissements privés et publics généralement de faible capacité.

#### Les hôtels de classe internationale

En 1996, le secteur hôtelier semble entrer enfin dans une nouvelle phase de croissance. Dans l'ensemble, les cinq principaux hôtels du pays ont attent un niveau d'activité significant. Le chiffre d'affaires consolide a été de l'ordre de 10,327 milliards de francs CFA en 1996 contre 8,116 milliards de francs CFA en 1995, soit une hausse de 27,24%. Parallélement, le taux d'occupation s'est établi en moyenne à 53,5% en 1996 contre 45,8% l'année précédente, dépassant ainsi la barre de 50% (taux jamais atteint depuis 8 ans).

Ces résultats bien qu'encourageants ne reflètent pas la situation réelle du secteur. En l'absince d'une stratégie de développement tourstique bien définie et opérationnelle, cette embellie ne devrait pas être perçue comme le reflet d'une quelconque relance durable des activités des grands hôtels du fait qu'elle est due en grande partie à la tenue des manifestations ponctuelles (séminaires, conférences internationales, manifestations culturelles ».).

Le personnel est passé de 785 personnes en 1995 à 598 personnes en 1996, soit une diminution de 23,82% due à la fermeture de certaines unités

# Les petits établissements

#### LES RELAIS MULÉBI

Appartenant à l'Etat, les quatre Relais Mulébi ont une capacité moyenne d'hébergement de 20 à 70 chambres et emploient 55 personnes. En 1996, ils ont affiché un taux d'occupation moyen tres faible (19,73%), en deçà du seuil de rentabilité, à l'exception de l'hôtel du Mont Boudinga, qui a atteint un taux d'occupation de 42,43%. Le prix moyen des chambres n'a pas change en 1996. Il vanie selon leur localisation de 8,273 francs CFA à 17,633 francs CFA.

### LA PETITE HÖTELLERIE

L'activité de la petite hâtellerie s'ent quelque peu améliorée avec le renchérissement des prestations des grands hôtels. La clientèle qui fréquentait les grands hôtels se déverse de plus en plus vers ces petites unités généralement de faible capacité. L'on observe depuis 1988 leur émergence à Libreville et Port-Gentil.

## La Restauration

On distingue deux sortes d'opérateurs

- les restaurants liées à l'activité hôtelière
- les restaurants indépendants

Malgré la concurrence des restaurants indépendants, la restauration a contribué à hauteur de 38,22 % au chiffre d'affaires des grandes uni tés hotelières en 1996 contre 34,8 % en 1995, soit une hausse de 10% Cette bonne activité de la restauration s'observe également dans les petites unités tant dans le secteur formel que dans le secteur informel, et s'explique entre autres pai la destructuration du transport urbain qui oblige les salariés à se restaurer non loin de leurs lieux de travail.

#### II.7.2 LE TOURISME ET LES LOISIRS

Le Gabon dispose de produits touristiques attractifs, mais il ne se développe qu'un tourisme d'affaires auquel s'ajoute un fort trafic filiaux.

La structure touristique nationale comprend en 1996

- 5 agences de voyages et de tourisme (Delmas voyages, Eurafrique voyages, Gabon contacts, Gabon voyages, Mistral voyages);
- des centres de loisirs (Jardins de la Peyne, des plages, la Pointe Denis, Ekwata loisir...);
  - 7 tours opérateurs et 4 réceptifs ;
- des sites et réserves tounstiques (Iguela, Olendé, Sainte-Anne, la Lope, Wonga-wongué. .)

Actuellement, la durée moyenne des séjours des touristes demeure très courte environ 2,5 jours du fait que ce secteur n'est pas encore opérationnel.

Dans le cadre de la relance des activités touristiques, il s'est amorcé une certaine concertation depuis 1994 visant à :

- mattre en valeur et gérer les sites touristiques ;
- valoriser les atouts culturels et les activités de tourisme ;
- mettre un accent sur la promotion et la commercialisation :
- réhabiliter les structures hôtelières et d'hébergements ,
- former le personnel ;
- adapter le cadre institutionnel.

Le tourisme devrait constituer l'un des axes d'une future politique économique nationale dans la mesure où il génère des devises importantes.

# **II.8 LES AUTRES SERVICES**

Le secteur des autres services se caractérise par une grande diversité des activités. Il est étroitement lié à l'activité générale.

Son poids dans le Produit intérieur brut a été de 0,97% en 1995 et de 0,82% en 1996. Le tableau ci-après retrace son évolution :

en millions de FCFA	1994	1995	1996*	%
Chiffre d'affaires	42971	46439	50843	9,5%
Valeur ajoutée	21990	24800	24180	-2.5%
Emplois (nambre)	3888	4154	4549	9,5%
Investissements	2648	5474	5987.5	9,4%

<sup>\*</sup> estimations DGE

En 1996, le secteur a enregistré une hausse moyenne annuelle de 9,48% de son chiffre d'affaires par rapport à 1995. Cette embellie est due aux performances enregistrées par les branches considérées comme motrices, notamment les services rendus aux entreprises. Sur la même pénode, la valeur ajoutée par contre a baissé de 2,5% du fait du renchérissement de certaines consommations intermédiaires (produits informatiques) occasionné par la dévaluation intervenue en 1994.

Le nombre d'emplois dans le secteur des services a connu une évolution appréciable ; il a augmenté de 9,5% en moyenne en 1996 comparativement à 1995. En 1996, 395 emplois ont été créés.

Les investissements globaux se maintiennent à un bon niveau et enregistrent une hausse de 9,38% au cours de la même période.

# II.8.1 LES SERVICES RENDUS AUX PARTICULIERS

Les services rendus aux particuliers touchent les domaines très variés. Ils regroupent les services sanitaires et d'assainissement, les services médicaux et dentaires, les salles de spectacles et de laisirs, les salons de coiffures et instituts de beauté, la radiodiffusion et télévision, les studios photographiques, etc.

En 1996, l'activité a stagné, le chiffre d'affaires n'a enregistré que 0,33% d'augmentation par rapport à l'année précédente. Cette stagnation peut s'expliquer par la précarité d'un marché faible et la dégradation permanente de l'emploi, ainsi que le recentrage des besoins de consommation des populations

# Les Services de Réparation

Les services de réparation concernent l'activité de réparation automobile par des garages et ateliers de taille vanable. Une grande partie des entreprises de cette branche opèrent dans l'informel.

Les unités organisées présentent une bonne santé. En 1996, l'activité est en hausse de 10% par rapport à 1995, mais ce taux de croissance reste néanmoins plus faible que celui enregistrée en 1995 par rapport à 1994 (29,6%).

Ces performances restent plus liées aux effets mécaniques de la dévaluation qui renchérit les prix des pièces détachées qu'à un accroissement du volume des prestations. Il importe de relever que les impayés constituent une entrave à l'activité.

# II.8.2 LES SERVICES RENDUS AUX ENTREPRISES

Ce sont les services comptables et juridiques, les services informatiques, les services d'expertise, de contrôle et bureaux d'études et les autres services.

Globalement, la branche a affiché des résultats encourageants. Le chiffre d'affaires a augmenté de 10% en 1996 par rapport à 1995. Les investissements et les emplois ont augmenté respectivement de 41,6% et 5%.

# Les Services Comptables et Juridiques

Ils ont comme activité : la tenue de la comptabilité, l'expertise, la comptabilité-audit, la révision des comptes et le commissariat aux comptes.

La demande en conseil management et audit évolue favorablement tant dans le secteur public que dans le secteur privé. Mars cette évolution ne se manifeste pas véntablement dans les comptes des entreprises pursque le chiffre d'affaires de celles-ci n'évolue que de 8,8 % en moyenne de 1992 à 1995. La valeur ajoutée croît de 1%. Les effectifs baissent de 0,7%.

Depuis 1990, les cabinets locaux subssent la concurrence des cabinets étrangers. Ainsi, les audits et autres études de restructuration relatives aux opérations de privatisation lancées depuis 1993 leur échappent au profit de ces derniers.

En 1996, les entreprises de la branche ont enregistré des résultats satisfaisants.

# Les Services Informatiques

Le marché de l'informatique est représenté par un nombre relativement important de sociétés dont les activités concernent la vente de matériels informatiques, la maintenance, la formation, le conseil, l'ingénierie, le développement de logiciels spécifiques, etc.

La demande en besoins informatiques évolue favorablement depuis 1992. La rigueur des affaires, la modernisation de la gestion des entreprises et des services de l'administration sont à l'origine de cette croissance.

# Les Services d'Expertise, de Contrôle et Bureaux d'études

La crise observée dans le secteur du bâtiment depuis une décennie s'est répercutée sur la branche qui se trouve être à la fois en amont et en aval de cette activité.

En 1996, l'activité a gagné quelques points grâce aux grands travaux d'aménagement du réseau routier.

## Les Autres Services

Les principales prestations dans cette catégone sont la location du personnel (le gardiennage-surveillance), la sécurité, la location des matériels, et elles s'adressent généralement aux sociétés pétrolières. Cette sous branche se caractérise par un taux élevé de création et de disparition des entrepnses.

Au cours de la période allant de 1994 à 1996, la valeur ajoutée, les investissements et les effectifs ont atteint en moyenne des taux de croissance respectifs de 4,1%, 47,2% et 3,3%.

En 1996, le niveau d'activité devrait atteindre celui de 1995, avec une tendance à l'amélioration des résultats.

#### II.8.3 LES SERVICES IMMOBILIERS

#### La Société Nationale Immobilière

Société anonyme d'économie mixte, elle est néé en Janvier 1976 de la fusion de l'Office National de l'Habitat et de la Société Gabonaise d'Aménagement et d'Equipement Immobilière

Actuellement, l'activité de la SNI se limite au programme de construction et à la gestion de ses logements.

En 1996, le chiffre d'affaires a augmenté de 4,53% comparativement à l'année précèdente tandis que la valeur ajoutée a enregistré une baisse de l'ordre de -9% au cours de la même période.

Les effectifs sont restés stables au cours de ces deux dernières années.

Par ailleurs, en l'absence d'une stratégie cohérente en matière de l'habrtat, la demande en logement reste soutenue. La SNI n'a réalisé aucune construction en 1996 et dispose de nombreux dossiers insatisfaits.

Face à la faiblesse de l'offre, il paraît necessaire d'entreprendre à travers le territoire national un vaste programme de construction de logements et d'aménagement des parcelles pour favoriser l'habitat social et satisfaire les acheteurs potentiels en nombre de plus en plus croissant.

# II.8.4 IMPRIMERIE, PRESSE ET ÉDITION

#### II.8.4.1 IMPRIMERIE

On distingue trais catégories d'entreprises :

- des imprimeries de taille moyenne strictement privées ou appartenant à des communautés religieuses;
  - des imprimeries intégrèes appartenant à des administrations;
- Multipress qui réalise plus de la moitié du chiffre d'affaires de la branche.

Globalement en 1996, l'activité des imprimeries s'est orientée à la hausse. Le chiffre d'affaires a connu une augmentation d'environ 10% par rapport à l'année précédente. Cette embellie provient surtout des élections.

#### II.8.4.2 PRESSE ET EDITION

L'activité a connu une embellie indéniable en 1996 par rapport à 1995. Cette évolution encourageante résulterait essentiellement de la rubrique presse qui réalise plus de la moitié du chiffre d'affaires.

# II.9 LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE

La production d'eau et d'électricité est assuré par la Société d'Energie et d'eau du Gabon (S.E.E.G.). Elle est unique dans le secteur et agit en qualité de concessionnaire pour la gestion exclusive de ces activités sur l'ensemble du territoire.

## La production

Contrairement à l'année 1995 où la hausse était de 6,7%, la production d'électricité a connu cette année une faible hausse de 1,56 % (1040). Gwh en 1996 contre 1024 Gwh en 1995) due aux indisponibilités liées à la réhabilitation des groupes de kinguélé. De même, la production d'eau en 1996 a connu une légère hausse de 1,3 %, par rapport à l'année précédente (41,6 millions m3 en 1996 contre 40,3 millions m3 en 1995). Les capacités d'utilisations d'électricité et d'eau sont respectivement de 1758 Gwh et de 68,4 millions m3, leurs taux d'utilisation en 1996, ont éte respectivement de 59 % et de 71 %, soit une stagnation pour l'électricité et une hausse de deux points pour l'éau par rapport à l'année 1995.

#### La consommation

La consommation de l'électricité est principalement concentrée dans les provinces industrielles du pays à savoir l'Estuaire, le Haut-Ogooué et l'Ogooué-Maritime. En 1996, le ratio ventes/production a été en baisse de 21 points par rapport à l'année 1995.

#### Les ventes

Les ventes d'électricité et d'éau en 1996 ont enregistré une hausse respective de 11,95% et de 13,71% par rapport à l'année 1995. Elles ont été pour l'électricité de 871 Gwh en 1996 contre 778 Gwh en 1995, et pour l'eau 34 millions m3 en 1996 contre 29,9 millions de m3 en 1995. Cette amélioration des ventes est le résultat des actions conduites en vue de la réduction des pertes techniques (défaillances de relevés, fraudes, déversement de réservoirs).

# Les prix

Dans l'ensemble en 1996, les prix moyen sont en hausse de 7,62 % pour l'eau et en baisse de 1,24 % pour l'électricité par rapport à l'année 1995 (347,029 FCFA/m) en 1996 contre 322,44 FCFA/m) en 1995 et 58,08 FCFA/kwh en 1996 contre 58,8 FCFA/kwh en 1995). Cette évolution s'explique par :

la mise en cohérence des prix moyens grâce à la mise en place d'une base de données permettant d'ajuster le chiffre d'affaires comptable aux recettes et aux consommations, la hausse des consommations moyennes par abonnement en électricité et en eau,

la structure actuelle des tarifs dégressifs en basse tension et progressifs en eau,

la tendance des clients moyenne tension à surestimer leurs besoins en puissance

## Les investissements

En 1996, les investissements ont considérablement augmenté. Ils sont passès de 4,408 milliards de francs CFA en 1995 à 13,620 milliards de francs CFA en 1996, soit une hausse de 208,98%. Ces investissements ont été essentiellement consacrés au renouvellement, au maintien des mayens de production en électricité et en eau, à l'électrification et l'adduction d'eau des centres de l'intérieur du pays.

## Les effectifs

Les effectifs de la société sont passés de 1636 personnes en 1995 à 1559 personnes en 1996, soit une baisse de 4,71 % par rapport à l'année 1995. La masse salariale quant à elle a enregistré une légère hausse de 3,39 % par rapport à l'année 1995 due aux départs tardifs des agents préretraités et au glissement normal des salaires (avancements, promotion).

# Situation financière

En 1996, le chiffre d'affaires et la valeur ajoutée ont été en hausse respectivement de 12,37 % et 19,56 % par rapport à l'année 1995. Après l'effondrement des résultats nets enregistré en 1994 et en 1995, le resultat net de la société en 1996 a été de 1,55 milliards de francs CFA.

En millions de F.cfa	1994	1995	1996	96/95
Ventes d'electricité	38 785	45 782	51 860	13,3 %
ventes d'eau	9 167	9.744	11 343	16,4 %
Cruffre d'affaires *	49 233	55 526	62 395	12.4 %
Valour ajoutée	29 960	35 478	42 419	19,5 %
Investissements	1 533	4 408	13 620	209 %
Production en volume				
Production d'électricité	960	1 024	1 040	1,5 %
Production d'eau (1000 m')	37,9	40.3	41,6	3,2 %
Effectifs	1 679	1 636	1 559	- 4,7 %

y compos les autres prestatione de services

Source SEEG

#### II.10 TELECOMMUNICATIONS

Le secteur des télécommunications au Gabon est porteur de croissance. Il semble cependant que les performances réalisées par les sociétés de télécommunications, bien qu'encourageantes, ne sont pas à la mesure de leurs potentialités. Deux sociétés réalisent un peu plus de 83% du chiffre d'affaires de l'ensemble du secteur. Il s'agit de :

- l'OPT (Office des postes et télécommunications), ayant comme activité la poste, la caisse d'épargne postale, l'express messagerie et la gestion des services du téléphone ;
- TR2 (Techniques représentations radio), spécialiste de la radio communication.

En 1996, le chiffre d'affaire augmente de 2,6%.

en millions de FCFA	1994	1995	1996
Chiffre d'affaires	45700,6	50110	51420

source: OPT, TR2

Ce faible taux s'explique principalement par la contraction des activités de l'OPT. Les recettes générées par les services de poste de cette société sont passées de 1,5 milliards de Fcfa en 1995 à 1,4 milliards de Fcfa en 1996, soit une baisse de 6,6%. Celles des services du téléphone augmentent de 5,5% en 1996. La méforme constatée au niveau des services de la téléphonie s'explique par la faible augmentation du nombre d'abonnés, qui dépend de la capacité des équipements elle même faible par rapport à la demande. Le réseau téléphonique de Libreville est très saturé, surtout au niveau du cellulaire.

Nombre d'abonnés et Equipements de l'OPT

	1994	1995	1996
Nombre des abonnés	32900	40500	42000
Téléphone ordinaire	30000	34000	35000
Cellulaire	2900	6500	7000
Nombre de lignes	55000	65000	65000
Téléphone ordinaire	45000	50000	50000
Cellulaire	10000	15000	15000

Source : OPT \* Prévisions

Pour l'année 1996, la valeur ajoutée des entreprises croît de 3,9%. Elle est de 36,370 milliards de Fcfa en 1996 contre 35,002 milliards de Fcfa en 1995.

Les activités des entreprises ne sont pas génératrices d'emplois; leurs effectifs augmentent de 1,9% en 1996, leurs frais de personnel semblent

être maîtrisés même s'ils croissent de 3,2% en 1996. La part des frais de personnel dans la valeur ajoutée serait de 41,36% et 41,09% respectivement en 1995 et 1996

# Principaux Indicateurs

En millions de FCFA	1994	1995	1996 *
Valeur ajoutée	31702	35002	36370
Freis de personnel	14015	14478	14946
Investissements	6279	8279	10939
Résultats	-121	-89	391,67
Effectifs (nombre)	2030	2117	2158

Source OPT, TR2

"Estimations

# **II.11 LES INSTITUTIONS FINANCIERES**

Elles se composent des Banques Créatrices de monnale (BCM : banques commerciales), des Autres Institutions Bançaires Eligibles au refinancement de la BEAC (AIBE : banques de développement), des Autres Institutions Bançaires non Eligibles (AIBN : Caisse Nationale d'Epargne), Les Institutions Bançaires en Liquidation (IBL) et des Institutions Financières non Bançaires (IFNB : Etablissements Financières et Compagnies d'Assurances et Réassurances du Gabon).

# LES BANQUES COMMERCIALES ET DE DÉVELOPPEMENT

La conjuncture observée depuis la fin de l'année 1995 à été marquée à la fois par un faible niveau de demande de crédits et une activité presque stagnante. On a observé un manque de gros investissements dans les secteurs porteurs comme le bois et le pétrole. Cette situation à eu pour conséquence une surliquidité des établissements de crédit au premier semestre aggravée par les remboursements des emprunts anterieurs. Au second semestre on a noté une légère évolution de la situation avec la reprise des crédits et le tassement du niveau des dépôts

#### Les ressources

En 1996, l'activité des établissements bancaires s'est caractérisé en terme de ressources par une augmentation de plus de 14% des dépôts par rapport a leur niveau de décembre 1995, se chiffrant à 322,6 milliards. Sur l'ensemble de ces dépôts 93,55% sont privés et 6,45% publics. L'augmentation a été essentiellement due à la croissance de 17,86% des dépôts privés alors que ceux de l'Etat baissent de 3,39%.

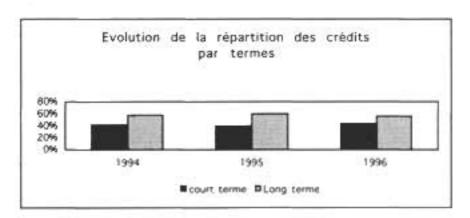
Le total des fonds propres des banques créatrices de monnaies a enregistré une baisse de 7,25% de décembre 1995 à décembre 1996 s'établissant à 124,8 milliards. Les banques commerciales ont connu une situation de forte surliquidité au premier semestre 1996 à cause du faible niveau de la demande de crédits, par manque de projets bancables, et des remboursements anticipés des crédits antérieurs (notamment des sociétés pétrolières, suite au rapatriement partiel de leurs ressources précèdemment détenues à l'extérieur). Cette situation a commencé à s'améliorer au second semestre grâce à une légère reprise du niveau des crédits distribués.

Par contre au niveau des banques de développement, les ressources sont demeurés insuffisantes au regard des missions qui leurs sont dévolues. En effet, la BGD, CREFOGA et la BNCR ont eu du mal à faire face aux attentes, compte tenu de leurs ressources réduites.

## Les emplois

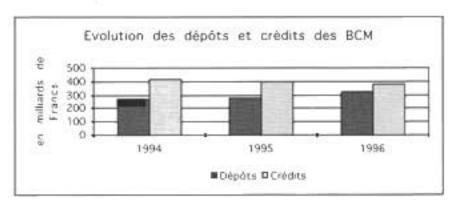
L'encours total des crédits distribués par les établissements bancaires s'est établit à 383,7 milliards de francs en 1996, en diminution de 2,74% par rapport à leur niveau de l'année précédente. Sur ce montant, 43,14% profite à l'Etat alors que 56,86% représente des crédits au secteur privé. La baisse globale constatée provient du repli des crédits accordés par les banques commerciales (-5,35%) malgré une légère reprise observée au second semestre. Au niveau des banques de développement par contre, on a enregistré une croissance de 20,12%.

L'ensemble des utilisations de crédits bancaires recensés à la centrale des risques s'est établit à 437-122 millions en décembre 1996, en baisse de -2,95% par rapport au niveau enregistré en décembre 1995. Sur ce montant, les crédits à moyen et long terme sont restés les plus importants avec 55,5%, contre 44,5% des crédits à court terme. Cette répartition montre la diminution de la part des crédits à moyen et long terme, ce qui laisse supposer un moins bon financement de l'économie (financement des investissements). En effet, en 1995 les crédits à moyen et long terme représentaient 60,35% contre 39.65% aux crédits à court terme.



#### Activité nationale

L'évolution des dépôts et des crédits observée aussi bien au niveau des banques creatrices de monnaie que de la Banque Centrale, ont déterminé le niveau de liquidite des differents établissements. Ainsi, au premier semestre, on a observé une très forte surfiquidité au niveau sectoriel. Au second semestre, la reprise des crédits et la faible évolution de l'encours de dépôts ont permis d'observer une baisse du niveau de liquidité. Ceci explique pourquoi les banques créatrices de monnaies ont eu nettement moins recours au refinancement de la BEAC que l'année précédente (748 millions de francs en 1996 contre 3,7 milliards de francs en 1995).



#### La rentabilité

Globalement, le secteur a affiché un résultat provisoire positif de 10 418 millions de francs en 1996, en baisse de 14,8% par rapport au résultat de l'année anténeure. La valeur ajoutée du secteur a enregistre une légère baisse de 0,53% en 1996 (qui se décompose en un repli de 2.33% pour les banques commerciales, et une croissance de 11,82% pour les banques de développement). Ceci s'est traduit par une chute de 21% du résultat des banques commerciales par rapport à son niveau de l'année précédente alors que celui des banques de développement a augmenté de 27%.

Ces résultats sont réalisés pour une très grande part avec les secteurs du pétrole et du commerce général qui sont apparus comme étant les plus intéressants du point de vue rentabilité et sécurité (y compris pour les banques de développement).

## EXECUTION DU PROJET FODEX

Le projet FODEX était prévu pour être clôturé en décembre 1997 et avait pour objectif la création de 200 PME/PMI d'un coût moyen de 150 millions de FCFA.

En novembre 1996, un rapport rédigé à la demande de l'administrateur de cet organisme fait ressortir les informations suivantes : le FODEX a refinancé 298 projets avec un coût d'investissement situé entre 900 000 FCFA et 15 millions de FCFA.

5,186 milliards de FCFA ont été décaissé dont 2,154 milliards (41,5%) pour les micro-projets et 3,032 milliards (58,5%) pour les PME

Sur les 298 projets refinancés, il n'y a que 9 projets qui atteignent un coût d'investissement de 100 millions de fcfa.

L'essentiel des engagements est réalisé par l'intermédiaire des banques de développement (BGD et BNCR), les performances des banques commerciales étant marginales (BICIG, BGFI et UGB totalisent 10 projets). Paradoxalement, cette situation s'explique en partie par la disponibilité des banques de développement à soutenir les micro-projets, tandis que les banques commerciales participantes attendent des projets d'une certaine dimension, avec des potentialités de rentabilité.

L'analyse des déblocages par secteur montre que c'est le secteur tertiaire qui réalise le taux le plus élevé en recevant 50% des 5,186 milliards de FCFA.

#### LES ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS

Jusqu'en 1995, les principaux domaines d'intervention des établissements financiers étaient le crédit automobile et le crédit-bail immobilier.

Aujourd'hui, ce secteur s'est élargi pour certains établissements au crédit petit équipement.

Les établissements financiers ont connu une activité plutôt stable en 1996, du fait de la forte concurrence subie sur le marché de l'automobile.

Interdits d'accès au refinancement de la BEAC, les établissements financiers se sont massivement tournés vers les banques commerciales auprès desquelles ils se sont endettés pour environ 12,4 milliards. Ceci a porté le total des ressources à 16,3 milliards en 1996 (dont 76% d'emprunts et 24% de fonds propres), contre 9,7 milliards en 1995. Cette forte croissance des ressources s'explique en grande partie par le lancement de l'activité « petit équipement ».

Les emplois ont quant à eux baissé de près de 10 milliards en passant de 26,4 milliards en 1995 à 16,1 milliards. Cette évolution s'explique par l'atonie de la demande qui serait liée à un certain attentisme de la part des investisseurs.

### LES COMPAGNIES D'ASSURANCE

Le marché gabonais de l'assurance tourne autour de deux activités principales : l'assurance-dommage cernée par la branche TIARD (Transport, Incendie, Auto, Risques Divers) et l'assurance-vie. Pour l'ensemble des sociétés TIARD opérant au Gabon, le montant des primes passerait de 26,5 milliards en 1995 à 29,00 milliards en 1996, soit une augmentation de 6,04%. Cet accroissement en 1996 est imputable en grande partie aux secteurs du transport maritime et de l'assurance automobile.

La branche Vie connaîtrait une stagnation au regard de son chiffre d'affaires qui s'établit à 4,18 milliards en 1996 contre 4,15 milliards, l'année précédente. Après son lancement dans les années 1980, le marché de l'assurance vie a connu une forte croissance tant le produit était bien présenté et très apprécié. Aujourd'hui, ce marché se trouve pratiquement en phase d'essoufflement, d'où la stagnation relevée plus haut.

De façon générale, on pourrait dire que le marché de l'assurance a évolué à la hausse si on se réfère au chiffre d'affaires global qui est de 33,2milliards en 1996 contre 31,6 milliards en 1995, soit un taux de croissance de 5,06%.

## II.12 LE PARAPUBLIC

Le parapublic est composé de sociétés d'Etat, des établissements publics, des sociétés d'économie mixte et des sociétés à participation financière publique. Au Gabon, il compte plus de quarante entreprises, réparties dans tous les secteurs d'activités (transports, industries, services, commerce...)

L'année 1996 a été marquée par la loi sur la privatisation votée le 10 Janvier 1996 et promulguée par le président de la république, le 13 février 1996 et l'élaboration par le gouvernement d'un calendrier prévisionnel de la mise en concession privée des services d'eau et d'électricité et de l'exploitation du chemin de fer. Le Gouvernement se proposait aussi de privatiser ou de se désengager dans les mois à venir de plus d'une dizaine d'entreprises. Le programme de redressement prévoyait que l'on procède à des cessions d'actions dans les entreprises dont l'Etat détient 10% du capital, acquis dans le cadre du code des participations.

Parmi les raisons avancées pour justifier la privatisation, il y a l'échec des entreprises dans la production du surplus nécessaire pour financer leur exploitation, sachant que les subventions étatiques qui leur sont allouées pour maintenir leurs activités épuisent les ressources gouvernementales.

# I - Situation du Secteur

Le chiffre d'affaires du secteur était de 525 359 millions de francs CFA en 1995 contre 439 979 millions de francs CFA en 1994, soit une hausse de 19,4%. Entre 1993 et 1995, le taux de croissance annuel du sec-

teur est demeuré quasi constant (23% en 1994, par rapport à 1993 et 22% en 1995, par rapport à 1994). D'une manière globale le taux de croissance moyen sur la période de 1986 à 1995 a été de 46% pour l'ensemble du secteur.

La valeur ajoutée du secteur passe de 128951 millions de francs CFA en 1994 à 190 224 millions de francs CFA en 1995, soit une hausse de 47,5%.

Le résultat d'exploitation du secteur est demeuré déficitaire sur la période allant de 1985 à 1995. Malgré une valeur ajoutée positive et croissante entre 1994 et 1995, le résultat d'exploitation du secteur reste déficitaire, mais ce déficit s'est réduit en 1995. Il est passé de 19 453 millions de francs CFA en 1994 à 11 596 millions de francs CFA en 1995.

Ce déficit permanent du résultat d'exploitation pourrait s'expliquer par l'importance des charges de personnel. En 1995, ces charges ont représenté 49% de la valeur ajoutée contre 68% en 1994. Elles se sont élevées à 94 130 millions de francs CFA en 1995 contre 88 142 millions de francs CFA en 1994 et ce malgré une baisse des effectifs. Les effectifs du secteur en 1994 et 1995 s'élèvent respectivement à 15 017 et 14745 personnes.

Le secteur parapublic se caractérise aussi par un niveau d'endettement à long terme élevé. Il est de l'ordre de 129 653 millions de francs CFA en 1995 contre 132 752 millions de francs CFA en 1994, occasionnant ainsi des charges financières importantes ; celles-ci représentent 2% du chiffre d'affaires en 1994 et 1% en 1995.

Le coût des moyens mis en œuvre pèse lourdement sur les résultats du secteur, car leur rendement et leur productivité ne sont pas toujours à la mesure des coûts qu'ils ont occasionnés. Le rapport valeur ajoutée sur frais de personnel du secteur est passé de 1,46 en 1994 à 2,02 en 1995. Ce coefficient prouve que la main d'œuvre coûte cher aux entreprises. Car pour un franc de rémunération du personnel la valeur ajoutée créée n'est que de 0,68 franc en 1994 et de 0,49 franc en 1995.

Le déficit chronique du résultat d'exploitation, l'importance des charges de personnel et le lourd endettement expliquent le déficit du résultat net du secteur entre 1993 et 1994. On passe d'un déficit de 10 517 millions de francs CFA en 1993 à un déficit de 35 810 millions de francs CFA en1994. En 1995 le secteur a réalisé un résultat net bénéficiaire de 1 420 millions de francs CFA. L'amélioration du résultat en 1995 est liée en partie, à la réduction du déficit de la SEEG et à l'importance du bénéfice de l'OCTRA.

## Résultats du secteur parapublic (en millions de francs CFA)

	1993	1994	1995
Chiffre d'affaires	358865	439979	536689
Valeur ajoutée	136112	128951	190224
Résultat d'exploitation	-30089	-19453	-11251
Résultat net	-10517	-35810	1420
Frais de personnel	83711	88142	94130
Dette UMT	152950	132452	129653

Source lunner hiscales

#### II- Poids du secteur

Le secteur parapublic a représenté en 1995, 7% du PIB total ; marquant ainsi une legère hausse par rapport au niveau de 1994 (6%), mais sans pour autant atteindre celui de 1993 (9% du PIB). La contribution du secteur à la formation du produit intérieur brut hors pétrole en 1993, 1994 et 1995 à éte respectivement de 12,4%, 9% et 12%. Lorsque nous considérons les quatorze entreprises les plus importantes, elles contribuent pour 3% en moyenné à la formation du produit intérieur brut total de 1993 à 1995 ; et pour 4% en moyenne à la formation du PIB hors pétrole.

	1993	1994	1995
Valeur ajoutée les milions de FCFAI	136112	128951	190224
VA/PIB total	9%	6%	7%
VA/PIB hars pétrole	12,4%	9%	12%

Les effectifs du parapublic ont été de 20 206 personnes en 1995 et ont représenté 21% des effectifs totaux du secteur moderne (public; prive et parapublic) contre 20 473 personnes en 1994 et 20 520 personnes en 1993, soit 22% de l'ensemble des effectifs. La tendance sur la période a été une baisse progressive des effectifs du secteur parapublic Ils ont baissé en moyenne de 2% sur trois ans, baisse qui se poursuivra certainement avec sa restructuration. Entre 1993 et 1994 la diminution des effectifs du parapublic s'est répercutée sur le total des emplois. Par contre entre 1994 et 1995 la baisse de l'emploi dans le secteur s'est accompagnée d'une hausse des effectifs dans les autres secteurs.

	1993	1994	1995	variation 95/94
Effectifs du parapublic	20520	20473	20206	-1,3
Total emploi	93584	93164	97503	4,6
% Effect/fs P.P/Total emploi	21,93	21,98	20,7	

Source: Direction Genérale de la Statistique et des Etudes Economiques

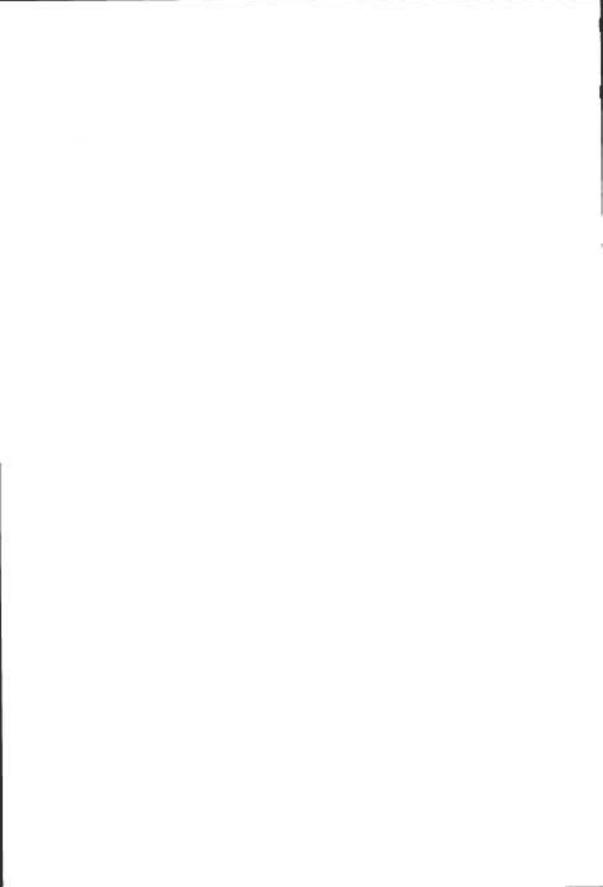
Le poids du secteur dans les finances publiques est aussi marquant que dans l'économie. Les subventions accordées aux entreprises parapubliques ont été de 353 800 millions de francs CFA en 1995 contre 393375 millions de francs CFA en 1994, soit une diminution de 10,1%. 
Entre 1993 et 1994 déjà, ces subventions ont baissé de 4,3% passant ainsi de 411 213 millions de francs CFA en 1993 à 393 375 millions de francs CFA en 1994. Sur toute la période, les subventions d'équipement ont représenté en moyenne 99% du total des subventions allouées au secteur.

Subvention d'équipement et d'exploitation de 1993 à 1995 (en millors de francs (FA)

	1993	1994	1995	94/93	95/94
Subventions d'exploitation (Sex)	4209	4334	2948	3%	31,98%
Subventions d'équipement (Seq)	407004	389041	350852	-4,4%	-9,82%
Total des subventions (sub)	411213	393375	353800	4,3%	10,06%
% Seq/total Sub	99 %	98,9%	99,2 %	100000	11270-2-200
% Sex/total sub	1%	1,1%	0.8%		

D'une manière générale le secteur parapublic est déficitaire. Mais lorsque l'on fait une analyse par secteur d'activité, on constate qu'en 1995, les principales entreprises du secteur des transports ont réalisé des résultats positifs. C'est le cas de la SONATRAM, OPRAG, OCTRA, et de la 5NAT qui est excédentaire depuis 1993. Dans les transport, AIR GABON a clôturé l'année avec un résultat déficitaire.

Dans le secteur agro-alimentaire les résultats demeurent déficitaires pour HEVEGAB, AGROGABON, SIEAB, EAULECO et SOSUHO en 1995. Il en est de même pour les télécommunications où la TIG n'a fait que réduire son déficit.



TROISIÈME PARTIE

# Grandeurs Macro-économiques

## Tableau synoptique des agrégats macro-économiques

Grandeurs	Unités	Valeur 1996	Variat. 96/95
PIB	Milliards de F.cfa	2 772,6	12%
dont pétrole	Milliards de F.cfa	1 212,7	22,3%
Investissement total	Milliards de F.cfa	605,0	7,8%
<ul> <li>secteur public</li> </ul>	Milliards de F.cfa	146,7	8%
<ul> <li>secteur privé</li> </ul>	Milliards de F.cfa	458,3	7.7%
Consommation totale	Milliards de F cfa	1 416,0	8,6
- publique	Milliards de F.cfa	379.0	8,7%
- privée	Milliards de F.cfa	1 036.7	8,5%
Demande intérieure	Milliards de F.cfa	2 021,2	8,4%
Recettes budgétaires	Milliards de F.cfa	775,4	6,7%
Dépenses budgétaires	Milliards de F.cfa	663,1	1,4%
Pression fiscale	%	26,5	-2,5%
Masse monétaire	Milliards de F.cfa	408,4	14,8%
Balance des paiements	Milliards de F.cfa	-148,4	-29,3
Commerce extérieur			
Balance commerciale	Milliards de F.cfa	1 174,8	29,9%
Taux de couverture	96	336,9	35,2%
Degré d'auverture	36	16,7	-0,8%
Masse salariale	Milliards de F.cfa	731,8	3%
- publique	Milliards de F.cfa	240.2	3%
- privée et parapublique	Milliards de F.cfa	491,6	3%
Emploi	Effectif	98 448,0	1%
- public	Effectif	39 442,0	-0,1%
- privé et parapublic	Effectif	51 062,0	2%
- MONP	Effectif	7 944,0	-2,7%
Prix de détail	Indice		
- 125 articles (bas rev.)			11000
pase 100 - juin 1975 - 155 articles (hauts rev.)	moyen	462,8	4,4%
- 155 arocies (nauts rev.) pase 100 = juin 1972	annuel	706.3	1906
Mage 100 = Mill 1215	armoei	796,2	4%

## III. GRANDEURS MACRO-ECONOMIQUES III.1 LE PRODUIT INTERIEUR BRUT

A mi parcours du programme triennal couvrant la période de Juillet 1995 à Juin 1998, l'économie gabonaise a enregistré un taux de croissance réelle de 3,2%, atteignant ainsi l'objectif fixé par le Programme d'Ajustement Structurel (PAS)

Le PIB aux prix de 1991 en milliards de francs CFA

	1994	1995	7996	96/95
Produit intérieur brut	1561,6	1572,0	1622,3	3,2%
PIB petrolier	551,4	588,0	592,7	0,8%
PIB non pétrolier	1010,2	984,0	1029,3	4,6%

Source DGSEE DG6

Cette croissance serait due en grande partie au secteur hors pétrole dont la valeur ajoutée a augmenté de 3,9% en termes réels contre 3,3% prévu par le Fonds. Parallélement, la demande intérieure s'est accrue de 4,8% compte tenu de la baisse considérable de l'inflation.

## III.1.1 Du POINT DE VUE DE L'OFFRE

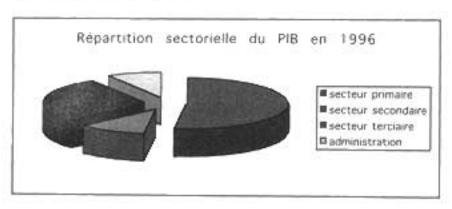
La structure du PIB s'est caractérisée par la prédominance de la branche pétrolière qui a créé plus du tiers de la richesse nationale (43,7% du PIB) et par la contribution non négligeable des services (10,6%), de l'administration (8,7%) et du commerce (7,3% du PIB).

Origine du PIB par secteur

En milliards de F CFA	1994	1995	1996	% du PIB 96
Produit intérieur brut	2326.8	2475,2	2772.6	100 %
	1171,7	1220,3	1437.2	
Secteur primaire Agriculture, Élevage, Péche	115.53	123,7	130,8	The second second
	95,88	75,1	73,2	
Expl. forestière	911,19	969.8	1184.3	42,7 %
Pétrole brut	49,14	51,7	48,9	1,8 %
Mines Secreur secondaire	263,98	274.6	304,1	11 %
Industries agro-alimentaires, boissons	45,44	42,5	45,6	1,6 %
Industries des bois	11,64	12,5	15,6	0.6 %
Autres industries	53	57	65,4	2,4 %
Raffinage	4,7	12,6	13,8	0,5 %
Electricité, Eau	34,2	35,4	36,5	
BTP	83,5	92,8	98,9	3,6 %
Recherche, services pétroliers	31,5	21,8	28,4	1.9
Secteur tertiaire	665,2	745,2	790	28,5 9
Transports & télécommunications	133,6	129,5	147.6	5,3 %
Serv.	209,B	265,2	293,4	10,6 %
Commerce	223.6	222,4	203	7.3 %
Droits et taxes à l'importation	83,4	116,2	131	4,7 %
Services bancaires, assurances	14,8	11.9	14,9	0,6 9
Serv. non. march.	225,88	235,1	241,3	8,7 9

Source DGSEE, DGE

Le secteur primaire demeure ainsi le principal tremplin de l'économie (51,8% du PIB contre 49,3% en 1995) devant le tertiaire (37,3% du PIB) et le secondaire (10,9% du PIB).



#### III.1.1 .1 LES SECTEURS EXPORTATEURS

Ils ont enregistré dans l'ensemble une amélioration de leur volume d'activité en dépit des mauvaises performances de l'uranium.

Profitant de la hausse du taux de change du dollar et du prix du baril de pétrole respectivement de 2,5% et 18,8%, le secteur pétrolier a porté sa production de brut au delà du niveau réalisé en 1995, soit 18,27 millions de tonnes grâce au maintien de ses investissements en volume.

La production de manganèse s'est établie à 1 983 000 tonnes, soit 49 000 tonnes de plus qu'en 1995. Du fait du déstockage, les ventes ont atteint 2 063 000 tonnes (en hausse de 2,6%) suite à une majoration de 7,1%. En revanche, les exportations d'uranium ont diminué de 8% du fait de la forte concurrence sur le marché internatrional, le prix du minerai a baissé de 2%.

L'activité s'est sensiblement améliorée dans la filière bois avec une production dépassant de plus de 500 000 m' le plafond fixé par les pouvoirs publics. En conséquence, les exportations de grumes ont augmenté de 5,9% malgré la baisse légère du prix de l'Okoumé (-0,7%)

## III.1.1.2 LES AUTRES SECTEURS D'ACTIVITÉ

La vigueur des activités tournées vers le marché intérieur s'est poursuivie en 1996 mais à un rythme moins soutenu qu'en 1995, s'établissant à 7,1% en termes nominaux contre 9,4% l'année précédente.

L'activité est demeurée relativement soutenue dans le secteur des transports (14%), les services (10,6%) ainsi que dans l'industrie du bois. De même, le rythme des travaux d'aménagement et d'entretien des routes a considérablement dopé au cours de l'année le secteur des BTP (6,6%).

## Grandeurs Macro-économiques

En outre, l'on a observé un redémanage de l'activité dans le secteur des industries de transformation, notamment dans les agro-industries et les industries de seconde transformation avec un raffermissement de la croissance de plus de 10 points.

#### III.1.2 DU POINT DE VUE DE LA DEMANDE

Le regain d'activite des branches destinées à la satisfaction des besoins internes a été en grande partie dû à la fermeté de l'investissement qui a cru de 5,3% en volume et à l'évolution notable de la consommation des administrations (6,1%).

## Les composantes de la demande intérieure aux prix de 1991

	1994	1995	1996	96/95
Demande intérieure	1199,8	1253,6	1314,5	4,8 %
Consommation totale	898,5	919.2	962,3	4,7 %
privée	618,8	644,8	671,2	4,1 %
publique	279.7	274,4	291,1	6,1%
Investissement total	301,3	334,4	352,2	5,3 %

#### III.1.2.1 L'INVESTISSEMENT

Sous l'impulsion des dépenses publiques, l'investissement des entreprises a constitué le moteur de la croissance comme ce fut le cas en 1995.

Le secteur hors pétrole a augmenté ses investissements de 9,3% en termes réels grâce notamment à l'essor des BTP et de la filière bois. Ces investissements ont porté sur l'acquisition du matériel roulant, l'installation de nouvelles unités dans le cas du secteur bois (Lastourville, Franceville et Mayumba) et le renouvellement des équipements. Cependant, cette augmentation est moins forte que celle constatée en 1995 (10,2%) du fait, essentiellement, de l'abandon progressif de l'extraction de l'uranium.

L'investissement pétrolier, pour sa part, visait à soutenir les activités de recherche et de renouvellement d'anciens puits. Sa progression a avoisiné 2% en volume.

Les dépenses des administrations en capital se sont accrues de 8,6% aux prix de 1991 et concernent principalement l'aménagement du réseau routier ainsi que la réhabilitation et la construction des infrastructures sociales.

## III.1.2.2 LA CONSOMMATION

La consommation totale a enregistré une hausse de 4,6% en termes réels contre 2,1% l'année précédente. Plusieurs facteurs expliquent

#### cette évolution :

- d'une part la réduction de plus du tiers du taux d'inflation qui est passé de 13% en 1995 a 4,4% en 1996 parallèlement à la hausse du volume des salaires distribués (3%), et d'autre part la création de plus de 3000 nouveaux emplois sur la période 1994-1996, entraînant ainsi une vanation réelle de la consommation des ménages d'environ 4%;
- la tenue au cours de l'année des élections locales, législatives et sénatoriales qui a provoqué une augmentation du volume des dépenses des administrations en biens et services de 6,1%, soit 32 milliards de francs CFA de plus qu'en 1995 en valeur nominale.

## III.1.2.3 ÉVOLUTION DES COMPTES DES AGENTS ÉCONOMIQUES

L'examen des comptes des quatre principaux secteurs institutionnels (Sociétés, Ménages, Administrations et Reste du monde) permet d'avoir une meilleure connaissance des déterminants de la croissance enregistrée en 1996.

Les sociétés

	1994	1995	1996	Var 96/99
A- emplois		- 1		
Consommations intermed:	909.7	1029.2	1131,4	9,9
Masse salariale	327,5	353,4	364,6	3.2
Impôts indirects	259,2	256,4	290,2	13,2
Intérêts et dividendes	140,7	173,2	219,8	26,9
impôts directs	185,8	280,9	377,9	34,5
Autres transferts	181	56.7	57.6	1,6
FBCF (+ANAI+ANT)	310	374,5	449,4	20,0
Variations de stocks	35,1	32,8	24,5	-25,3
B- ressources				
Production	2431	2590,3	2936,5	13,4
Subventions d'exploration	7,3	6,1	4,5	-26,2
Interêts et div reçus	20,9	27,2	73,8	171,3
Autres transferts reçus	53,2	35,4	50,2	41,6
Subventions d'équipement	9,3	12,3	9,2	-25,2
C- soldes				
Valeur ajoutée	1521,3	1561,1	1805,1	15,6
Excèdent brut d'exploit	941,9	957,4	1154,8	20,
Epargne brute	508.5	509,2	623.5	22,
Besoin de financement	172,7	114,2	158,8	39.

Source DGE

La valeur ajoutée des sociétés a augmenté de 15,6% du fait de la vigueur de la production qui s'est améliorée de 13,4%, soit trois points de plus qu'en 1995. Parallèlement, leur épargne brute a connu une hausse substantielle de 22,4% en dépit de l'évolution soutenue des impâts directs et indirects ainsi que des intérêts et dividendes.

Les subventions d'exploitation ont accusé une baisse de 1,6 milliard de francs CFA tandis que celles d'équipement ont diminué de 3,1 milliards de francs, marquant ainsi le désengagement progressif de l'Etat du secteur productif. Le besoin de financement des entreprises a continué de croître et s'est établi à 158,8 milliards de francs CFA contre 114,2 milliards de francs en 1995.

#### Les ménages

	1994	1995	1996	Var. 96/95
A- emplois	-	2.5492		
Consommations intermed.	239,2	262.8	288,8	9,9
Masse salariale	76,3	93,8	115,4	23,0
impôts indirects	8,6	9,4	43,2	359,6
Cotisations sociales	52,9	60,7	73,8	21,6
Intérêts versés	11,4	10,9	28,9	165,1
Autres transferts verses	94,8	103,3	121,2	17,3
Impôts directs	36,7	38,6	39,5	2,3
Consommation	867,7	955.2	1091,7	14,3
FBCF	35	42,7	44,9	5,7
A.N.T.E.	-0,1	-50	-20,5	-59.
B- ressources		0-055		
RBEI (Ex. brut expl. Mén.)	719,6	812.1	839,7	3,
Rémunérations salariales	649,8	700,9	723,2	3,
Prestationa sociales	44,2	49,8	51,9	4,
Intérêts et div. reçus	16,7	19,7	29,3	48,
Autres transferts reçus	20,2	11	10,2	-7.
C- soldes				
Valeur ajoutée	480,4	549,3	550,9	0.
Excédent brut d'exploitat <sup>o</sup>	395,5	446,1	392,3	-12,
Epargne brute	62,9	58,8	-148,2	-352,
Capacité de financement	28	66,1	-172,6	361,

Source DGE

Le pouvoir d'achat des ménages s'est sensiblement amélioré suite à la hausse modérée des prix à la consommation. Cette situation a eu pour effet une croissance de la consommation (14,3%) et de l'investissement (5,2%). Ces dépenses ont été essentiellement financées par le revenu brut des entrepreneurs individuels et les rémunérations salariales qui se sont inscrits en hausse respectivement de 3,4% et 3,2%. Ce comportement s'est soldé par une désépargne de plus de 100 milliards de francs et un besoin de financement de 172,6 milliards de francs imputables aux entrepreneurs individuels.

Les administrations

	1994	1995	1996	Var. 96/93
A. emplois	1 0000000			
Consommations intermed.	127,3	123.5	141.9	14.5
Rémunérations	225,4	234,6	242,7	3,5
Impôts indirects	0	D	0	
Prestations sociales	35,2	42	43,6	3,8
Autres transferts versés	29,9	32.4	29,1	-10.2
Interêts versés	150,2	155,1	190,3	22.
Consommation finale	345,1	348,8	375.1	7.5
FBCF	138,3	135,8	153,2	12,8
Aides à l'investissement	10,6	6,2	6.2	0,0
B- ressources				
Production marchande	8,1	9,7	9.7	0,0
Production non marchande	345,1	348,8	375,1	7.5
Cotisations sociales	38	47,7	49,2	3,
Intérêts reçus	11,5	27	33,7	24,8
Autres transferts reçus	18,8	21,2	2,8	-86,8
impõts directs	232,7	337,7	424	25.6
Impôts indirects	352,9	384,1	440,6	14,7
Aides à l'investissement	3	3	2,7	10,0
C- soldes				
Valeur ajoutée	225,9	235	242,9	3,4
Excédent brut d'exploit	0,5	0,4	0,2	-50,0
Epargne brute	94	239,8	312,4	30,3
Capacité de financement	-51,9	97.8	153	56,4

Source DGE

## Grandeurs Macro-économiques

Le compte des administrations s'est caractérisé, du côté des emplois, par l'accroissement des intérêts de la dette (22,7%), des dépenses en capital (12,8%) et celles des biens et services (7,5%).

S'agissant des ressources, on note l'évolution appréciable des impôts directs et indirects qui ont progressé respectivement de 25,5% et 14,7% du fait de la poursuite de la croissance économique. De même, la production non marchande a enregistré une augmentation de 7,5% qui a donné lieu à une valeur ajoutée en hausse de 8 milliards de FCFA.

Le Reste du monde

	1994	1995	1996	Var. 96/95
A- emplois				
Exportations totales	1356,8	1423,6	1676,9	17,8
Prestations sociales	8,9	7,8	8,4	7,7
Intérêts et dividendes	6,4	6,7	6,7	0,0
Autres transferts verses	21,8	14,6	14,9	2,
Transferts en capital	3	3	3	D.0
Remunerat <sup>e</sup> des salaries	1,3	1,3	1.3	-
B- ressources				
Importations totales	751,7	838,4	888,7	6,5
Impôts indirects	0,2	0.4	0,4	0,0
Rémunérat" des salariés	2,8	5,4	6,1	13,
Cotisations sociales	14.9	13	13,4	3,
Intérêts et dividendes	173	189,2	240,7	27,
Autres transferts reçus	108,1	107,7	114	5,
Transferts en capital	0	0	0	
C- solde				
Besoin de financement	-347.5	-302.9	-447.9	47.

L'évolution favorable du prix du banil de pétrole et du taux de charge du dollar sur le marché international a permis d'accroître le taux de couverture des importations par les exportations de 184% en 1995 à 204.8% en 1996.

Cependant, la perte de ressources nationales due aux intérêts et dividendes s'est davantage amplifiée, passant de 189,2 milliards de francs CFA en 1995 a 240.7 milliards de francs en 1996.

#### III.2 LE BUDGET DE L'ETAT

#### III.2.1 L'ÉQUILIBRE DU BUDGET

Initialement prévu à 817,5 milliards de Fcfa, le budget de l'État en 1996 a été révisé à la hausse et porté à 833,2 milliards en recettes et en dépenses, compte tenu de l'évolution relativement satisfaisante des indicateurs macroéconomiques en 1995 dans le cadre du programme d'ajustement structurel (Juillet 1995- Juin 1998).

Ce nouveau budget a consacré 41,2% de ses ressources au paiement de la dette publique, 40% aux dépenses relatives au fonctionnement et 18,8% à l'investissement.

Pour rendre possible un tel financement, les prévisions budgétaires ont porté d'une part sur le recouvrement de 731,2 milliards de ressources propres dont 57,3% issues du secteur pétrole et Comparativement au budget de l'exercice precèdent, le budget 1996 se caractérise par :

- une augmentation globale de 6,8%
- une augmentation des ressources propres de 11,5%
- une diminution des emprunts de 17,7% "
- un accroissement des dépenses de dette de 13,3%
- une hausse des dépenses de fonctionnement de 5,2%
- une réduction des investissements de 2,3%.

#### III.2.2 EXECUTION DU BUDGET

Malgré sa mise en place tardive relative à la révision en hausse qu'il a subie, le budget 1996, exécuté à 676.4 milliards de dépenses pour 755,1 milliards de recettes, a dégage un solde base engagement de 78,7 milliards, soit 2,8% du PIB nominal, alors que les prévisions fixaient celui-ci à 64,6 milliards. Ce surplus base engagement résulte de l'effort de contraction des dépenses publiques.

Conformément aux objectifs du PAS, la réduction des arriérés de paiements intérieurs à atteint 80 milliards, soit 10 milliards de plus que les prévisions

Sur le plan extérieur, ayant bénéficié de nouveaux tirages sur emprunts de 94 milliards et d'un rééchelonnement de detté de 174,1 milliards, le budget a consacré 213,4 milliards, soit 7,3% du PIB à l'amortissement de la dette extérieure.

Sur le plan intérieur, les opérations nettes de financement ont consisté en des désengagements de l'Etat auprès du système bancaire et du système non bancaire.

## III.2.2.1 ÉVOLUTION DES RECETTES

Bien que les recettes hors pétrole et les emprunts n'aient pu dépasser les niveaux prévus, le résultat excédentaire dégagé par l'exécution du budget 1996 est la conséquence de l'amélioration des recettes pétrolières dont le recouvrement a été au dessus des prévisions.

## Les recettes pétrolières

Le secteur pétrole a généré 449,1 milliards de recettes au budget de l'Etat, soit l'équivalent de 59,5% des recettes propres

Les recettes pétrolières ont augmenté de 2,8% par rapport au niveau atteint en 1995.

#### Recettes pétrolières

En milliards de tcfa	1994	1995	1996	96/95
Impôt sur les sociétés	165,7	246,5	243,0	1.4%
Redevances	128,2	155,9	185.5	19,0%
Dividendes	5.9	21,4	18,3	-14,5%
Partage de production	24,2	13,1	2,3	-82,4%
Total	324,0	436,9	449,1	2,8%

Source Moistere des Finances

En effet, avec 243 milliards, l'impôt sur les sociétés (IS) a légèrement diminué de 1,4%.

Les redevances sont passées de 155,9 milliards en 1995 à 185,5 milliards en 1996, dépassant ainsi les prévisions de 27,4 milliards

Les contrats de partage ont pratiquement gardé le niveau de 1995, avec un taux de réalisation de 75,3%.

Quant aux revenus des participations, bien qu'ayant baissé par rapport à 1995 de 14,5%, ils ont dépassé les prévisions de 6,5 milliards.

## Les recettes hors pétrole

Les recettes hors pétrole ont été exécutées à 306 milliards soit 7,3 milliards en deçà des prévisions. Toutefois, elles ont augmenté par rapport à l'exercice 1995 (5.6%).

Cette augmentation provient en majorité des recettes douanières, non seulement en hausse de 19,1% par rapport à 1995, mais encore ayant été recouvrées au-delà des prévisions (+13,4 milliards).

Dans une moindre mesure, l'augmentation résulte également de l'IS (+2,3 milliards), de l'impôt sur les personnes, notamment l'impôt sur le revenu des personnes physiques (+2,9 milliards).

Globalement, les taxes sur les biens et services baissent de 14,3%, mais la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) a connu une hausse de 49,1%.

Par ailleurs, ayant été remplacées par la TVA, les recettes issues des taxes sur le chiffre d'affaires (TCA) tendent à disparaître progressivement. Aussi, la valeur apparente de celles-ci dans le tableau des recettes hors pétrole représente les arriérés et pénalités de retards des contribuables redevables.

#### Recettes hors pétrole

En miliards de teta	1994	1995	1998	96/95
Impôt sur les sociétés	24,9	42,7	45.0	5.4%
Impôt sur les personnes	33,9	35,5	35.2	-0,8%
dont IRPP & TC	29,6	31,6	34,5	9.2%
Taxes sur les biens & services	58,4	62,1	53,2	- 14,3%
dont TCA	44.9	19,0	1.7	- 91%
dont TVA	400	28,8	43,0	49,3%
Douanes	98,0	124.1	147,8	19.1%
Autres recettes	5,9	25,5	24,8	-2.7%
Total	221,1	289,9	306	5,6%
Emprynts	109,7	85,1	94	10,5%

Source Ministère des Financies

Toutes les diverses recettes classées dans la rubrique «Autres recettes» ont baissé de 2,7%.

Quant aux ressources d'emprunt, elles unt rapporté 94 milliards, soit 10,8% des ressources totales, alors qu'elles étaient prévues à 102 milliards.

#### III.2.2.2 ÉVOLUTION DES DÉPENSES

Les dépenses publiques diminuent de 4,7% par rapport à 1995 en dépassement de 22 milliards par rapport aux dotations initiales.

La réduction observée résulte uniquement de la baisse sensible du service de la dette puisque les autres composantes, le fonctionnement et l'investissement, ont augmenté.

#### Dépenses budgétaires

En milliards de fela	1994	1995	1996	96/95
Service de la dette	305,0	445,3	353,3	-20.7%
Fonctionnement	305,0	313,2	338,8	8,2%
Solde	150,2	161,7	168,4	4.0%
Monp	14,8	16.3	76.4	1,2%
Biens & services	110,0	110,2	132,4	20,1%
Transferts	30,0	25,0	21,6	-13,6%
Investissement	131,2	138,8	164,5	18,5%
Total	741,2	897,3	856,6	-4,5%

Source: Ministère des finances.

En effet, bien qu'en baisse de 20,7% par rapport à 1995, le service de la dette représente 41% des dépenses totales soit 353,3 milliards dont 46,7% d'intérêts Les dépenses de fonctionnement ont augmenté de 8,2% sous l'effet de la masse salariale (4%) et des biens et services (20%). Seules les dépenses de transferts ont baissé (-13,6%) dans le fonctionnement.

Les dépenses d'investissement, en hausse de 18,5%, ont été onentées vers la réalisation des infrastructures (32,8%), les secteurs sociaux (23,6%), le secteur productif (22,7%) et les autres secteurs (20,8%)

En milliards de fcfa	1994	1995	1996
Investissement total	131,2	138,8	164.5
dont financement extériour	41,3	44,6	61,0
Secteur productif	22,6%	20.2%	22,7%
Infrastructures	36,3%	38,4%	32,8%
Secteurs sociaux	13,0%	19,5%	23,6%
Autres	28,1%	21,9%	20,8%
Total	100,0%	100,0%	100,0%

Source Direction des Programmes d'investissement

## III.3 MONNAIE ET CRÉDIT

La baisse des taux de croissance aux Etats-Unis et au Japon et la stabilisation de la conjoncture dans la plupart des pays Européens au cours du second semestre, la détente des taux d'intérêt à court terme ainsi que la faible volatilité des principales monnaies des pays de l'O.C.D.E. ont été les principaux faits marquants de la conjoncture économique et monétaire internationale en 1996.

Sur le plan national, on a observe une hausse généralisée des agrégats monétaires à l'exception du crédit inténeur qui a régressé du fait d'un désengagement de l'Etat.

#### Situation monétaire

En milliards de Fcta	1994	1995	1996	96/95
RESSOURCES				
Disponibilités monétaires	188,7	216,3	260,8	20.6%
- Monnaie fiduciaire	76.9	100,7	110,9	10,1%
- Monnaie scripturale	111,8	115,6	149,9	29,7%
Quasi-monnaig	128.7	140.8	147.6	4.8%
Masse monétaire M2	317.4	357.1	408,4	14,4%
Ressources extra-monétaires	180.5	145.2	162.3	11,8%
Total ressources	497,9	502,3	570,7	13,6%
CONTREPARTIES DES RESSOURCES				
Avoirs extérieurs ners	66.1	21,6	99,7	361,6%
Crédit intérieur	431,8	480.7	471,0	-2,0%
Crédits à l'économie	214.9	254.6	254.9	0,1%
- Créances nettes / l'État	216.9	226.1	216,1	-4,4%
Total contreparties	497,9	502,3	570,7	13,6%

Source BEAC

estimation DGE

## III.3.1 LES RESSOURCES DU SYSTÈME MONÉTAIRE

A fin décembre 1996, le total des ressources s'est établi à 570,7 milliards enregistrant ainsi une progression de 13,6% contre 0,9% un an plus tôt. Cette évolution est imputable aussi bien aux disponibilités monétaires, à la quasi-monnaie qu'aux ressources extra-monétaires.

## III.3.1.1 LES DISPONIBILITÉS MONÉTAIRES

Les disponibilités monétaires qui comprennent les moyens de paiement les plus liquides de l'économie (monnaie fiduciaire et monnaie scripturale) ont crû de 20,6% contre 14,6% précédemment. Elles sont passées de 216,3 à 260,8 milliards sous l'effet d'une augmentation de la monnaie fiduciaire (+ 10,1%) et de la monnaie scripturale (+ 29,7%)

Leur poids dans la masse monétaire a atteint 64% en 1996 contre 60% en 1995, traduisant ainsi une plus forte préférence des agents économiques pour la liquidité.

#### La monnaie fiduciaire

C'est l'ensemble des billets et des pièces en circulation dans le public

Elle a augmenté de 10,1% en 1996, en recul par rapport à 1995 (+30,9%), passant de 100,7 à 110,9 milliards. Même si son poids dans la masse monétaire a légèrement reculé (27% contre 28% avant) au profit de la monnaie scripturale, il reste assez élevé

## La monnaie scripturale

Elle est composée des dépôts à vue dans les banques et centres de chéques postaux.

En décembre 1996, la monnaie scripturale s'est située à 149,9 milliards soit une hausse de 29,7% contre 3,4% en décembre 1995. Sa part dans la masse monétaire et dans les disponibilités monétaires est passée respectivement de 32% à 37% et de 54% à 57% au détriment des dépôts à terme.

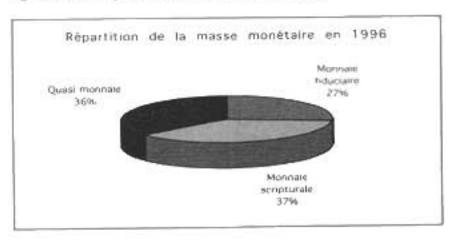
## III.3.1.2 LA QUASI-MONNAIE

Elle représente l'épargne liquide de l'économie et est composée des dépôts les plus stables de l'économie ; bons de caisse, dépôts à terme (3 mois minimum), comptes sur livrets. Elle a progressé de 4,8% contre 9,4% auparavant et s'est élevée à 147,6 milliards en décembre 1996 Elle n'a représenté que 36% de la masse monétaire au lieu 40% en 1995.

Les taux de couverture des crédits à l'économie et du crédit intérieur par la quasi-monnaie ont atteint respectivement 57,9% et 31,3% en 1996 contre respectivement 55,3% et 29,3% en 1995.

L'absence d'importants projets d'investissement et l'insuffisance d'emplois bancaires significatifs ont contribué au développement de l'épargne liquide amorcé depuis 1994. En décembre 1996, la masse monétaire s'est établie à 408,4 milliards contre 357,1 milliards en 1995, soit une expansion de 14,4% générée par une forte croissance des avoirs extérieurs nets et par une faible hausse des credits à l'économie

Le taux de liquidité de l'économie (M2/PIB) a stagne à 13,8% tandis que la vitesse de circulation de la monnaie (PIB/M2) est restée à 7,3 et est suffisamment élevée pour traduire une certaine inquiétude des agents économiques : la vitesse normale étant de 5.



Source BEAC

## III.3. 1.3 LES RESSOURCES EXTRA-MONÉTAIRES

Les ressources extra-monétaires représentent les ressources non monétaires du système bancaire et regroupent les emprunts extérieurs à moyen et long termes, les fonds propres des banques, les allocations de DTS et les autres postes nets.

En régression de 19,6% en 1995, les ressources extra-monétaires ont progressé de 11.8% un an plus tard. Cette évolution est essentiellement due à une forte amélioration du déficit des autres postes nets (comptes exigibles après encaissement, valeurs immobilisées nettes, comptes de résultats, titres et opérations interbancaires) qui est passé de -27 à -2,6 milliards en douze mois

Les allocations de DTS se sont relevés de 2,9% tandis que les fonds propres (compte de capital, provisions pour risques et charges) ont régressé de 4%.

## III.3.2 LES CONTREPARTIES DE LA MASSE MONÉTAIRE

Elles sont à l'origine de l'émission monétaire et sont constituées de l'ensemble des crédits distribués par le système bancaire à l'économie et à l'Etat augmenté du solde net des avoirs extérieurs. En 1996, les avoirs extérieurs nets se sont fortement renforcés apres une baisse en fin d'année 1995 tandis que le crédit intérieur a reculé sous l'effet d'une baisse des créances nettes à l'Etat.

#### III.3.2.1 LES AVOIRS EXTÉRIEURS NETS

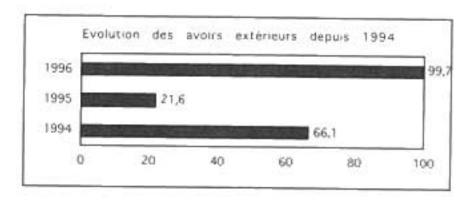
Ils ont été la principale origine de la croissance monétaire. De 21,6 milliards en 1995, les avoirs extérieurs nets ont plus que quadruplé pour s'élèver à 97,7 milliards en 1996. Cette reconstitution a été rendue possible grâce à l'amélioration de la position extérieure nette de la banque centrale et des banques commerciales.

Au niveau de la BEAC, les avoirs extérieurs nets sont passés de 27,2 à 69,5 milliards du fait d'une amélioration de 81% du solde créditeur du compte d'opérations qui a atteint 129,6 milliards en 1996 contre 71,6 milliards en 1995. Cette forte progression du solde du compte d'opérations s'est accompagnée d'une amélioration de 31,5% des réserves officielles.

Au niveau des banques créatrices de monnaie, la position extérieure nette est passée d'un déficit de 2,3 milliards à une situation créditrice de 34 milliards en douze mois les avoirs extérieurs bruts ont augmenté dans des proportions plus grandes que les engagements extérieurs.

Trois raisons peuvent justifier ce developpement des avoirs extérieurs nets :

- l'expansion des recettes d'exportation, principale source d'accumulation des réserves en devises;
- le ralentissement de la sortie des capitaux par les opérateurs économiques en liaison avec la mesure réglementaire adoptée le 31 janvier 1996 qui oblige les entreprises exportatnces de domicilier le produit de leur vente auprès des banques locales;
- lés concours extérieurs dont l'État a bénéficié en appui au programme d'ajustement structurel.



Source BEAC

#### III.3.2.2 LE CRÉDIT INTÉRIEUR

En 1996, le crédit intérieur a baissé de 2% contre une augmentation de 11,3% l'année précédente. Il s'est chiffré à 471 milliards contre 480,7 milliards auparavant. Cette régression est attribuable à une amélioration de la position nette de l'État vis-à-vis du système bancaire.

#### Les créances nettes sur l'État

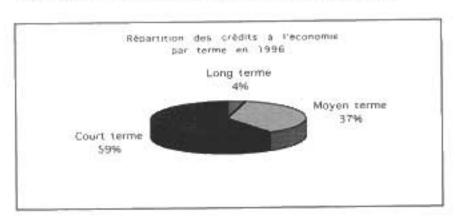
De décembre 1995 à décembre 1996, les créances nettes sur l'Etat sont passées de 226,1 à 216,1 milliards, baissant ainsi de 4,4%. Ce désendettement net de l'Etat s'est produit sous l'effet conjugue d'une augmentation de 34,6% des dépôts de l'Etat et une baisse de 5,4% de ses créances envers les banques.

Au cours de l'année 1996, l'Etat a réalisé un effort de règlement de ses engagements tant internes qu'externes. Le montant encore élevé de sa dette interne découle de la dette moratoriée ( dette non bançaire rachetée par les banques commerciales avant 1991) que l'Etat traîne toujours avec lui.

#### Les crédits à l'économie

A 254,6 milliards en 1995, les crédits à l'économie ont légèrement progressé de 0,1% pour se situer à 254,9 milliards en décembre 1996. Cette évolution est venue des crédits à court terme et des crédits à long terme qui ont augmenté respectivement de 27,8% et 2%. Les crédits à moyen terme ont par contre régressé de 26%.

Le poids des crédits à court terme dans l'ensemble des crédits à l'économie à été porté à 59% contre 46% précédemment au dépend de celui des crédits à moyen terme qui ne représente plus que 37% contre 50%, il y a un an. Celui des crédits à long terme a stagné à 4%.



Source BEAC

Le secteur prive a été le principal benéficiaire des crédits à l'économie en absorbant 231,6 milliards soit 91% de l'ensemble des crédits à l'economie. Le poids des crédits affectés aux entreprises publiques est passé de 4% à 6% en 1996.

#### III.3.3 LA POLITIQUE MONETAIRE

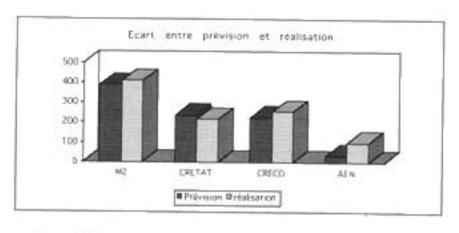
La programmation monétaire de février 1996 a permis d'établir des prévisions monétaires pour l'année qui obéissent aux grandes lignes du nouveau programme d'ajustement structurel appuyé par le FMI pour une dunée de 3 ans. L'objet principal est de contrôler la création monétaire, de limiter le crédit inténeur (surtout les créances nettes sur l'État) et de lutter contre l'inflation.

L'objectif du programme révisé avec le FMI était de limiter la masse monétaire à 385,6 milliards à fin décembre soit un taux de progression de fin de période de 8%. La vitesse de circulation de la monnaie ne devart pas dépasser 3,9.

Cette création monétaire devait être générée par une hausse de 4,5% des crédits à l'économie et de 1,6% des avoirs extérieurs nets. Les créances nettes sur l'Etat devaient enregistrer une faible augmentation de 0,6%.

En lin de période, la masse monétaire a enregistré une forte expansion (14,4%) et s'est chiffrée à 408,4 milliards, dépassant ainsi les objectifs de 22,8 milliards, en raison d'une forte progression des avoirs exténeurs nets et d'une légère augmentation des crédits à l'economie. La vitesse de circulation de la monnaie a atteint 7,3.

Cette création monétaire, bien que dépassant les prévisions, est saine puisqu'elle provient d'un renforcement des avoirs exténieurs nets.



Sources BEAC at projections des serviers du FMI

#### La politique des taux d'intérêt

Elle a pour objectif de lutter contre la déténoration du compte d'opérations et de contenir les tensions inflationnistes nées de la dévaluation du Ecla et de l'instauration de la TVA

La persistance des tensions inflationnistes et l'effritement continu des avoirs en compte d'opérations constatés en fin d'année 1995 avaient conduit les autorités monétaires de la zone d'émission à relever les taux d'appels d'offre de 8 à 8,6% et les taux de prise en pension de 10 à 10,75%.

Ces taux sont restés inchangés durant tout le premier trimestre 1996. Ils ont été révisés à la baisse en avril 1996 pour être ramené respectivement à 8.2% et 10.2%, puis à 8% et 10% en mai et à 7,75% et 9,75% en octobre.

Le taux de rémunération des dépôts spéciaux a été ramené de 4,5 à 4% en avril pour descendre à 3,9% en mai.

Le taux créditeur minimum est passé de 5,5% à 5% en octobre.

Les taux de pénalité aux banques et les taux d'avance aux trésors nationaux sont restés stables tout au long de l'année 1996. Quant aux taux d'intérêt sur placements, ils ont été réaménagé le 6 mai puis le 16 octobre 1996.

	TIAO	TIPP	TPE	TDM	TCM	TATN	TPTHP	TRD5
avril 96	8,2	10,2	15	TP8 + 7%	5,5	8	10,5	4
mai. 96	8	10	15	TPB - 7%	5,5	8	10.5	3,5
jullet 95	.8	10	15	TPB + 7%	5,5	8	10,5	3,5
oct. 96	7.75	9.75	15	TPB + 7%	5	8	10,5	3,5

Source BEAC

Les taux d'intérêt sur placements (T.I.S.P.), dans le cadre des appels d'Offres Négatifs ont été réaménages comme suit pour compter du 16 octobre 1996 :

Placements à 7 jours : 3,0% au lieu de 3,3%

Placements à 28 jours : 3,0% majoré de 1/16° de point. Placements à 84 jours : 3,0% majoré de 1/8° de point.

#### III.3.4 LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

En décembre 1996, un montant global de 437,1 milliards de crédits bancaires à été recensé par la centrale des risques de la BEAC contre 450,4 milliards en 1995 soit un recul de 2,9% du fait d'une régression de 10,7 % des crédits à long et moyen termes. Les crédits à court terme ont enregistré une hausse de 8,9%. Ces concours ont été inégalement repartis entre les secteurs économiques.

## Le secteur primaire

Il regroupe les activités agricoles, l'exploitation forestièm et la pêche Les concours à ce secteur se sont établis à 19,4 milliards contre 18,4 milliards en décembre 1995, soit une progression de 5,4%. Ceux consentis à long et moyen termes ont progressé de 13,9% et sont passés à 7,9 milliards un an plus tard sous l'effet d'une hausse des crédits à l'agriculture (28,6%), des crédits à la pêche (16,7%) et à l'exploitation forestière (12,1%). Par contre, les crédits alloués à court terme ont légèrement reculé de 1% passant de 10,5 milliards en décembre 1995 à 10,4 milliards en décembre 1996.

L'exploitation forestière demeure la principale bénéficiaire avec 78,4% contre 74,5% en 1995

Cependant, l'ensemble du secteur reste encore marginal dans l'économie et n'a absorbé que 4,4% de l'ensemble des crédits recensés contre 4,1% un an plus tôt.

#### Le secteur secondaire

Les mines, les industries de transformation, l'eau et l'électricité, les bâtiments et les travaux publics ont absorbé 24,5% des crédits à court terme et 10,9% des crédits à moyen et long termes contre respectivement 28,7% et 21,4% en 1995. Le montant global des crédits alloués à ce secteur s'est chiffré à 74,1milliards, soit 16,9% de l'ensemble contre 109,5 milliards (24% du total) en 1995.

Ce recul est imputable au secteur pétrolier qui a vu ses concours passés de 53 milliards à 20 milliards et dont les entreprises ont remboursé des dettes à la suite du rapatriement partiel de leurs ressources précèdemment détenues à l'extérieur.

#### Le secteur tertiaire

Ce secteur comprend le commerce de distribution, le commerce d'exportation et les services. Avec 57,8% de l'ensemble des crédits distribués, il a été le principal bénéficiaire des concours bancaires en décembre 1996 en recevant 252,9 milliards contre 248,3 milliards en décembre 1995.

Cette augmentation est venue des crédits à court terme qui ont augmenté de 9,8% passant de 77,9 à 85,4 milliards du fait des concours aux services (+21%) et au commerce de distribution (+5%). Ceux du commerce d'exportation ont été en baisse de 14%.

Les crédits distribués à ce secteur à moyen et long termes ont régresse de 1,6% et sont revenus à 167,5 milliards contre 170,3 milliards précédemment sous l'effet d'un recui de 1,9% de l'encours des services.

Les crédits alloués aux particuliers et aux divers sont en augmentation de 22,5% et sont passés de 73,5 milliards en 1995 à 90,1 milliards en 1996 soit respectivement 16,8% et 20%.

Le rythme de croissancii des agrégats monétaires a été plus élevé en 1996 qu'en 1995 à l'exception du crédit intérieur qui a reculé après avoir augmenté l'année précédente.

## Grandeurs Macro-économiques

On a noté un effort de désengagement de l'Etat vis-à-vis des banques commerciales.

Les avoirs extérieurs nets ont fortement crû marquant ainsi un regain des activités exportatrices.

La rigueur au niveau de la politique monétaire s'est poursuivie pour tenir compte des recommandations du FMI.

#### **III.4 LA BALANCE DES PAIEMENTS**

Le solde global de la balance des paiements en 1996 s'est amélioré par rapport à l'année 1995. Il passe de -215 milliards en 1995 à -130 milliards en 1996. Toutefois, il reste encore important du fait de la situation défavorable des mouvements de capitaux en raison du paiement de la dette extérieure.

#### III.4.1 LA BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES

La balance des paiements courants fait ressortir un solde excédentaire estimé à 108 milliards de F CFA en 1996 contre seulement 49,9 milliards en 1995. Cette performance est due en grande partie à l'amélioration sensible du solde commercial au cours de cette année malgré le déficit traditionnel des comptes des services et des transferts sans contreparties.

#### La balance commerciale

En 1996, la valeur nominale des exportations s'est accrue de 21%. Cette augmentation est imputable au pétrole qui a augmenté ses recettes d'exportation de 23% et qui représente en 1996 environ 80% des exportations générales, le manganèse, l'uranium, le bois, le café, le cacao, les produits de SOGARA, le caoutchouc naturel constituant les 20% restants.

Les ventes de pétrole connaissent une progression très régulière depuis 1994 en raison de la hausse sensible en volume de la production (18,27 millions de tonnes contre 18,1 en 1995), de la bonne tenue du cours du dollar américain en F.CFA (511,60 contre 499 en 1995) et de la tendance à la hausse du prix du baril de pétrole (en moyenne 19,6\$ contre 16,5 en 1995. Les recettes d'exportation du manganèse et du bois sont également en augmentation respectivement de 17% et 11%.

Les importations augmentent en valeur depuis 1994 et s'établiraient en 1996 à 496 milliards de F.CFA dont 390 milliards d'importations du secteur hors pétrole. A ce niveau, le volume des biens importés s'est accru plus que proportionnellement entre 1995 et 1996 (5% contre 1,9% entre 1994 et 1995). La croissance de la valeur des marchandises achetées à l'extérieur reste largement couverte par les exportations, soit un taux de couverture de 321%.

En milliards de FCFA	1994	1995	1996*	96/95
Exportations (fob)	1313	1319	1592	20,7%
Importations (fob)	431	448	496	10,71%
Balance commerciale	882	871	1096	25,83%
Taux de couverture	305	294	321	9,18%

Source B.E.A.C. \* instringtion

#### La balance des services

Les frais de services s'élèvent en 1996 à 1030 milliards de FCFA contre 154 milliards pour les recettes de services soit un solde négatif de 876 milliards. Les dépenses de services les plus considérables sont celles relatives aux revenus des investissements (456 milliards dont 152 milliards de dépenses au titre du remboursement des intérêts de la dette extérieure publique et 304 milliards pour celui des intérêts de la dette extérieure privée). Il faut remarquer qu'à ce niveau, les charges de l'État en matière de remboursement des intérêts sur la dette ont diminué en 1996 contrairement à 1995 où l'amortissement était plus important sort, 167 milliards.

## La balance des transferts sans contreparties

Constamment déficitaire, le solde du poste « transferts sans contreparties » (-111 milliards en 1996 contre -99 milliards en 1995) est fortement lié aux règlements affirents au secteur privé dont 105 milliards au titre des économies sur salaires. Les transferts privés en provenance de l'extérieur sont quasiment insignifiants. Depuis 1990, ils varient entre 0,5 milliards et 3 milliards. Par contre, les transferts unilatéraux publics constitués pour la plupart de ceux destinés directement à l'Etat gabonais (dons courants, projets d'investissements et assistance technique sont restés toujours excédentaires entre 1990 et 1994. Depuis 1995, on constate que le solde de ce poste est négatif et se situe à 7,2 milliards en 1995 et 996. Cette situation est due à la baisse des dons reçus par l'Etat au cours de ces deux années (5,1 milliards alors qu'ils avaient atteint 40 milliards en 1994).

## III.4.2 LA BALANCE DES CAPITAUX

La balance des capitaux a enregistré un solde déficitaire moins important estimé en 1996 à -239 milliards contre -265 milliards en 1995, ce qui représente une diminution du déficit d'environ 10%. Le déficit du solde représente pour une grande partie les remboursements au titre des capitaux empruntés auprès des Institutions financières internationales publiques et privées. En 1996, 102 milliards de F.CFA de capitaux publics à long terme ont été tirés dans le cadre des prêts programmes et des prêts projets. En 1995, ce montant s'établissait à 83 milliards. D'une manière globale, les tirages publics et privés ont été estimés à 208 milliards. Le regain d'activité amorcé par l'économie comme le démontre les taux de croissance en terme réel, 3,8% en 1995 et 3,2% en 1996, ont incité à la hausse les participations au capital des entreprises.

Au niveau des échéances à court terme, on a observé une aggravation d'environ 27% du déficit du solde. Il s'est établi à -57 milliards contre -45 milliards en 1995.

#### III.4.3 LA BALANCE GLOBALE

L'amélioration du déficit global de la balance des paiements 1996 (130 milliards en 1996 contre -215 milliards en 1995, soit une réduction
du déficit d'environ 40%) a un lien direct avec la reprise économique
entamée au Gabon qui, se caractérise notamment par l'augmentation
en valeur des exportations des biens et des investissements aussi bien
dans le secteur pétrolier que le hors pétrole.

Le déficit de la balance globale sera financé pour une grande partie par des financements exceptionnels notamment par des rééchelonnements (environ 151 milliards) et par des annulations (22 milliards) obtenus auprès des créanciers exténeurs. Le reliquat sera résorbé par la variation des réserves (-24,3 milliards).

En milliards de ECFA	1994	1995*	1996*	96/95
1. Transactions courantes	206.9	50	108,0	116 %
A. Biens et services	277,9	149	219	47 %
a. Biens	903	871	1095	26 %
b. Services	-625.1	-722	-B76	21,3 %
B. Transferts sans contreparties	-21	-99	-111	244.022404
2. Mouvements des capitaux	-274,9	-265	-238	12,1 %
A. Long terms	-146,5	-220	-181	-10,2 %
B. Court terme	-128.4	-45	-57	+17,73 %
3. Erreurs et omissions	-21,2			
4. Balance globale	-89,2	-215	-130	26,7 %

Sources BEAC, FMI. \* Estimations

## III.5 L'EMPLOI, LES SALAIRES, ET LES PRIX

En 1996, le niveau général de l'emploi dans le secteur moderne enregistre une hausse moins importante que l'année antérieure. Cela s'explique par la maîtrise des effectifs dans la fonction publique et la légère augmentation des effectifs dans le secteur privé. Les effectifs globaux sont passès de 97 503 en 1995 à 98 448 en 1996 soit une augmentation de 1%. Le niveau général des prix bien qu'ayant franchi le seuil de 3% en glissement annuel souhaité par les institutions de Bretton Woods pour l'année 1996 a retrouvé son rythme de croissance modéré d'avant la dévaluation du franc cfa.

#### III.5.1 L'EMPLOI

L'emploi salarié global distingue l'emploi du secteur public de l'emploi du secteur privé. L'emploi public comprend les effectifs de l'Administration centrale y compris la main d'œuvre non permanente et le personnel des collectivités locales.

L'emploi privé est constitué des effectifs de l'ensemble du secteur productif moderne y compris le secteur parapublic.

#### III.5.1.1 LE SECTEUR PUBLIC

Après avoir observé des hausses de 4% et 5% en 1994 et 1995, l'emploi public marque le pas en 1996, il passe de 47 626 en 1995 à 47 386 agents en 1996, ce qui constitue un léger recul de 0.1% imputable aux 1 160 départs à la retraite de la Fonction Publique. Ces radiations ont principalement eu lieu dans les administrations de souveraineté (-5%), l'administration générale (-3%) et les administrations de développement (-2%).

Cette tendance baissière masque toutefois les hausses de 8% et de 1% des effectifs des administrations économiques et de l'éducation.

#### III.5.1.2 LE SECTEUR PRIVÉ

En dépit des licenciements intervenus dans les entreprises parapubliques en restructuration, la situation de l'emploi dans le secteur privé connaît une embellie pour la deuxième année consécutive, elle reste marquée par la poursuite des embauches dans les BTP, la filière bois, les entreprises de prestation des services et la société de production d'eau et d'électricité qui ont entraîné une hausse de 2% des effectifs du secteur qui passent de 49 877 en 1995 à 51 062 en 1996.

#### III.5.2 LES SALAIRES

La masse salariale globale observe une croissance modérée de 3% comparativement à celle de 9% observées en 1995. Elle s'élève à 731,79 milliards contre 708.68 en 1995.

#### III.5.2.1 LE SECTEUR PUBLIC

La masse salariale du secteur public a crue de 3% en 1996, elle s'élève à 240,15 milliards en 1996 contre 232,13 en 1995. Cette progression modérée pour la deuxième année consécutive est le résultat des efforts de maîtrise de la progression des effectifs et d'un meilleur contrôle des départs à la retrarte de la fonction publique. Toutefois, les glissements catégoriels, notamment par promotion à titre exceptionnel, explique l'évolution à la hausse des traitements alors que les effectifs stagnent.

#### III.5.2.2 LE SECTEUR PRIVÉ

En 1996, la masse salanale du secteur privé est en haussir de 3% passant de 476,55 milliards en 1995 à 491,64 en 1996. Cette augmentation provient des glissements catégoriels et des recrutements enregistrés cette année.

#### III.5.3 LES PRIX

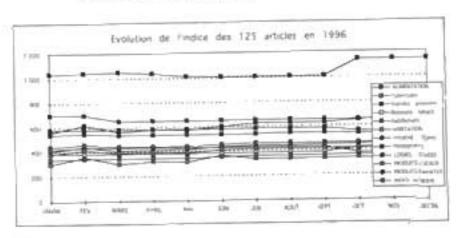
L'évolution des prix à la consommation à Libreville est mesurée par deux indices :

- L'indice général des 155 articles (Base 100 en juin 1975), représentatif de l'évolution des prix pour les ménages à hauts revenus qui privilégie les produits importés disponibles dans les grandes surfaces.
- L'indice général des prix des 125 articles (Base 100 en juin1975), représentatif de l'évolution des prix des biens et services consommés par les ménages à revenus modestes. Il privilègie les produits locaux : notamment les produits alimentaires disponibles sur les marchés.

L'année 1996 marque le retour à un taux d'inflation moyen a un chiffre après la flambée des prix observée en 1994 et, dans une moindre mesure en 1995 suite au changement de parité du franc cfa et à l'instauration de la taxe sur la valeur ajoutée.

A l'inverse des deux années précédentes, les prix des produits locaux augmentent plus vite que ceux des produits importés, ce qui a entraîné une inflation de l'indice des 125 articles légèrement plus forte que celle des 155 articles.

## III.5.3.1 L'INDICE DES MÉNAGES À FAIBLES REVENUS (INDICE DES 125 ARTICLES)



L'indice des 125 articles s'est établi en Décembre 1996 à 459,7 contre 435,8 en Décembre 1995, soit un glissement annuel de 5,5%

Cette hausse est imputable aux prix des produits d'origine locale qui croissent de 11,5% alors que les prix des produits importés reculent de 2,7%.

Les prix des produits alimentaires (le poisson et les tubercules) et ceux des produits vestimentaires (en hausse de 6,1%) sont à l'origine de la forte hausse des produits locaux. L'indice du poste « Viandes-poissons » s'est élevé au rythme moyen de 1,3% par mois pour s'établir à 688,5 en Décembre contre 549,4 en Décembre 1995 soit une forte hausse de 25.3%.

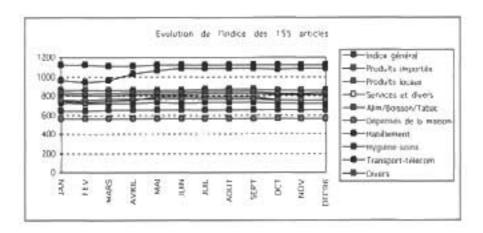
Les prix du transport, de l'habitation, et des loisirs et divers accusent des chutes respectives de 7%, 8% et 6%. Les prix des transports baissent à la laveur de la rude concurrence que se livrent les opérateurs formels et informels de la branche depuis la fin du bitumage de l'axe Libreville-Lambaréné.

La moyenne annuelle de l'indice général des 125 articles est de 449,95 en 1996 contre 431,2 en 1995, soit une hausse de 4 35%.

## III.5.3.2 L'INDICE DES MENAGES À HAUTS REVENUS (INDICE DES 155 ARTICLES)

L'indice géneral des 155 articles de Décembre 1996 est en hausse de 1,1% par rapport à Décembre 1995.

Cette hausse modérée provient des biens importés qui s'élèvent de 0,9% alors que les prix des produits locaux croissent de 3,5%.



Source DGSSE

## Grandeurs Macro-économiques

Les prix des produits alimentaires et ceux des dépenses qui constituent l'essentiel des produits consommés par les ménages à hauts revenus en faibles hausses respectives de 1.6% et 0.4% sont à l'origine de la faible inflation des prix des produits importés. Les produits alimentaires subssent le mouvement de substitution de la consommation de certains produits importés par des produits locaux, ce qui contraint les grandes surfaces à diminuer les marges pour préserver leur part de marché.

En moyenne annuelle, l'indice des 155 articles s'est établi à 812,24 contre 781,6 en 1995 soit une augmentation de 3.9%.

QUATRIÈME PARTIE

## Perspectives 1997 - 1998

#### IV PERSPECTIVES 1997 - 1998

## IV.1 LA CONJONCTURE MONDIALE EN 1997

## IV.1.1 LA SITUATION INTERNATIONALE

En 1997, la situation économique mondiale devrait s'améliorer Le FMI prévoit en moyenne une croissance de 4 % contre 3,8 % en 1996 qui serait plus équilibrée entre les différentes zones du globe.

L'activité sera soutenue aux USA ainsi qu'au Japon. L'Europe verrait sa croissance démarrer véritablement conforté par l'investissement des entreprises; la croissance se poursuivrait dans les pays émergents

Aux USA, le dynamisme de la consommation, résultante de la bonne tenue de l'empioi et de leurs revenus, le bon comportement du secteur immobilier et l'optimisme des entrepreneurs sont les facteurs de la croissance soutenue prévue pour 1997

Au Japon, la poursuite du redressement des exportations liées à une meilleure compétitivité des entreprises d'une part et la reprise de l'investissement productif d'autre part sont les points forts de la consolidation de la reprise, amorcée en 1995.

En Europe, le raffermissement de l'investissement productif laisse présager de la poursuite de la croissance après la pause de l'activité observée en fin d'année 1996.

Dans les pays de l'Europe de l'Est, la croissance se maintiendrait au rythme actuel.

En Asie, La croissance progresserait à un rythme toujours soutenu en 1997, proche de 8%, malgré les politiques monétaires restrictives mises en œuvre dans certains pays pour combattre la surchauffe de l'activité et la montée des déficits des paiements courants

En 1997, la croissance en Amérique latine, après la reprise modérée de 1996 rie s'accélérerait que légerement du fait de l'orientation plus restrictive des politique économique et de la plus grande sélectivité des investissements étrangers.

En Afrique sub-saharienne, la croissance, proche de 4% en 1996, devrait se ralentir en 1997, du fait des cours moins favorables des matières premières et du durcissement des politiques d'ajustement.

Dans la zone franc, la croissance se stabiliserait en 1997. Cependant les écarts de performance entre les pays de la zone demeurent importants.

## IV.1.2 L'EVOLUTION DES MARCHÉS MONDIAUX EN 1997

L'année 1997 serait marqué par l'évolution contrasté des cours des produits de base.

#### Le pétrole

L'affaiblissement de la demande de pétrole et une légère augmentation de l'offre mondiale entraîneraient une baisse des cours du brut sur l'ensemble de l'année 1997.

#### Le sucre

Le cours du sucre pourrait encore s'éroder en raison de la taille énorme des réserves mondiales, environ 50,6 Mt, soit 42,27% de la consommation mondiale annuelle. Cependant, la Chine et l'Inde pourraient atténuer la chute des cours, au regard de l'importance des achats chinois sur le marché libre et du contrôle strict de ses exportations par l'Inde.

#### Le caoutchouc

En 1997, le prix du caoutchouc se stabiliserait. Cependant, le rôle de l'Asie restera déterminante dans le marché mondial du caoutchouc, tant au plan de la production qu'à celui de la consommation et s'imposera pour la fixation des prix du caoutchouc, de façon croissante jusqu'à l'an 2000.

#### Le café

La récolte mondiale de café devrait s'accroître de plus de 16%, en raison d'une forte progression de la production brésilienne. Ainsi, l'organisation prévoit une production 96/97 de 99,7 millions de sacs (Ms) de 60 kg (contre 85,6 Ms en 95/96), au regard d'une consommation mondiale prévue à 100,6 Ms (100,2 Ms en 95/96), il en résulterait un déficit mondial réduit à 1,2 Ms par rapport aux 16 Ms de 95/96.

#### Le cacao

La campagne 96/97 de cacao connaîtrait un déficit de 100 000 à 230.000 T de fèves, ce qui correspond à une réduction de l'offre d'environ 11%. La production mondiale serait alors de 2,485 Mt, au regard de 2,706 Mt de cacao de broyages mondiaux liés à la consommation accrue en Europe et en Extrême-Orient, entraînant de ce fait, une hausse graduelle des cours du cacao.

#### L'huile de palme

Le resserrement général des disponibilités en graines oléagineuses et en huiles végétales prévu en 96/97 a permis le raffermissement des prix de l'huile vers la fin de l'année 1996. Ce raffermissement se poursuivra en 1997.

## IV.2 LE CONTEXTE NATIONAL

En 1997, l'activité économique sera encore tributaire de la mise en place de réformes structurelles et de mesures de politiques économiques aptes à relancer l'activité économique.

#### IV.2.1 L'ÉVOLUTION PRÉVISIBLE DES DIFFÉRENTS SECTEURS

#### Mines et pétrole

En 1997, les opérateurs du secteur pétrolier comptent poursuivre l'effort sismique et le développement des champs. Une dizaine de forages est prévue. Pour les opérateurs, l'activité pétrolière est à sa sixième année sans découverte majeure. La production en 1997 se maintiendrait au même niveau qu'en 1996 . D'ici l'an 2003, la production de pétrole serait de moins de 10 millions tonnes par an.

#### Uranium

Les ressources de la COMUF ne devraient plus excéder trois années d'exploitation au rythme d'enlèvement actuel (550 tonnes/an). L'exploitation d'uranium pendrait fin dans le courant de l'année 1999.

La production et les exportations en 1997 devraient être de 550 tonnes et le prix de vente devrait baisser de 4,32 % par rapport à l'année 1996. Les investissements seraient consacrés à la reconversion du personnel et à la réhabilitation du site. Les effectifs prévisionnels devraient décroître pour passer de 350 personnes actuellement à 150 personnes à mi 1998 et à 15 personnes en fin 1999.

#### Manganèse

En 1997, la production serait la même que celle de 1996. Les ventes en volume et le prix de vente moyen seraient en légère hausse respectivement de 2,63 % et 1,75 % par rapport à l'année 1996. Les investissements seraient en hausse de 40 % en 1997 par rapport à l'année 1996.

La COMILOG souhaiterait diversifier ses activités avec :

- la mise en place d'une usine de Ferro-manganèse pour un coût de 80 milliards de francs CFA;
- la concession de l'exploitation du chemin de fer Transgabonais en cas de privatisation.

#### Bois

En 1997, le marché des grumes serait porteur avec un dollar estimé à 570\$. Les prix pourraient augmenter.

La production de grumes en 1997 se situerait autour de 3 millions de mètres cubes, toutes essences confondues.

L'évacuation des grumes a été fortement perturbée au cours de l'année du fait de l'Octra. Cette situation en 1997 s'améliorerait grâce à de meilleures prestations de l'Octra

## Agriculture

Le programme d'activité de l'IGAD en 1997 et dans les prochaines années accentuera le développement de la petite entreprise agricole privée au Gabon par de nouveaux projets tels que la création de centres d'apprentissage aux métiers agricoles en province, d'une cellule de crédit et d'un programme de transformation agro-alimentaire.

D'autre part, les projets existants seront poursuivis et de nouvelles opérations seront initiées, tels que le développement de la production fruitière, l'appui à la commercialisation.

Pour 1997, AGRIPOG prévoit une augmentation de 16,7 % de sa production, de 66,66% des ses investissements, de 20,9% de son chiffre d'affaires et une hausse du prix de ses produits de l'ordre de 9%.

#### Café, cacao

Pour la campagne 1996-1997, la société prévoit une hausse de la production de 8,7% pour le café et de 18,2% pour le cacao. L'objectif pour la SOCAGAB en 1997 est d'utiliser 75 % de ses capacités de production qui sont de 65% en 1996, en hausse de 18,2% par rapport à 1995.

## Hévégab

Pour 1997, l'objectif est de produire et d'exporter 10 098 tonnes de caoutchouc

## Élevage

En 1997, les perspectives de développement de l'élévage en ranches demeurent favorables. Il est prévu le renouvellement du matériel d'exploitation des ranches, l'acquisition du matériel de transport du bétail, la réhabilitation de l'abattoir (construction d'une chambre froide). Le cheptel pourrait retrouver le niveau de 1995 (36 000 têtes) grâce au renforcement du suivi médical.

#### Pêche

La société Amerger souhaite accroître sa production en 1997 et voir le projet de la création de la zone franche à Port-Gentil aboutir.

## Agro-alimentaire

Après la suppression des demières mesures de protection de certaines industries agro-alimentaires dans le cadre de la libéralisation de l'économie (levée des restrictions quantitatives sur les importations de sucre, suppression de la surcharge sur un certain nombre de produits sélectionnés et baisse de la surtaxe temporaire de 30% à 20%), 1997 risque d'être une année très difficile pour les industries agro-alimentaires, à l'exception de la production meunière qui pourrait sortir de la léthargie dans laquelle elle se trouve depuis la dévaluation de 1994.

## Industrie du bois

L'absence d'une charte (ou code) des investissements et du code forestier retardent la réalisation de certains projets comme celui de l'usine de placages de la SBL/TRB dans la Province de l'Ogooué-Lolo. Le nombre d'usines pourrait passer en 1997 de trois à quatre (4) si l'usine de placages Lutexfo/Soforga installée à Doumé (à 35 km de Lastourville) démane effectivement ses activités en 1997.

#### SOGARA

Les perspectives de la société en 1997 seront fonction du prix du baril sur le marché international. La SOGARA est en négociation avec les pouvoirs publics pour une indexation des prix sorti usine sur le prix du brut afin d'atténuer les effets des fluctuations erratiques du dollar et du prix du baril sur les resultats.

#### Industrie de transformation

En 1997, A l'exception des autres produits dans la branche des industries chimiques et des industries de seconde transformation, les autres industries pourraient enregistrer une amélioration de l'activité. C'est notamment le cas des matériaux de construction qui bénéficieront une fois de plus de la poursuite des travaux d'aménagement du réseau routier.

#### Transport aérien

Ce taux de croissance pourrait être de 4,5% en 1997

Le trafic passager se situerait à 659 570 personnes en 1997 et le fret à 15 312 tonnes.

#### **OPRAG**

Le taux de croissance pourrait être de 4% en 1997.

#### BTP

Pour l'année 1997, Le chiffre d'affaire s'accroîtrait de 11,5%. La performance du secteur proviendrait en majorité des travaux publics et du génie civil qui représentent en moyenne 58% du chiffre d'affaires.

L'évolution des BTP, comme par le passé, dépend en grande partie des investissements publics. Malgré l'achévement du bitumage et de la réhabilitation de plusieurs tronçons de routes, le secteur devrait être soutenu en 1997 entre autres, par les travaux d'assainissement de la ville de Libreville et le démarrage probable de la route Ndjolé-Mitzic

#### Hôtels

En 1997, la conjoncture hôtelière sera étroitement liée à la situation du tourisme. Toutefois, le regain d'activité observé en 1996 pourrait se poursuivre en 1997.

#### Autres services

En 1997, les possibilités de développement du secteur sont certaines. Plus de 60% de dépenses d'immobilisations ont été consacrées à l'achat de machinene et d'équipements. Cette proportion est un peu plus élevée dans les services informatiques, d'expertise et bureaux de contrôle qui ont servi de levier au secteur.

#### La SNI

Pour l'année 1997, le chiffre d'affaires pourrait enregistrer une baisse d'environ 30% par rapport a 1996. Cette régression s'explique par la sortie du parc immobilier de la SNI des logements et parcelles en fin de traites de cession.

## Imprimerie

L'activité ne connaîtrait pas de croissance notable en 1997

# Presse et édition

En 1997, l'activité de cette branche pourrait plutôt se stabiliser à cause de la baisse de l'activité "libraine scolaire et genérale".

# Les banques

Le secteur bancaire renterme encore des possibilités de développement notamment avec une plus grande mobilisation de l'épargne.

Parmi les secteurs qui offrent encore de fortes potentialités, nous pouvons citer l'immobilier (notamment le logement), dont les effets d'entraînement sont importants. Le développement du secteur des transports pourrait relancer le crédit automobile. Certains opérateurs espèrent un plus grand dynamisme avec l'évolution du programme des privatisations.

# IV.2.2 LE PIB PRÉVISIONNEL

## I. L'OFFRE

	1996	1997	1998
BRANCHE PETROLE  Production de pétrole (Mt)  Prix du baril de petrole en \$  Taux de change du dollar en F.cfa	18 277 19,6 511,6	18 300 18,2 525	18 300 16,8 528,4
BRANCHE HORS PETROLE  Exportations de manganèse (1 000 T)  Prix de vente du manganèse \$/torine Exportations d'uranium en tonnes  Prix de vente de l'uranium en Ecfa/kg Export. De grumes en 1000 m²  Okoumé  Prix export Okoumé en f.cfa /m²  Ozigo  Prix export Ozigo en f.cfa /m²  Bois divers	2063 75 600 23515 2351 1788 80738 119 58537 444	2000 75 550 22500 2940 2200 83160 150 62014 590	2000 75 550 20 000 3002 2248 85655 153 65363
Prix export bois divers en f.cfa /m²	113 550	11	7 411

Source DGE

#### IV.2.2.1 LES SECTEURS TRADITIONNELS D'EXPORTATION

La production de pétrole devrait varier en moyenne de 2% de 1997 à l'an 2000 tandis que le prix du baril en dollar pourrait baisser d'environ 7% en 1997 et connaître une chute de 7,7% en 1998.

La COMILOG prévoit une stagnation de la production de manganèse à deux millions de tonnes de 1997 à l'an 2000, alors que la production d'uranium devrait diminuer à partir de 1997 et être nulle au début du troisième millénaire.

Le secteur bois pourrait significativement accroître ses exportations de grumes en 1997 (+23%) avec l'arrivée sur le marché de nouveaux producteurs. Celles-ci devraient ensuite augmenter d'environ 2% par an jusqu'à l'an 2000.

#### IV.2.2.2 LES AUTRES SECTEURS

La mise en place d'un environnement politique, juridique et administratif devrait relancer dès 1997, la confiance des chefs d'entreprises ainsi que l'activité économique dans les secteurs tournés vers la demande intérieure.

#### II. LA DEMANDE

L'investissement devrait constituer le moteur de la croissance sur la période 1997-2000, sous l'impulsion de l'investissement privé hors pétrole dont le volume augmenterait à un rythme élevé (en moyenne 25% par an).

L'augmentation de la consommation des ménages pourrait reculer en 1997 (3,1% contre 4,1% en 1996) avant de connaître une accélération à partir de 1998 (5,5%). Concomitamment, celle des administrations amorcerait un repli en 1997 (3,3%) inhérente à la politique de rigueur budgétaire, baisse qui devrait se poursuivre au delà de 1998 (2,1%).

#### III. LA CROISSANCE GLOBALE

Sur la période 1997-2000, on peut s'attendre à une croissance réelle régulière de 3,5% en 1997 à 3,9% en l'an 2000, sous réserve d'un raffermissement de la demande extérieure qui pourrait entraîner une expansion des exportations non pétrolières (bois, caoutchouc et manganèse).

L'évolution du secteur hors pétrole déterminerait pour une large part les performances économiques du Gabon jusqu'à la fin de la décennie. La valeur ajoutée de ce secteur aux prix de 1991 devrait passer de 3,9% en 1996 à 6,1% en 1997 pour atteindre une croissance de 6,6% en 1998.

#### IV.2.3 LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

#### IV.2.3.1 LES OBJECTIFS

Le maintien de la croissance (génératrice d'emplois et de recettes budgétaires) enregistrée au cours des deux années précédentes (taux moyen de 3.5% en terme réel) et l'amélioration des finances publiques demeurent les objectifs fondamentaux de la politique budgétaire pour les deux années à venir.

Pour ce faire, les budgets prévisionnels des exercices 1997 et 1998 devraient mettre l'accent sur le relèvement des budgets d'investissement dans le but d'accroître le soutien à l'économie et aux secteurs sociaux.

Les perspectives budgétaires s'inscrivent, en outre, dans une logique de désendettement de l'Etat : l'effort budgétaire à fournir doit permettre de ramener la dette publique totale de 102% du PIB en 1995 à 62% en 1999. Ce qui implique, pour l'Etat, une parfaite maîtrise de ses charges de fonctionnement.

#### IV.2.3.2 LES BUDGETS PRÉVISIONNELS

#### Les contraintes

Le budget de l'Etat exercice 1997 s'inscrirait en progression de 11.7% contre 6.8% en 1996 par rapport au budget révisé de l'exercice précédent et s'établirait à 931.0 milliards soit 30.2% du PIB.

Cette sensible augmentation proviendrait pour l'essentiel des recettes propres; lesquelles sont estimées à 849.1 milliards contre 731.2 milliards en 1996 (+16.1% dont 25.8% pour les recettes pétrolières).

Le budget 98, pour sa part, devrait connaître une hausse de +5.3% s'appuyant surtout sur l'amélioration des recettes hors pétrole (+12.3%) puisque les recettes pétrolières seraient en croissance de 5% seulement.

				Variat	tions
en milliards de F.cfa	1996	1997	1998	97/96	98/97
Total ressources	833,2	931,0	980,3	11,7	5,3
Recettes propres	731,2	849,1	915,3	16,1	7,8
-Pétrole	418,9	527,1	553,6	25,8	5
-Hors-pétrole	312,3	322,0	361,7	3,1	12,3
Emprunt	102,0	81,9	65,0	-19,7	-20,6
Total dépenses	833,2	931,0	980,3	11,7%	5,3%
Dette publique	343,4	407,8	427,6	18,8%	4,9%
Fonctionnement	333,5	352,0	367,7	5,5%	4,5%
Investissement	156,3	171,2	185,0	9,5%	8,1%

Sources : Ministère des Finances, Programmation FMI

# Les recettes pétrolières

Sous l'effet conjugué d'un fléchissement du prix du baril (de 19.6\$ en 1996 à 18.2\$ en 1997 puis 16.3\$ en 1998), la stabilité de la production pétrolière (18.3 millions de tonnes) et le faible accroissement du taux de change (2.6% et 0.6% en 97 et 98 respectivement), les recettes pétrolières programmées évolueraient de 5% en 98 après une explosion en 97 (+17.4%).

L'accroissement des recettes, observé en 1997, est imputable au rendement spectaculaire de l'impôt sur les bénéfices (+34.7% induit notamment par le reliquat de l'exercice précédent) et dans une moindre mesure aux revenus des contrats de partage (+10 milliards). Dans le même temps, la redevance minière proportionnelle (-5.8% compte tenu de la baisse du prix du banl) et les revenus de participations (-36.1%) s'avèrent peu productives

De même la faible hausse des recettes en 98 s'expliquerait par la nette régression des recettes d'impôt sur les sociétés (-6.5%), tendance occultant le très bon comportement des autres impôts qui évolueraient globalement de 24.0%.

Redevance				Vaci	ations
	1996	1997	1998	97/96	98/9
lmpôt sur les sociétés	243,0	327,3	305,9	34.7%	-6.59
Redevance	185,5	174,8	194,2	5,8%	11.19
Contrat de partage	2,3	13,3	19,1	478,3%	43.6%
Autres	18.3	11,7	34,4	-36,1%	194,0%
Total	449.1	527.1	553,6	17,4%	5,0%

Sources Ministera des Finances, Programmation FMI

# Les recettes non pétrolières

A la faveur d'une forte progression du PIB hors pétrole (8.9% en nomnal et 5.4% en réel sur la période 1996-1998), les recettes non pétrolières s'accroîtraient de manière continue. 5.2% en 1997 puis 12.3% en 1998,

Cet accroissement continu des recettes non pétrolières est a imputer à toutes les composantes, excepté le poste "Autres recettes" pour 1997.

Toutefais, l'évolution des recettes du commerce extérieur qui représentent 47.8% du total en est la principale explication. Ces recettes passeraient, en effet, de 147.8 milliards en 1996 à 166.5 en 1998 (+4.2% et +8.1% en 97 et 98) suite a la forte poussée des importations de biens et services (7.3% et 6.4% sur la même période)

La taxe sur la valeur ajoutée, qui jusque-là présentait des résultats en deçà des prévisions, devrait avoir un meilleur rendement à partir de 1997 (+12.4% en moyenne). Cet optimisme repose sur deux faits

majeurs : l'élargissement de la base imposable et la maîtrise des mêcanismes de prise en compte du recouvrement et de la TVA.

				Varie	ation
en milliards de FCFA	1996	1997	1998	97/96	98/97
Impôt sur les sociétés	45.0	44,9	59,6	-0,2%	32.7%
Impôt sur les personnes	35,2	40,1	45,6	13,9%	13.7%
Lup.p. et T.c	34,5	36,5	40,7	5,8%	11,5%
Taxes/biens et services	53,2	60,5	65,4	13,7%	8,19
Tva	43,0	43,0	53,6	0.0%	24,79
Douane	147,8	154,0	166,5	4,2%	8,19
Autres	24,8	22,5	24,6	-9,3%	9,39
Total	306,0	322,0	361.7	5,2%	12,39

Source Ministere des Emances Programmation FMI

Le budget 97 serait absorbé en grande partie par le service de la dette (43,8% contre 41,2% en 1996) en augmentation de 15,4%, tandis que les dépenses de fonctionnement et d'investissement en croissance de 3,9% et 10,9% représenteraient respectivement 37,8% et 18,4% contre 39,6% et 19,2% en 1996.

En 1998, bien que la croissance du service de la dette soit faible par rapport à 97 (+4,9%), la structure de la dépense publique demeure identique à celle observée en 1997.

					Var	iation
en milliards de FCFA	1996	1997	1998	1996	1997	1998
Service de la dette	353,3	407,8	427,6	41.2%	43,8%	43,6%
Functionnement	338,8	352,0	367,7	39,6%	37,8%	37,5%
Solde permanente	168,4	171,9	173.3	19,7%	18,5%	17,7%
-M.o.n.p	16,4	17.5	18,0	1,9%	1,9%	1,8%
-Biens et services	132,4	139,3	151,1	15,5%	15,0%	15.4%
-Transferts	21.6	23,3	25,3	2,5%	2,5%	2.6%
Investissement	164,5	171,2	185,0	19,2%	18,4%	18,9%
Total	856,6	931,0	980,3	100%	100%	100%

Sources Ministère des Finances, Programmation FMI

# Le service de la dette

La logique de désendettement de l'Etat, initiée depuis quelques années, devrait se poursuivre avec les budgets 97 et 98. La charge de la dette deviendrait plus importante sous la poussée des arrièrés (+25.3%), et dans une moindre mesure, à cause des intérêts (+4.7%).

Le service de la dette, qui représentait 13,2% du PIB en 97, se situerait autour de 14% en 98.

	structure de de la de	7 7 7 7 7 7 7 7 7	variation
en milliards de FCFA	1997	1998	98/97
Intérêts de la dette	170,8	178,9	4,7%
Arriérés de palements	79,4	99,5	25,3%
Principal (net du rééch.)	157.6	149.2	-5,3%
Total	407,8	427,6	4,9%

Source Ministere des Finances Programmation FMI

# Les dépenses de fonctionnement

La rigueur budgétaire programmée devrait se matérialiser par la maîtrise des charges de fonctionnement. Les budgets 97 et 98 en prévoient une progression respectivement de 3,9% et 4,5%. Cette évolution des dépenses de fonctionnement serait imputable au profit de la masse salariale qui évoluerait au rythme des glissements catégoriels et aux dépenses de biens et services (+5,2% en 1997 et +8,5% en 1998). Les transferts devraient, aussi, connaître une hausse régulière (+7,9% en 1997, puis +8,6% en 1998).

# Le budget d'investissement

Les dépenses d'investissement croîtraient continuellement face à la nécessité de soutenir l'économie nationale et les secteurs sociaux. Les crédits d'investissement resteraient donc absorbés par les infrastructures, les secteurs productifs et le social (en moyenne 40.1%, 23.6% et 22.8% respectivement).

	1996		19	97	1998		
	Mds fcfa	en %	Mds fcfa	en %	Mds fcfa	en %	
Secteur productif	36.7	23,8%	38,7	22,6%	45,7	24,7%	
Infrastructures	51,5	33,4%	70,4	41.1%	72,5	39,2%	
Secteurs sociaux	31,5	20,4%	39,7	23,2%	41,6	22,5%	
Autres.	34,6	22,4%	22,4	13,1%	25.2	13,6%	
Total	154,3	100%	171,2	100%	185,0	100%	

Source: Direction des programmes d'investissement

# Les grands soldes budgétaires

Les budgets 97 et 98 afficheraient des soldes excédentaires et conformes aux objectifs du FMI.

En effet le surplus primaire, de l'ordre de 251.8 milliards en 1996, passerait à 325.9 milliards en 97 puis 362.6 milliards l'année d'après soit une moyenne de 10.4% du PIB sur cette période. Le solde "mandats" connaîtrait une évolution similaire : de 78,7 milliards en 96, il passe à 183,7 milliards en 98 soit un taux annuel moyen de 52,8%. Il représenterait en moyenne 4,6% du PIB sur la période concernée.

Avec les prévisions du paiement d'arrièrés à hauteur de 79,4 milliards en 1997 puis 99,5 milliards en 1998, le solde "trésorerie" serait passé de 75,7 milliards à 84,2 milliards soit +11,2% de progression. Il se situerait en moyenne autour de 2% du PIB, de 1997 à 1998.

# Les dispositions fiscales

Des aménagements fiscaux pourraient intervenir en 1997 dans le cadre de l'application du programme d'ajustement structurel.

Ceux-ci s'articulent autour des mesures suivantes

- 1 Elimination de l'obligation faite aux entreprises de contribuer à hauteur de 5% de leurs bénéfices au Fonds gabonais d'investissement;
  - Passage de 40 à 35% du taux d'impôt sur les sociétés;
- Abolition du versement forfaitaire (2%) et de la taxe de formation professionnelle (0,6%) sur les salaires,
- Réduction ou élimination de la pléthore de droits et prélèvements administratifs sur les transactions commerciales.

## IV.2.4 LA MONNAIE ET LE CRÉDIT EN 1997 ET 1998

Les travaux de programmation monétaire de février 1997 font état d'une expansion de la masse monétaire de 10,8%. Elle se chiffrerait à 413,8 milliards en fin d'année du fait de l'ensemble de ses composantes qui évolueraient de la manière suivante :

- monnaie fiduciaire (115,5 milliards): + 9,1%;
- monnaie scripturale (137 milliards): + 12,2%;
- quasi-monnaie (161,3 milliards) . + 10,9%.

Cette création monétaire serait générée par une hausse des avoirs extérieurs nets (+45,6%) et celle du crédit à l'économie (7,7%). Quant aux créances nettes sur l'Etat, elles se stabiliseraient ; l'Etat étant supposé poursuivre son effort de désimgagement entamé en 1996.

La BEAC et les services de prévisions du FMI ont projeté une croissance de la masse monétaire de l'ordre de 9,1% en 1998. Cette évolution proviendrait des avoirs extérieurs nets (+ 4,8%), des crédits à l'économie (+ 8,4) et des créances nettes sur l'Etat (+6,2%).

# IV.2.5 LA BALANCE DES PAIEMENTS PRÉVISIONNELLE

En 1997, le solde déficitaire de la Balance globale se stabiliserait à 130 milliards comme en 1996 pour diminuer considérablement en 1998. Globalement, ce solde baisserait d'environ 54% d'ici 1998. Cette diminution résulterait surtout d'une forte contraction du déficit de la balance des services de près de 23% entre 1996 et 1998. Le déficit du solde globale se financerait par des rééchelonnements et des annulations de dette à concurrence respectivement de 123 milliards et 20 milliards.

En milliards de F.CFA	1996*	1997*	1998
Transactions courantes	108,0	142,0	172,0
A. Biens et services	219	259	290
a. Biens	1095	1109	962
b Services	-876	-850	-672
B. Transferts sans contreparties	-111	-117	-118
2. Mouvements des capitaux	-238	-272	-232
A. Long terme	-181	-216	-134
8. Court terme	-57	-56	-98
3. Balance globale	-130,0	-130,0	-60,0

Sowice BEAC, FMI \*estimations

# La balance des transactions courantes

L'amélioration du solde commercial en 1997 due à une augmentation des exportations pétrolières et des autres secteurs entraînerait un solde courant appréciable d'environ 32%. En 1998, on observerait un effet similaire mais plus faible (21%). Sur deux ans, le taux de croissance de la balance courante serait de 26%. La baisse du déficit du solde des services serait à l'origine de la hausse de l'excèdent courant.

#### La balance commerciale

Le solde excèdentaire de la balance commerciale augmenterait entre 1996 et 1997, puis baisserait en 1998 soit respectivement 1096 milliards, 1109 milliards et 962 milliards. Ce recul serait consécutif à la baisse des exportations en valeur et à la hausse des importations notamment celles relatives au secteur privé hors pétrole.

#### La balance des services

Traditionnellement déficitaire, le solde de la balance des services connaîtrait des baisses successives en 1996, 1997 et 1998. C'est la diminution du montant du remboursement au titre de la dette extérieure privée qui entraînerait cette amélioration. La contraction du déficit des services serait de près de 42% sur deux ans.

# La balance des capitaux

Après une détérioration du solde des mouvements de capitaux d'environ (14% entre 1996 et 1997), on assisterait à une amélioration de 15% de ce solde en 1998. L'augmentation du déficit en 1997 (-273 milliards) résulterait de la hausse du déficit des capitaux à moyen et long termes due à un fort remboursement de la dette publique extérieure. En 1998, le déficit de la balance des capitaux (-232 milliards) serait moindre du fait d'une chute de 38% du déficit des capitaux à moyen et long termes.

Le déficit des capitaux à court terme se stabiliserait en 1997 à - 56 milliards, alors qu'en 1998, on enregistrerait une croissance du déficit soit -98 milliards.

## IV.2.6 L'EMPLOI, LES SALAIRES ET LES PRIX

A la faveur de la croissance qui devrait se poursuivre en 1997 et 1998, grâce à un environnement international favorable (les augmentations du prix du baril de pétrole et du taux de change du dollar) et aux réformes structurelles de l'économie nationale (les Privatisations des entreprises publiques, la mise en place d'un cadre des investissements attrayant, l'adoption d'un tronc commun des conventions collectives , la révision du code de sécurité sociale...), la hausse du niveau de l'emploi devrait se poursuivre dans le secteur privé hors pétrole notamment dans les BTP, la filière bois, les services aux entreprises et le commerce. Les augmentations des effectifs devraient être de l'ordre de 3% en 1997 et 4% en 1998:

Dans le secteur public l'effort de maîtrise de la croissance des effectifs se poursuivra, les effectifs de la fonction publique devrait stagner autour de 35600 agents.

La masse salariale globale devrait continuer à croître modérément aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé, elle ne devrait pas dépasser les 4% d'augmentation pour 1997 et 1998.

Les prix des produits locaux qui subissent la loi du marché devrait continuer à croître plus vite que les prix des produits importés qui devraient tendre vers la stagnation sous l'effet de la maîtrise de l'inflation chez les partenaires commerciaux européens du GABON et la prudence sur les marges des revendeurs locaux. Le taux d'inflation moyen devrait rester autour de 3% en 1997 et 1998.

# Conclusion

L'embelle que connaît l'économie gabonaise depuis 1995 se consolide. Le taux de proissance demeurera encore pour les deux années à venir 1997,1998 au delà du taux d'accroissement de la population qui est de 2,5%. Ce taux tournerait autour de 3,5%.

Cependant cette croissance demeure fragile, car elle repose encore sur les secteurs d'exportations

En 1996, du fait des élections diverses, l'instauration d'un environnement économique favorable et de mesures d'assainissement à été retardée. Cet objectif se reporte donc en 1997, année qui verrait l'accélération de mesures aptes à relancer l'activité économique dans les secteurs tournés vers la demande intérieure. Il s'agit notamment de la mise en place du code des investissements, du code minier, du code de travail, de l'harmonisation du droit des affaires au plan national (projet OHADA).

Les budgets des années 1997, 1998 mettront l'accent sur le soutien à l'économie. Des mesures fiscales destinées à allèger les charges des entreprises seront prises dès 1977.

Les prix devraient augmenter très faiblement, 3% environ pour les prochaines années

Cet environnement propice au développement de l'activité économique attirerait les investisseurs nationaux et étrangers et aurait des répercussions favorables sur le marché de l'emploi.

En effet, l'emploi demeure le point préoccupant, bien que l'on assiste en 1996 à une légère hausse des effectifs dans le secteur privé, le secteur public devant se limiter au strict maintien de ses effectifs. Le train de privatisation prévu laisserait penser que le marché de l'emploi se dégraderait. Cependant, on assisterait plutôt à la hausse des effectifs, car dans un environnement assaini, le secteur tourné vers le marché intérieur connaîtra un nouvel essor.

Le poids de la dette demeure encore très important. L'objectif que se sont fixées les autorités est de ramener la dette publique de 102% du PIB en 1995 à 62% en 1999.

Le Gabon, dans le cadre d'un environnement international et africain l'avorable verrait sa croissance se poursuivre et s'intensifier à condition que l'État se concentre sur son rôle régalien et donc se désengage du secteur parapublic et poursuive une nécessaire concertation avec les opérateurs économiques.

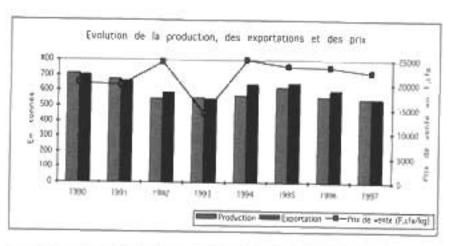
# **Annexes**

# EVOLUTION DES COURS DES PRINCIPALES MONNAIES MOYENNE ANNUELLE EN F.CFA

Périodes	Dollar USA 1\$	Deutsche Mark 1DM	Lire Ital ITL 1000 ITL	Livro Sterling 1 £	Yen Japonai: 100 JPY
1980	211	117	250	492	93
1981	272	120	240	551	123
1982	329	135	240	574	132
1983	381	149	250	577	161
1984	437	154	250	582	184
1985	449	153	240	578	188
1986	346	160	230	508	206
1987	301	167	230	492	208
1988	298	170	230	530	232
1989	319	170	230	525	233
1990	272	169	230	484	188
1991	282	170	227	497	190
1992	268	170	191	419	216
1993	282	170	173	435	263
1994	541	344	331	844	540
1995	498	346	306	784	525
1996	512	340	332	108	471

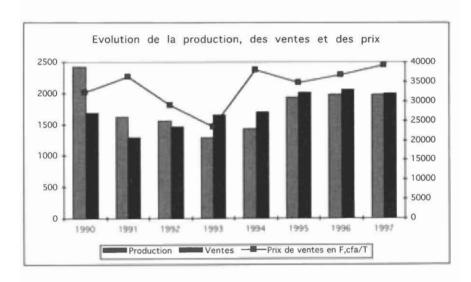
Source Téles Banque de France

# LURANIUM



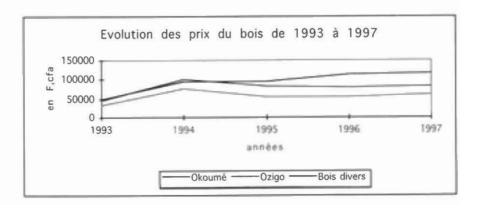
En tonnes Production	1990 709	1991 678	1992 545	1993	1994	1995	1996	1997
Exportation Prix de vente (Fcta/kg)	707	664	590	550	A43	650	600	560

## LE MANGANESE



En tonnes	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Production	2423	1620	1556	1290	1436	1934	1983	1983
Exportation	1675	1296	1455	1655	1691	2010	2063	2000
Prix de vente (Fcfa/kg)	32239	36111	29003	23363	38025	34826	36625	39300

LE Bois



## L'HÉVÉA

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997 •
production (ha) production (Tonne)	1545,46 661,610				6301,69		10098
kg par hectare	428	516	558	666	809		10070
production vendue (T) prix de vente moyen (FCFA/kg)	403,2 212	1008,0 209	1370,9 221	3044,2 527	4878,7 652	8240,9	10098

Source HEVEGAB \* prévisions

# EVOLUTION DE LA FLOTTE DE LA PÉCHE INDUSTRIELLE

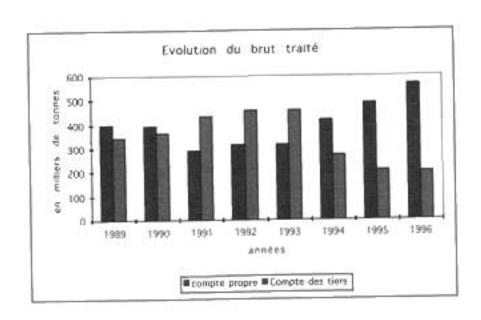
	challutiers	crevettiers	ligneurs	thoniers
1990	7	13	19	30
1991	27	22	2	39
1992	27	20	21	23
1993	42	23	13	25
1994	34	36	20	30
1995	35	29	13	34

Source Direction Générale des Péches

# PRODUCTION MEUNIÈRE ET AVICOLE

en tonne	1992	1993	1994	1995	1996
Farine	30 860	30 217	28 806	28 516	28 900
Aliments bétail	2 602	2.788	2 218	2 967	3 100
Œufs (unités)	17 456 940	18 741 396	14 885 640	15 273 768	16 600 000
Pains	7 645	6 437	5 988	5 336	3 200

# PÉTROLE : ÉVOLUTION DU BRUT TRAITÉ PAR LA SOGARA



# EVOLUTION DES VENTES INTÉRIEURES DE PRODUITS PÉTROLIERS

Produits	Unité de mesura	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Gaz-oil	M3	203 841	208 627	237 002	206 592	244 692	267 180
Kéronèse	M3	60 380	55 465	49 944	ND	ND	ND
Pétrole lampant	M3	38 137	36 439	37 404	35 307	**100794	109 800
Super	M3	48 989	41.866	40 038	37 226	*46 085	47 580
Essence	M3	4 255	4 501	4 475	4 500		
Fuel 380	TM	29 747	28 793	32 056	32 147	28 565	31 842
Bitume	TM	2 370	1 882	3 528	4 109	14 778	15 006
Butane	TM	11 712	11 902	12 216	13 156	12.895	13 908

Source 50GARA

<sup>\*</sup> y compris essence

<sup>\*\*</sup> y compre jer A1

# STRUCTURE DES PRIX DU CARBURANT AU 1ER MAI 1995

Libreville et Port-Gentil	Super	Essence	Pétrole	Gas-oi
SOGARA	15658,99	15652,22	10706,64	11996,28
Taxe de port	95,50	95,50	103,50	108,50
Passage de dépôt	516,00	516,00	516,00	516,00
Marge distributeur	1960,80	1960,80	1776,00	1960,80
Lwalson en ville	270,00	270,00	270,00	270,00
Total base TVA	18501,29	18494,52	13372,14	14851,58
TVA	3330,23	3329,01	2406,99	2673,28
Marge revendeur	960,00	960,00	960,00	960,00
Autres taxes				
Stock de sécurité	100,00	100,00	100,00	100,00
Taxe de péréquation	6158,58	6156,58	-2839,13	2901,83
Taxes de consommation intérieure	4499,90	3509,89	0,00	0,00
Taxe municipale	1450,00	1450,00	0,00	13,31
Total autres taxes	12208,48	11216,47	-2739,13	3015.14
Total prox détail FCFA/HL	35000,00	34000,00	14000,00	21500,00
Total prix détail FCFA/litre	350	340	140	215

Source: Caisse de Stabilisation et de Péréquation

# **EVOLUTION DES AUTRES SERVICES**

en millions de FCFA	1992	1993	1994	1995	1996*	1997**
Chiffre d'affaires	44468	41391	42971	46439	50843	55927
Valeur ajoutée	21071	20040	21990	24800	24180	26598
Emplois (nombre)	3894	4499	3888	4154	4549	5004
Investissements	27633	22773	2648	5474	5987,5	6586

<sup>\*</sup> estimations DGE

<sup>&</sup>quot;" prévisions

LA SEEG

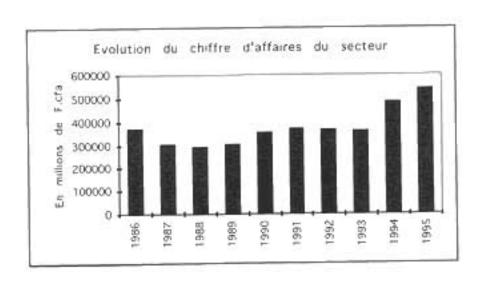
EVOLUTION DE LA PRODUCTION, DES VENTES ET EFFECTIFS

En millions de francs Fcfa	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Ventes d'électricité	38465	39049	39017	38785	45782	51860
Ventes d'eau	9047	8920	8822	9167	9744	11343
Chiffire d'affaires*	50657	49469	49403	49233	55526	62395
Valeur ajoutée	26364	24542	28388	29960	35478	42419
Investissements		5253	6108	1533	4408	13820
Production on valume		Was a	0.000			
Production of Electricitéten Gwh)	946,6	944,9	957.7	960	1024	1040
Production d'eau (1000m²)	34,9	35,3	34	37,9	40.3	41,6
Effectifs	1826	1797	1785	1679	1636	1559

<sup>&</sup>quot;y compris les autres prestations de services

Sources SEEG

### LE PARA PUBLIC



# LE TABLEAU DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'ETAT

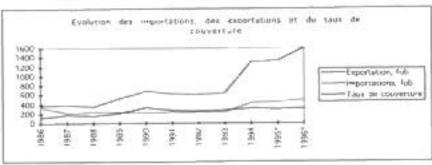
	1996	1997	1998	97/96	98/97
Recettes totales	755,1	849,1	915,3	12,4%	7,8%
Pétrole	449,1	527,1	553,6	17,4%	5.0%
Hors-pétrole	306	372	361,7	5,2%	12,3%
Total des dépenses	676,4	694	731,6	2,6%	5,4%
Dépenses courantes	503,3	523,2	552,7	4,0%	5,6%
Fonctionnement	338,8	352	367,7	3,9%	4,5%
Trætements et salaires	184,8	189.4	191,3	2,5%	1,0%
Biens et services	132,4	139,3	151,1	5.2%	8,5%
Transferts	21,6	23.3	25,3	7,9%	8,6%
Intérêts	173.1	170.8	178,9	-1,3%	4,7%
Dépenses en capital	154,3	171,2	185	11.0%	8,1%
Autres dépenses	10,2				
Solde primaire	251,8	325,9	362,6	29,4%	11,3%
Solde "mandats"	78,7	155,1	183,7	97,1%	18,4%
Amérés de palements	-125,1	-79,4	99.5	-36.5%	25,3%
Intérieurs	+125,1	.79,4	-99,5	-36,5%	25,3%
Solde de trésprens	-46,4	75,7	84,2	-263,1%	11,2%
Financement extérieur	82,7	-11	-29,2	-113,3%	165,5%
Remboursements	-191,5	-77.9	169,9	-59,3%	118,1%
Rééchelannement	172,7	5000	75,7	255,4270	
Tirages	101,5	56,9	65	34,1%	-2,8%
Financement intérieur	-36,3	-64,7	-55	78,2%	-15,0%
Système bancaire net	-0,7	1,4			
Trésor et CAA	-36,8	-53,3	-55		
Autres financements	1,2	-10	0.700		

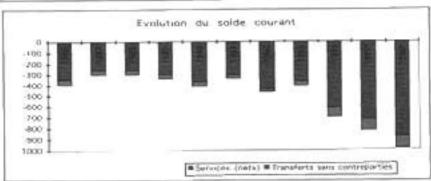
### SITUATION MONETAIRE

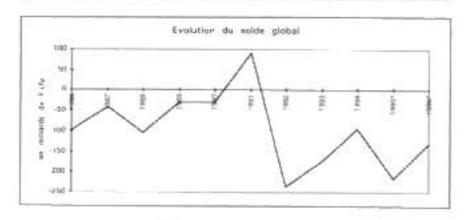
En milliards de Fcta	1991	1992	1993	1994	1995	1996	96/95
Ressources			11.775-624		0.000		
Disponibilités monétaires	161.2	140,5	135,7	188,7	216,3	260,8	20,6%
- Monnaie fiduciaire	62,9	56,8	50,5	76,9	100,7	110,9	10,1%
Monnaie scripturale	98,3	83,7	85,2	111,8	115,6	149,9	29,7%
Quas-monnaie	106,9	97,1	97,8	128,7	140,8	147.6	4,8%
Masse monetaine M2	268,1	237,6	733,5	317.4	357.1	408,4	14,4%
Resources extra-monetaines	78,2	88,3	92.4	180,5	145,2	162,3	11,8%
Total ressources	346,3	325,9	325.9	497.9	502,3	570,7	13,6%
Contreparties des ressources							
Avoirs extérieurs nets	37,9	-23,3	-26,9	66.1	21,6	99,7	361,6%
Crédit intérieur	308,4	349,2	352,8	431,8	480,7	471,0	-2.0%
- Crédits à l'économie	230.0	217,8	213,2	214,9	254,6	254,9	0,1%
· Créances nettes/PEtat	78,4	131,4	139,6	216,9	226.1	216,1	-4,4%
Total contreparties	346,3	325,9	325,9	497,9	502.3	570,7	13,6%

Source BEAC

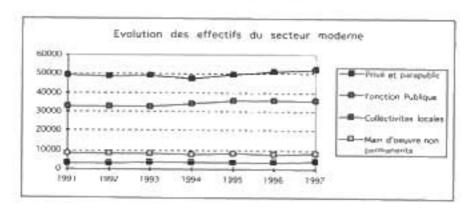
# LA BALANCE DES PAIEMENTS



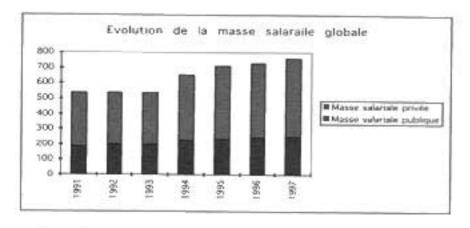




EMPLOI ET SALAIRES



Sources DG5EE, DGE



Sources Compties rusboniaux, Balance du Trésor, MEGA

LES PRIX

INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION DES MENAGES DISPOSANT DE HAUTS REVENUS RESIDANT À LIBREVILLE (155 ARTICLES 100 = JUIN 1972

				Moyenne annuelle	annuelle					98		
	POND	1991	1992	1993	1994	1995	1996	92/91	93/92	94/93	95/94	96.95
INDICE GENERAL	1000	496,93	504,20	518,97	\$0,069	781,56	812,24	1,5%	2,9%	33.0%	13,3%	86.6
Produits importes	685	516,42	516,92	537,76	729,82	831,08	860,16	9,1%	4.0%	35,7%	13,9%	10° 10° 10°
Produits locaux	213	17,734	406.48	474,74	611,22	689,55	723,78	4,2%	1,8%	28,7%	12,8%	5,0%
Services et divers	188	491.90	506,95	\$10,64	656,49	733,21	764,95	3.1%	97.0	28,6%	17.7	4,3%
Groupe et produits								Ĺ,				
Alim Bosson/Tabac	511	523,7	526.2	542.5	711,9	802,1	835,3	0,5%	12. 26.	31,2%	12.7%	4.1%
Depenses de la maison	174	356,5	361.5	363,6	469,8	540,5	558,0	1,4%	%9'0	29.7%	15,0%	3,2%
Habillement	34	680.0	707.6	742,0	781,3	917,4	1045,9	4.0%	4.9%	5,3%	17,4%	14,0%
Hygidne - som	35	406.0	452,2	452,2	561,5	615,3	649,1	11.4%	0,0%	24,2%	89'6	5,5%
Pansport - Telecom	123	620,0	6,30,5	9'659	939,4	1082,7	1114,6	3,7	4,6%	42,4%	15,3%	7.9%
Divers	123	439.5	446,9	457,8	670,2	745.9	756.8	1,7%	2,4%	46,4%	11,3%	1,5%

Source DGSEE

INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION DES MENAGES AFRICAINS RESIDANT A LIBREVILLE (125 ARTICLES : BASE 100 = JUIN 1975

Groupe de produits	POND	8	1992	1993	1994	1695	1996	91/42	92.93	93/94	56/65	56/96
Almentation	547	338,4	282,5	285.9	376.5	406.3	431.7	-16,5%	1.2%	31,7%	7,9%	6.2%
Habillement	175	244,D	244,6	241,7	310,5	325,7	350,1	0,3%	-1,2%	28,5%	4,7%	5
Kabitation	130	265,6	262,8	255.7	342,6	406.0	413,9	5. 3g.	-2.7%	34,0%	18,5%	8
Mygiéne - som	19	435,0	444,3	481,1	1,966	1058,3	1049,0	7,2%	8.3%	107,1%	6,2%	%6.0
Fansports	63	452,0	483,2	495,4	645,1	690,1	8,25,8	86'9	2.5%	30.2%	3.0%	5.0%
Later - divers.	99	282.5	257,6	252,2	437,6	540.3	568,4	00 90 95	2.1%	73,5%	23,5%	8
Produits locaux	929	331,9	284,7	284,6	355,6	383,4	405,8	14,2%	0,0%	24,9%	7,8%	50 80 80 80 80 80 80 80 80 80 80 80 80 80
Produits import	¥	304,7	292,0	297.1	465,1	522.4	534,1	4.2%	÷ 86.	26,5%	12,3%	2,2%
Ind se général	1000	317,7	287.4	288.9	393,3	431,2	450.0	95.6	0.5%	36.1%	9.6%	4.4%

Achevé de rédiger le 30 mars 1997
par les services de la Direction Générale de l'Économie
du Ministère des Finances, de l'Économie,
du Budget et des Participations
de la République Gabonaise

Achevé d'Imprimer le 5 septembre 1997 sur les presses de l'imprimere Multipress-Gabon à Libraville. D.L.H.N. 1237/07/96 - T. 3.000